

Le général Salan est mort

LIRE PAGE 8 L'ARTICLE DE JEAN PLANCHAIS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurin

La querelle scolaire

LIRE PAGE 2
DES POINTS DE VUE
DE JACQUES DUVERGER
JACQUES BARROT
ET ROBERT BALLION

Coopération militaire tous azimuts

Quelques semaines après la signature, entre la France et l'Allemagne fédérale, d'un accord pour la construction en commun d'un nouvel hélicoptère de combat, le ministre de la défense, critiqué à cette occasion par la CGT et « l'Humanité », récidive. Profitant de la remise de ses premiers Mirage 2000 à l'armée de l'air, M. Hernu a lancé, lundi 2 juillet à Dijon, des offres de coopération tous azimuts en matière de fabrication d'armements classiques.

Il l'a fait avec solennité, et sans crainte d'entrer dans les détails, en direction des alliés européens de la France — ce qui n'est pas original — mais aussi en s'adressant directement aux États-Unis — ce qui l'est davantage — pour les associer à un projet d'avion de transport militaire. Un tel programme serait moins franco-américain qu'euro-américain puisque, dans l'esprit du ministre, il pourrait intéresser les constructeurs aéronautiques des deux rives de l'Atlantique.

Astrement dit, le successeur du Transall franco-ouest-allemand ne devrait pas rester un projet bilatéral. Au contraire. Chacun des partenaires sollicités aurait intérêt à conjuguer, pour le meilleur et pour le pire d'une coopération multilatérale tous azimuts, à appliquer, son marché intérieur et ses finances qui, sans cet effort collectif, seraient insuffisantes.

Même si l'on n'en est qu'aux préliminaires d'une telle politique de concertation euro-américaine, l'appel de M. Hernu est d'autant plus important qu'il prolonge des initiatives précédentes de la France en faveur de la construction d'un nouvel avion de combat (avec le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne) et de l'étude d'un satellite d'observation militaire (avec l'Allemagne fédérale). Tout se passe comme si les Français, après avoir été les « mauvais élèves » de la coopération militaire en Europe, entendaient prendre la tête d'un mouvement allant jusqu'à un partage du travail.

C'est bien là que le bât blesse. C'est aussi sur ce point précis de la sauvegarde des intérêts technologiques et industriels propres à la France que les communistes attendent le ministre de la défense et les socialistes. L'accusation de brader l'indépendance du savoir-faire national en matière de sécurité n'est pas encore brandie par le PCF, mais l'allusion est déjà sous-jacente au travers de tout ce qui a été dit ou écrit dans « l'Humanité » sur l'hélicoptère franco-allemand.

M. Hernu en est conscient qui parle à la fois de « volonté politique », pour parvenir à se mettre d'accord avec les alliés, et de « vigilance technique », pour que la France puisse continuer à fabriquer seule ce qu'elle ne peut pas ou ne veut pas faire avec d'autres. La marge est étroite. Mais la démarche n'en est pas moins indispensable. Pour la raison que la France — si elle a été, un temps, de ces États qui ont réussi à mener à bien sans aide extérieure un effort méritoire de dissuasion nucléaire — risque désormais de faire partie de la multitude de ces pays pour qui les écarts technologiques, en se creusant, peuvent menacer les fondements de leur sécurité.

En renouant avec ses alliés, la France, paradoxalement, accroît la sienne.

(Lire nos informations page 4.)

Vive polémique entre Moscou et Washington sur la démilitarisation de l'espace

En dépit de l'attitude négative de M. Gromyko une négociation entre les Deux Grands paraît inéluctable

Il est presque aussi difficile de refuser un dialogue que d'en ouvrir un ou de conclure un accord. Les Soviétiques viennent d'en faire une nouvelle fois l'expérience avec leur proposition du 29 juin visant à ouvrir à Vienne en septembre prochain des négociations sur la démilitarisation de l'espace.

Sans doute M. Gromyko et ses amis, qui en restaient au premier refus de Washington (il est inutile de discuter des armements antissatellites, car un accord de limitation ne serait pas véritable), ne s'attendaient-ils pas à une acceptation américaine aussi rapide. D'ailleurs le ministre soviétique des affaires étrangères, relayant une déclaration du gouvernement de Moscou diffusée dimanche, a-t-il dénoncé lundi devant Sir Geoffrey Howe, ministre britannique des affaires étrangères, ce qu'il a appelé la « réponse négative » des États-Unis.

Selon lui, Washington pose des « conditions préalables » à une négociation sur l'espace en proposant d'y associer les armes nucléaires, y compris les armes à portée intermédiaire dont Moscou refuse catégoriquement de discuter tant que l'OTAN ne sera pas revenu sur l'implantation des Pershing. Ce sur quoi la Maison Blanche et le département d'État ont aussitôt précisé que ce lien est de leur part un vœu, non une condition préalable, et que des représen-

tants américains iront à Vienne de toute façon en septembre : la composition de la délégation serait déjà en discussion.

Est-ce à dire que ces négociations s'engageront à deux mois des élections américaines, c'est-à-dire à point nommé pour permettre au président Reagan de démontrer à ses concitoyens que sa politique de fermeté et d'appel au dialogue a fini par payer ? On est encore loin du compte. En premier lieu, ce que l'on n'ose encore appeler une « ouverture » dans le dialogue soviéto-américain n'a nullement pris la forme de contacts discrets dans le cadre de la « diplomatie tranquille » (encore que M. Reagan se targue d'avoir eu un entretien fort aimable avec l'ambassadeur soviétique à Washington au cours d'un hors-champ diplomatique), mais celle d'un échange de déclarations polémiques et publiques à quelques heures d'intervalle. Ce n'est pas la meilleure manière de parvenir au but.

En second lieu, le ton employé par Moscou à l'endroit de M. Reagan est plus virulent que jamais. M. Gromyko a encore accusé lundi les États-Unis de « recourir aux méthodes et moyens les plus criminels » et de pratiquer un véritable « culte du territoire ». Comme M. Reagan est en outre accusé de toutes sortes de manœuvres « visant à obtenir les voix des électeurs », on ne voit pas comment Moscou lui ferait ce « cadeau » d'une négociation réussie à la veille des élections.

Il reste que c'est le gouvernement soviétique, et non Washington, qui a proposé d'ouvrir un dialogue en septembre, et qui va jusqu'à fixer le lieu du rendez-vous. En outre, le thème de la guerre de l'espace se distingue nettement des autres propositions beaucoup plus générales, à usage psychologique, faites précédemment — comme sur un engagement de non-recours à la force — ou dans le cadre d'« exercices » beaucoup plus routiniers, comme la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe. Et une négociation devait fatalement s'engager à son sujet un jour, sinon cette année, du moins l'an prochain.

Cette précipitation soviétique cadre mal avec les préoccupations « anti-Reagan » de l'actuelle direction du Kremlin, mais elle n'est pas due au hasard. L'URSS n'a jamais « fait l'impasse » sur le thème de la guerre spatiale, qui est en fait aussi vieux que l'ère des missiles. (Après tout, un missile intercontinental traverse l'espace extra-atmosphérique avant d'arriver sur sa cible, et les satellites jouent depuis belle lurette un rôle-clé dans l'observation et les communications militaires.)

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

L'extrême droite en échec au Guatemala

La démocratie chrétienne en tête aux élections à la Constituante

Surprise au Guatemala après le scrutin du dimanche 1^{er} juillet pour la désignation des quatre-vingt-huit membres d'une Assemblée constituante chargée de préparer le terrain pour une élection présidentielle qui doit avoir lieu en 1985 : c'est le Parti démocrate-chrétien qui est en tête, suivi de près par l'Union du centre national, une nouvelle formation de centre droit dirigée par M. Carpio Nicole, un dynamique directeur de journaux à succès. Le Parti démocrate-chrétien du Guatemala se situe nettement plus à droite que celui du Salvador, dont le leader, M. Jose Napoleon Duarte est chef de l'État. Et l'Union du centre national a des options très conservatrices. Mais ces deux formations, qui l'emportent brillamment dans la capitale, sont en tout cas favorables à un retour aussi rapide que possible à un régime constitutionnel, et elles partagent le souci de la grande majorité des Guatémaltèques pour un respect des droits de l'homme.

Il s'agit de résultats provisoires et non officiels. La moitié seulement des bulletins de vote étaient dépouillés ce mardi 3 juillet. Les résultats des départements de province, où l'extrême droite fait en général ses meilleurs scores, ne sont, en particulier, pas connus. Mais il apparaît, d'ores et déjà, que la coalition la plus puissante de l'extrême droite, celle du Mouvement de libération nationale et de la Centrale authentique nationaliste (MLN-CAN), n'a pas remporté le succès qu'elle espérait et qui lui aurait permis de contrôler la nouvelle Assemblée constituante. C'est une défaite de taille pour M. Sandoval Alarcon, leader du MLN, qui entretenait de très bons rapports avec le major Roberto d'Amboisson, dirigeant de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste) salvadorienne.

Le contexte guatémaltèque est différent de celui du Salvador. Mais on assiste dans les deux pays centra-américains à une lutte intéressante entre une extrême droite virulente, hostile à toute modification du *status quo*, et une droite conservatrice et modérée, favorable à une évolution raisonnable et démocratique. Dans les deux pays, la gauche, révolutionnaire ou modérée, est absente de ce débat. Mais la montée dans les deux pays d'un courant démocratique peut, à long terme, favoriser une nouvelle approche du dramatique problème de l'insurrection armée.

Autre enseignement du scrutin du 1^{er} juillet au Guatemala : de l'avis des observateurs étrangers, l'armée a observé une neutralité remarquable si on se réfère aux élections précédentes. L'armée reste sans doute la force principale dans le jeu politique, mais son comportement donne plus de crédibilité à des élections accueillies au départ avec scepticisme par les Guatémaltèques.

D'ailleurs, le taux de participation a été le plus élevé jamais enregistré au Guatemala. Une ombre au tableau : tous les électeurs, en particulier les paysans indiens de l'intérieur, n'avaient pas une idée très claire des enjeux. Mais les premiers résultats du scrutin montrent pourtant que quelque chose bouge peut-être dans le pays le plus fermé de toute l'Amérique centrale.

M. N.

Histoire d'amour

par KONK

PAGE 24

Faire oublier Valence

Il est urgent pour les socialistes d'accomplir dans l'ordre de l'idéologie le travail d'adaptation opéré par le gouvernement dans l'ordre de l'économie

par J.-M. COLOMBANI

Que faire lorsqu'on est au pouvoir, que l'on vient d'être désavoué et qu'il reste moins de deux ans avant le véritable rendez-vous avec le verdict populaire ? Que faire pour se reconstruire dans le pays ? Changer de politique, puisque celle-ci est impopulaire ? C'est impossible. Ce serait renoncer à une nécessité que tous les responsables sérieux, à gauche comme à droite, ne met en doute. Sauf à considérer, comme le craint M. Raymond Barre, que la reconquête du pouvoir autorise « les promesses démagogiques ». Ce serait y renoncer, qui plus est, au moment où la rigueur commence à porter ses fruits (1).

Changer la politique extérieure ? Bien qu'il ait fallu attendre le jugement de M^{me} Thatcher et de M^{me} Kohl et Reagan pour que cela se sache, le président est à la hauteur : le voyage à Moscou et le succès de Fontainebleau en témoignent de façon éloquentes ! Que faut-il donc changer ? La politique de défense ? Mais qu'elle demande ? Bref, de quelque côté — essentiel — que l'on se tourne, il n'y a guère d'issue. Que ce soit à gauche ou à droite, le pouvoir est accusé de ne pas mettre ses actes en accord avec son discours. En fait, il faut se demander si sa tâche la plus urgente

n'est pas de mettre son discours, et son image, en accord avec ses actes. Pour l'heure, il faut se résoudre au constat suivant : la gauche a, de toute façon, psychologiquement tort parce qu'elle est politiquement minoritaire. Cette formule, pour schématiser qu'elle soit, a le mérite de donner la mesure du chemin parcouru depuis l'automne 1981. A cette date, M. André Laignel avait cru bon de le dire, à l'adresse de l'opposition : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires. »

(Lire la suite page 7.)

(1) Lire dans nos éditions du 29 juin l'article d'Alain Verhulst.

AU JOUR LE JOUR

PSU

Incroyable : le PSU est en crise ! Cela couvait depuis vingt-quatre ans mais cette fois c'est sérieux. Le plus petit parti de la gauche, qui a toujours été le plus riche en tendances, courants, débats et déchirements, a vu supporté le choc du 17 juin : 0,72 % des électeurs ont voté pour sa liste.

Le prochain congrès devra tirer les leçons de ces deux défaits et dire s'il ne serait pas plus simple de mettre la clé sous la porte.

Ce serait triste. Le devoir des démocrates est de défendre le patrimoine national sous tous ses aspects. Il faut créer un comité d'écologie politique pour la protection de cette espèce peu répandue mais sympathique, aujourd'hui menacée de disparition : le militant PSU.

BRUNO FRAPPAT.

POINT DE VUE

L'AFFAIRE CREUSOT-LOIRE

La rigueur et la confiance

par JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER

mieux préparé l'avenir pour sauver les hommes ? Fos ou Nevers-Maisons répondent.

Quand Citroën, Peugeot, somment le pouvoir de leur accord, sans discussion, le droit de dégrader les sureffectifs, on est choqué par ce comportement sauvage. D'autant que ces capitalistes sans capitaux réclament, en outre, l'argent public pour cette besogne.

Plutôt que d'en rester au Moyen Âge industriel, dont le « progrès » consiste à se débarrasser des hommes — mauvaises grâces — n'avons-nous pas maintenant les moyens de les conserver pour les former d'abord, les qualifier, pendant les mois nécessaires, et sur le lieu du travail, pour les nouveaux emplois d'aujourd'hui ?

Question simple, humaine, que l'idéologie voudrait caricaturer comme prétexte à refuser les licenciements à ces entreprises privées. Mais Renault, rigueur publique, plonge

aussi cette année. Le même règle — former d'abord les hommes, — lui sera, bien entendu, appliqué. Ainsi voit-on apparaître, enfin, les premières leçons d'une politique industrielle, d'une politique tout court : d'abord un immense effort de valorisation des hommes.

C'est le secret, et le seul, des performances remarquables, par rapport à toute l'Europe, de la sphère assistée autour du Japon. Partie de rien, elle ne cesse plus d'accroître son avance.

C'est aussi la racine, qui ne doit rien aux doctrines du passé, de la reprise américaine jugée au seul critère qui vaille : la création d'emplois.

Depuis l'année dernière, l'Europe de la Communauté a perdu trois millions d'emplois pendant que l'Amérique en créait cinq, dans l'environnement et les services, de la montage technologique. Non par une doctrine mais par un début d'automatisation des usines, liée à la qualification des hommes, par les outils issus de la révolution scientifique.

(Lire la suite page 26.)

UNE BROCHURE DU « MONDE »

Les deuxièmes élections européennes

Pour la deuxième fois depuis 1979, l'Europe est descendue de l'Olympe des « sommets » et des tables des conseils pour interpeller ses habitants dans la rue.

A l'occasion des élections au Parlement de Strasbourg, le Monde, comme en 1979, a rassemblé dans une brochure les résultats du scrutin, plus détaillés bien sûr pour la France que pour les pays lointains, et a tiré les enseignements de ces votes. Cet important moment de l'histoire des Dix conduisait aussi à fixer les péripéties de la campagne électorale, les prises de position des listes françaises en présence, les grandes déclarations des leaders et de M. Mitterrand, dont le discours du 24 mai à Strasbourg est intégralement publié.

Une telle date a aussi servi de prétexte pour rappeler comment marche la CEE, pour faire le bilan de ses réussites, de ce

qui reste sur le chantier, et pour montrer quelle a été l'action du Parlement européen pendant les cinq dernières années.

Enfin, par souci de livrer aux lecteurs une documentation facile à consulter, et indispensable pour qui veut « aller plus loin » dans sa connaissance des affaires européennes, nous publions une longue chronologie (depuis le 9 mai 1950, date de la déclaration de Robert Schuman sur l'idée du pool charbonnier), des graphiques replaçant l'Europe communautaire dans l'ensemble international, etc. Nombre des articles de cette brochure n'ont jamais été publiés dans le Monde.

L'Europe, ce n'est pas si compliqué. Encore faut-il que les pièces du puzzle soient aisément disponibles.

★ 124 pages, 30 F.

هذا من الأصل

Les pasteurs et le troupeau

par MAURICE DUVERGER

ES touristes étrangers n'ont pas compris grand-chose au défilé parisien du 24 juin. La plupart des Français non plus. Officiellement, il s'agissait de défendre la liberté de l'enseignement, qui fait partie des droits de l'homme. Si elle avait été effectivement menacée, le signataire de ces lignes se fût trouvé aux côtés des manifestants, quelles que soient leurs opinions politiques. Parce que beaucoup d'entre eux la croient en péril, leur geste mérite le respect. Mais il témoigne d'une stupéfiante absence d'information. Jamais le sort des écoles privées n'a été mieux garanti que par le projet de loi en cours de discussion.

Les pilules que l'opposition trouve amères sont inoffensives. Même intégrées dans la fonction publique, les maîtres seront choisis et contrôlés par les directeurs des établissements libres - toutes dispositions contraires étant désormais annulées par les tribunaux administratifs comme méconnaissant le « genre d'éducation » des établissements en question, consacré par le projet Savary.

D'autres dispositions sont plus contestables. Par exemple, la possibilité laissée aux communes de transférer à l'Etat des dépenses en principe obligatoires pour elles. Ou encore, la discrimination entre les écoles privées suivant que la moitié ou non de leurs enseignants seront fonctionnaires. Il n'est pas sûr que ces bizarreries passent le cap du Conseil constitutionnel. De toute façon, elles ne concernent que soixante-dix communes sur trente-six mille : celles dont la municipalité refuse de payer les sommes dues en vertu des textes en vigueur. La nouvelle loi va précisément assurer leur prise en charge par l'Etat.

L'opposition feint de s'indigner que cette prise en charge ne soit garantie que pour huit ans. Comme si un provisoire d'une telle durée n'avait pas les meilleures chances de

Cet avantage matériel demeure très secondaire par rapport à un avantage moral d'une importance exceptionnelle. Pour la première fois dans l'histoire de nos républiques, la gauche reconnaît la légitimité d'un financement par l'Etat et les collectivités décentralisées d'écoles privées qu'elle considère comme participant au service public, tout en conservant leur caractère propre. Les lois Pétain, Barangé, Debré, Guemour restaient sur le terrain d'une guerre scolaire menée par une partie du pays contre l'autre. Imposée par un gouvernement socialo-communiste, malgré les résistances d'une fraction nombreuse de ses partisans, la loi en discussion ouvre les portes de la paix.

« Je suis leur chef »

En face d'un progrès si considérable de la liberté de l'enseignement, qui saute aux yeux de tous les observateurs hors de nos frontières, la manifestation du 24 juin prend une allure folklorique par rapport à son objectif officiel. La défense des écoles privées n'a plus de signification réelle quand leur existence est garantie par deux lois qui en étaient jusqu'ici les adversaires.

Elle sert désormais de pavillon dissimulant une tout autre marchandée parce qu'elle demeure encore un des

rares thèmes qui puissent mobiliser des masses populaires en accordant toutes les tendances de l'opposition, de Simone Veil à Le Pen, de Giscard à Nicoud, de Chirac à Gérard Deuil, de Raymond Barre à Francine Gomez. Il a gardé son efficacité du siècle dernier où il permettait une manipulation analogue de l'opinion, en confiant une unité factice aux différentes factions conservatrices, alors éparpillées en légitimistes, orientistes, bonapartistes, nationalistes, antisémites et autres.

Aujourd'hui comme hier, une telle opération ne peut réussir qu'avec l'appui de l'Eglise catholique. En se jetant dans la bataille au premier temps de la République, elle a fait du cléricalisme le ciment des forces de droite. Elle a changé depuis lors. Qu'il s'agisse de la justice, des droits de l'homme, du tiers-monde, elle tend à devenir solidaire de la liberté des opprimés plutôt que des riches et des puissants. Va-t-elle se laisser néanmoins ramener au passé, par solidarité avec ses écoles ? Cela serait naturel si elles étaient réellement menacées. Mais elles ne le sont pas, et l'on approche au contraire d'un consensus à leur sujet, malgré l'apparence.

Dans une telle situation, la position de l'épiscopat français revêtait une signification capitale. Allait-il parader ou non à une manifestation dont l'opposition voulait faire le second tour des élections du 17 juin ? Pour imposer finalement qu'il y ait un ou deux millions de personnes dans la rue. Seule une présence ou une absence comptait : celle des évêques. Ils ont choisi d'être là, sans y être, tout en y étant. Ils ont appliqué le vieux principe : « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive », mais en traînant ostensiblement les pieds.

Les pasteurs qui conduisent ainsi leur troupeau réquent la catastrophe quand il se dirige vers un précipice.

battus, mais, vous le savez, l'issue de cet affrontement de près de trois ans est insupportable pour vous. Non seulement vous voyez en face de vous un ennemi reconnu sans ambiguïté, ce qui n'était pas le cas des septennats précédents, comme membres à part entière de la communauté éducative, mais c'est un pouvoir politique que vous ne chérissez pas particulièrement qui a eu le courage d'affirmer que vous étiez dans la bonne voie pédagogique.

Messieurs les laïques, la grande famille de gauche, celle des hommes de progrès, vous remercie, vous avez été là pour dire très fort que l'école de la République méritait bien de la nation, mais, comme le dit M. Leigral - il lui arrive de dire des choses sages, - « la laïcité reste une idée neuve » ; alors, donnez à cette règle du vivre ensemble à laquelle nous sommes tant attachés, à cette acceptation de l'autre dans sa différence, la forme qui doit être la sienne dans une société pluraliste qui ne se sent plus menacée.

Messieurs les coupeurs de têtes et vous messieurs les tartufes du redressement national, les héros de la course pour la vie où l'on a d'autant plus de chances d'arriver le premier que l'on a de gros moyens et des coude pointus, vous avez bien failli tout faire capoter, mais vous avez échoué. Maintenant, laissez-quant à vous, monsieur le ministre, vous avez bien mérité notre reconnaissance.

Merci, monsieur Mauroy

par JACQUES BARROT (*)

LE premier ministre, après trois ans de discussions avec les responsables de l'enseignement privé, aurait pu admettre clairement que le pluralisme scolaire est un acquis et qu'il fallait ruser au musée le projet d'un monopole scolaire. Il aurait pu, tirant parti des concessions faites sur ce point par les responsables de l'enseignement privé, présenter des propositions sur l'organisation de ce pluralisme... C'était une démarche pragmatique qui comportait des contraintes pour les écoles privées mais qui ne touchait pas à l'essentiel : leur mode d'organisation, leur marge d'autonomie. Au lieu de cela, en choisissant une démarche idéologique, M. Mauroy a acculé les parents responsables des écoles privées à défendre leur identité...

Ce faisant, il a permis à ces parents de se révéler à eux-mêmes, d'exprimer clairement leur refus d'abandonner à l'Etat ou à l'administration le soin exclusif d'organiser l'éducation, l'avenir de leurs enfants. C'est cette prise de conscience irréversible qui est au cœur de la manifestation du 24 juin et qui constitue un phénomène social profond et durable. C'est le spectre de l'Etat-parent qui a permis à cette évolution engagée depuis plusieurs années d'éclater au grand jour : en France comme en Europe, l'école scolaire plus fréquente, confrontée avec des emplois moins nombreux, a conduit les parents à vouloir non seulement choisir l'école de leurs enfants et pouvoir en changer, mais encore être partie prenante de la communauté scolaire.

Une efficacité remarquable

Dès lors, l'école ne peut plus isoler et s'organiser à l'écart des familles qui ne veulent pas laisser à d'autres le soin de s'occuper de ce qui les intéresse le plus. Ce n'est pas de la part des parents une tentation anachronique d'exercer une sorte d'hégémonie sur leurs enfants : la société d'aujourd'hui rendrait cette ambition déraisonnable ; mais c'est l'intérêt profond porté à une œuvre éducative qui devient essentielle dans une société en très rapide changement. Or, précisément, les établissements privés dans leur majorité ont plutôt bien réussi cette liaison école-famille. Ils se sont ouverts à ces familles d'aujourd'hui, qui, pour rechercher une qualité éducative, sont prêtes à prendre leur part de responsabilité...

Ces familles n'ont aucune agressivité contre quiconque, mais elles ne tolèrent pas qu'on entrave leur volonté d'agir. Elles supportent de moins en moins de recevoir des leçons, et surtout pas de ceux qui passent leur temps à revendiquer un statut toujours plus protecteur, qui les désigne bien mal pour préparer les jeunes à prendre des initiatives et des risques. Face à ces nouvelles aspirations, les prétentions de l'Etat-major de la FEN apparaissent anachroniques et non fondées. Si les corporations continuent à camper dans l'école, c'est l'école elle-même qui se trouvera de plus en plus mise en cause. A vouloir un monopole de l'enseignement public, on risque d'entraîner demain à contrecoup son éclatement. A vouloir statuer à l'excès sur un corps enseignant, on affaiblit encore son autorité...

Mais le message du 24 juin dépasse la seule école. Il témoigne de la maturité du mouvement associatif... En fait, c'est une force sociale nouvelle qui vient de surgir dans la vie nationale. Les observateurs l'ont souligné : aucune force partisane, l'Eglise hiérarchique elle-même, n'aurait pas été à même d'organiser un tel rassemblement. Il

a fallu une capacité militante et bénévole exceptionnelle. Si les pouvoirs publics avaient voulu susciter une telle mobilisation, cela aurait coûté très cher et n'aurait sans doute pas été prêt à temps. Voilà qu'en un mois à peine des milliers de parents ont pensé, organisé, encadré cet immense défilé dans un calme et une maîtrise exemplaires. C'est qu'ils ont pris, dans chacune de leurs associations, le goût de réfléchir et de gérer ensemble et, pourquoi ne pas le dire, de s'autogérer : ils s'y sont engagés totalement en donnant beaucoup de leur temps et aussi en totalisant les compétences des uns et des autres.

Femmes et hommes en majorité de vingt-cinq à quarante ans, ils appartiennent aux couches vivantes de la population. Ils ont surmonté le dilemme devant lequel butte souvent la vie associative : n'avoir à sa disposition qu'un bénévolat trop amateur ou rechercher des concours qui n'ont plus de bénévoles que le nom. Leur effort restitue une efficacité remarquable au mouvement associatif. Grâce à eux, pour la première fois, peut s'exprimer concrètement le refus du tout-à-l'Etat... Certes, beaucoup d'écrits dénoncent la tentation de l'Etat protecteur, de l'Etat-assistance ; mais ces discours restent vains si des alternatives ne se dessinent pas à ces excès de prise en charge étatique. Or, voilà enfin une force sociale qui, en toute indépendance, constitue une de ces nouvelles solidarités capables de prendre le relais de l'Etat-assistance... C'est un courant profond, précurseur d'une évolution à venir.

Ce mouvement de fond interpelle l'ensemble du monde politique, et d'abord la gauche française. Si, aveuglée par son dogmatisme, elle continue à caricaturer la manifestation de dimanche en une parodie oppositionnelle, elle va encore aggraver son décalage avec les forces vives de la société française. Entraîné par des forces archaïques, le socialisme pourrait bien entrer à son tour dans une régression et connaître le déclin, à l'image de son voisin, le Parti communiste, pour avoir refusé de comprendre son temps. S'il n'y a pas de changement de cap, si la perspective d'un monopole scolaire (pour aujourd'hui ou pour demain) n'est pas purement et simplement abandonnée, ce sera un divorce très grave avec le pays, puisqu'il porte sur le fond des choses : la manière d'organiser la société française.

Organiser le pluralisme

L'opposition, en combattant les projets du gouvernement, s'est trouvée proche des marcheurs de dimanche. Mais elle doit se livrer à une compréhension en profondeur si elle veut être à la mesure de l'avenir. Les familles attendent des futurs responsables de la France qu'ils sachent non seulement garantir le pluralisme, mais aussi l'organiser, autrement que par des schémas bureaucratiques ou des outas de la puissance publique, avec le concours actif des familles elles-mêmes. Vient le temps où la paix scolaire se construira sur le terrain, par et avec les parents, qui, par-delà leurs sensibilités différentes, ont en commun un même souci : celui de s'intéresser de plus près à l'action éducative, qu'elle soit poursuivie dans les structures publiques ou privées. Vient le temps où les intérêts corporatistes, les parasses bureaucratiques, devront reculer pour rendre aux éducateurs cette liberté et cette responsabilité qui les rendront aptes à un vrai dialogue avec les familles et les jeunes.

Parce que cette coopération s'est engagée dans un nombre appréciable d'écoles privées, parce que M. Mauroy a voulu contraindre, voire mettre en cause, cette coopération, nous avons en ce début de la fois grave et enthousiaste à la Bastille. C'était d'abord la protestation des usagers d'établissements scolaires reconnus et appréciés comme des communautés auxquelles ils ne se sentent plus étrangers. C'était aussi l'annonce d'une société en quête d'un surcroît de libertés et aussi de nouvelles solidarités pour s'assurer ensemble, sans recourir en permanence à l'Etat et au politique. C'est, à n'en pas douter, le chemin d'une renaissance démocratique. M. Mauroy, bien malgré lui et contre son gré, en aura, paradoxalement, facilité l'ouverture.

(*) Député UDF de Haute-Loire, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement.

● RECTIFICATIF. - Le journaliste Victor Noir n'a pas trouvé la mort au cours d'un duel (le Monde du 26 juin p. 10). Il a été assassiné le 11 janvier 1870 par Pierre Bonaparte, alors que comme témoin envoyé par un autre journaliste, il venait avec un second témoin demander réparation au « prince » de propos insultants tenus sur le journaliste ami de Victor Noir.

L'école (suite)

On n'a pas fini de parler de la querelle scolaire et de la manifestation du 24 juin.

Maurice Duverger reproche aux évêques l'ambiguïté de leur attitude, et croit qu'à conduire ainsi leur troupeau ils risquent la catastrophe. Robert Ballion juge inespéré pour les partisans de l'enseignement libre l'aboutissement d'un affrontement de près de trois ans. Jacques Barrot pense que M. Mauroy a rendu bien involontairement service aux parents d'élèves de l'école privée, en les poussant à une manifestation qui a d'abord démontré leurs capacités d'organisation.

Une autre voie

par ROBERT BALLION (*)

UNE fois de plus, avec l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'enseignement privé, suivi de la manifestation pittoresque et grandiose du 24 juin, la forme, le spectacle, l'ont emporté sur le fond. Sollicités par le psychodrame politique, nous n'avons pas vu l'importance de ce qui se mettait en place : comment, au-delà du problème du règlement définitif des rapports entre l'enseignement public et l'Etat, l'école tout entière allait s'engager dans une dynamique de transformations.

Vingt-cinq ans de titonnement, de déception, que l'on ne pouvait sans doute pas s'épargner, ont fait prendre conscience que la seule manière de concevoir et d'organiser une école de masse efficace et démocratique était, comme la souhaitait déjà Henri Wallon en 1945, que l'école « soit diversifiée afin de pouvoir répondre à toutes les aptitudes des enfants, quelle que soit leur diversité ».

En reconnaissant aux parents le droit de choisir l'établissement privé et les options éducatives qu'ils désirent, y compris les choix confessionnels, en affirmant que les écoles publiques ne doivent plus être soumises au poids d'un « uniforme » et doivent se construire une « personnalité », c'est un changement capital qui est amorcé. En effet, poser la liberté de choix des familles dans les limites réalistes qu'impose le fonctionnement d'un service collectif, cela suppose que l'offre soit bien définie et, pour ce faire, qu'elle prenne en compte les caractéristi-

ques de la demande, que l'on n'ait plus une représentation abstraite et normative des élèves, mais que l'on considère les différentes populations qu'ils constituent comme porteurs de potentialités qui leur sont propres. Cela rend nécessaire aussi, pour qu'il y ait cohérence du projet éducatif, que celui-ci soit assumé par des équipes pédagogiques homogènes auxquelles les enseignants auront choisi d'être intégrés.

Les germes du changement

Etablir un rapport contractuel de libre choix des personnes, c'est à la fois les ramener à l'acceptation des contraintes qu'impose la réalité et c'est les rendre responsables, c'est faire des enseignants et des usagers de l'école de véritables acteurs impliqués dans une action dont ils auront fixé ou tout au moins accepté les objectifs. On peut, sans être taxé d'optimisme excessif, estimer que ce changement qualitatif de nos rapports à l'école n'entraînera pas, bien sûr, la disparition des problèmes qu'elle nous pose, que nous aurons encore à nous affronter à l'échec scolaire, à l'insécurité, à la déviance, à la concurrence, seuls garants pour la pensée de droite de l'efficacité et de la liberté, et l'imposition d'un ordre étatique prescriptif, et non pas simplement régulateur, il existe une autre voie qu'il n'est pas utopique d'emprunter, celle qui consiste à persuader les agents sociaux qu'ils ont tout à gagner à construire un ordre qui les situe en tant que partenaires.

précisent me paraissent être ces éléments génériques de la mutation que je viens d'évoquer.

Tout d'abord, la distinction fondamentale que fait M. Savary en déclarant : « C'est l'établissement privé qui concourt au service public, ce n'est pas le service public qui vient au secours de l'initiative privée. » J'y vois là une expression de la conception du bien public qui devrait rassurer les porteurs de l'étatisme. En effet, ce qui est mis en avant ici, c'est le caractère prioritaire du service, rendu par rapport au statut de l'organisation qui met en œuvre sa réalisation. Le bien public est considéré en soi et n'est pas assimilé à l'institution étatique, puisque des organismes privés peuvent eux aussi l'engendrer. L'expression et la réalisation de l'intérêt général ne sont donc plus l'appareil exclusif de l'Etat et de ses appareils, puisque les intérêts privés agréés peuvent aussi l'actualiser, dans la mesure où ils se conforment au « respect d'un certain nombre de principes ».

L'élément central du projet est la reconnaissance du droit au choix éducatif. Ainsi est reconnue au citoyen, en matière d'éducation, une capacité de détermination qu'on ne songe pas à lui contester dans les autres domaines de la vie sociale. Mais, « organiser les préférences » n'est pas « un abaissement des parents au rang de consommateurs d'école » : c'est là où le projet est socialement le plus novateur, car il fait le pari qu'entre le laisser-faire, la concurrence, seuls garants pour la pensée de droite de l'efficacité et de la liberté, et l'imposition d'un ordre étatique prescriptif, et non pas simplement régulateur, il existe une autre voie qu'il n'est pas utopique d'emprunter, celle qui consiste à persuader les agents sociaux qu'ils ont tout à gagner à construire un ordre qui les situe en tant que partenaires.

Ouvrons le ban !

Il apparaît toute l'importance de la création de l'établissement d'intérêt public, cette « instance de concertation et d'information réciproque » qui regrouperait les responsables éducatifs d'une zone géographique limitée. Enfin est mise en place - et soulignons que très vite cela ne concerne pas que le secteur privé - la structure organisationnelle d'un service éducatif pluraliste : un lieu institutionnel où, par le dialogue, par la confrontation et le respect, par la recherche de compromis, s'opère ouvertement l'organisation de la production de l'offre, le partage des rôles, l'ajustement entre ce que « tous les établissements français sur fonds publics » peuvent proposer et ce que les usagers attendent.

Messieurs les partisans de l'enseignement privé, vous vous êtes bien

(*) Auteur des *Consommateurs d'école* Permaud, Stock 1982.

LA LIBERTÉ SEXUELLE ET LA LOI d'Olivier de Tissot

« A » comme adultère

« A » comme adultère, « b » comme bestialité, « c » comme concubinage, « d » comme dragage... « e » comme virginité. Voilà bien un objet nouveau : à tous les amoureux de l'amour, à tous les passionnés de la passion, à tous les curieux de la sexualité et des rapports qu'elle entretient avec les lois et les règlements, Olivier de Tissot, professeur de droit et écrivain, offre l'abécédaire de leurs rêves. Non pas un quelconque dictionnaire aimablement paillard ou gentiment coquin, mais un livre qui se veut sérieux, docte parfois.

Vous voulez tout savoir sur les risques et les avantages du concubinage, notoire ou discret ? Sur l'existence - au sens juridique - de cette notion ? Reportez-vous page 98. Quelques dix-huit pages tentent de faire le point. La méthode est simple :

l'auteur part de la définition du *Petit Robert*, de celle du code pénal ou du code civil. Et en route pour un développement nourri de textes de loi, de jugements et de faits de société relatés par la presse, etc. Au passage, Olivier de Tissot ironise, « humorise ».

Son livre est un vagebondage qui n'oublie ni les formes modernes de la liberté sexuelle comme les petites annonces, ni les grandes peurs comme la castration, ni les fantasmes et les tabous qui ont pour nom le travestissement, l'inceste, la nérophilie... On regrettera simplement que le souci pédagogique n'ait pas toujours été plus radical, et que les informations livrées sentent parfois la naphthalène.

LAURENT GRELSAMER.
★ Ed. Billaud, 359 pages, 79 francs.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 50 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 170 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Tchécoslovaquie, 110 mt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2017

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

2 - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 191 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande sans délai au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les frais propres en capitales d'impression.

مكتبة المجلد

EUROPE

Grèce

AFFECTÉES PAR UN LOURD CONTENTIEUX

Les relations avec l'Albanie sont en légère amélioration

De notre correspondant

Athènes. - La récente visite à Athènes d'un sous-secrétaire d'Etat albanais aux affaires étrangères, M. Capatiani, a permis d'enregistrer quelques progrès dans les relations bilatérales, traditionnellement affectées par le problème de la minorité grecque en Albanie et par l'absence de tout traité de paix entre les deux pays.

Un certain nombre d'accords ont été préparés (ils devraient être signés lors de la visite à Tirana, en octobre prochain, d'un responsable grec des affaires étrangères). Il s'agit en particulier d'un accord sur les télécommunications et la retransmission de certaines programmes grecs par la télévision albanaise. D'autre part, il a été décidé de créer un centre d'enseignement du grec moderne à Argirocastro, en Albanie, et les échanges culturels devraient être développés. Reste à savoir si les diplomates grecs en poste à Tirana bénéficieront de la liberté qui permet aux diplomates albanais accrédités en Grèce d'inviter une minorité d'origine albanaise à « préserver l'héritage culturel national ».

L'accord relatif qui permettra aux voitures des diplomates et des missions officielles d'emprunter le

poste-frontière de Kakadia est très restrictif : le passage restera fermé aux autres véhicules, ce qui ne facilitera pas les échanges commerciaux. Enfin, un accord postal va permettre l'échange de lettres, de paquets et de mandats entre les familles grecques et leurs parents vivant en Albanie, mais il n'est pas question d'un droit réciproque de visite.

Dans le domaine économique, un accord-cadre à long terme devrait permettre un développement des échanges commerciaux, pour l'instant limités. Cependant, M. Capatiani a laissé entendre que la Grèce pourrait devenir le partenaire privilégié de l'Albanie sur le plan économique.

En fait, il s'agit moins d'un rapprochement entre la Grèce et l'Albanie que de la poursuite d'un dialogue en dents de scie. Ce dialogue fut amorcé en 1958 aux Nations unies, mais ne se concrétisa qu'à partir du 6 mai 1971, après le rétablissement des relations diplomatiques. L'évolution des relations n'a pas répondu à l'attente des deux parties et, au début de cette année, les rapports entre Athènes et Tirana étaient loin d'être chaleureux.

La minorité grecque de l'Epire du Nord

Les associations de Grecs originaires de l'Epire du Nord (ou de l'Albanie du Sud) estiment qu'il n'est pas possible de normaliser les relations entre les deux pays tant que l'importante minorité grecque (environ 400 000 personnes) continuera à vivre dans des conditions considérées comme insupportables. C'est ainsi que, le 15 février dernier, 15 000 personnes manifestèrent dans le centre d'Athènes en affirmant que le « cordon ombilical » ne saurait être coupé. Les dirigeants albanais se défendirent pas leur mécontentement et répondirent en faisant allusion aux « minorités musulmanes » et « serbes » vivant en Grèce dont les autorités grecques nient l'existence.

Le 3 mars suivant, le gouvernement hellénique précisa qu'il n'était pas question d'entretenir une polémique avec Tirana et que, de toute façon, le dialogue prévu serait bel et bien engagé.

La visite de M. Capatiani, préparée par des conversations sur les différents problèmes en suspens, y compris les conditions de vie de la minorité grecque en Albanie, a concrétisé cette volonté, mais on est très loin d'avoir apuré tout le contentieux : les deux pays sont en effet, de jure, toujours en état de guerre.

Lors de la conférence de la paix en 1945, la Grèce avait présenté trois revendications nationales : Chypre, l'Epire du Nord et le Dodécanèse. Les puissances alliées lui restituèrent le Dodécanèse, mais Chypre demeura une plaie ouverte et la question de l'Epire du Nord soulevée dans les dossiers des chancelleries des grandes puissances. La Grèce et l'Albanie se trouvent toujours dans une situation d'autant plus extravagante que les faits suffisent à indiquer que l'état de guerre a cessé.

Pour sa part, le gouvernement de M. Papandréou veut en finir avec cette question, mais il doit tenir compte de considérations internationales, car les organisations épirotes, particulièrement puissantes aux Etats-Unis et au Canada, sensibilisent l'opinion grecque sur le sort des « frères opprimés ».

MARC MARCEAU.

● Démission du ministre de la radio-télévision. - Le ministre responsable de la radiotélévision grecque, M. Sakis Pépouia, a donné sa démission, lundi 2 juillet. C'est le dernier incident d'une série de querelles intestines et de luttes d'influence qui ont amené plusieurs responsables à renoncer à leurs fonctions.

Depuis moins de trois ans que les socialistes ont accédé au pouvoir, cinq directeurs de l'information et deux présidents-directeurs généraux de la première chaîne ont donné leur démission ou ont été limogés, tandis que la deuxième chaîne changeait cinq fois de P-DG, et deux fois de directeur de l'information. Le ministre de la radiotélévision, dont M. Pépouia était le premier titulaire, avait été créé en janvier dernier. Les responsabilités de ce poste viendront désormais s'ajouter à celles de M. Dimitrios Maroudas, sous-secrétaire à la presse. - (Reuter.)

Yougoslavie

Les autorités estiment que la situation est en voie d'apaisement au Kosovo

Condamnations en série contre des « nationalistes » albanais

De notre correspondant

Belgrade. - Pris de soixante-dix Albanais accusés de « nationalisme » et d'« irrédentisme » albanais ont comparu en l'espace d'un mois devant les tribunaux du Kosovo. Ouvriers, agriculteurs, étudiants, techniciens, enseignants, journalistes, employés, chômeurs, ils ont été condamnés à des peines allant de cinq mois à quinze ans de détention pour activités « illégales », propagande « hostile », tentatives d'« émigration », « subversion ». La condamnation la plus récente, en date du 2 juillet, a frappé de deux à dix ans de prison neuf personnes qui réclamaient la création d'une « République du Kosovo » (1).

Sur un million et demi d'habitants du Kosovo, province autonome de la République fédérée de Serbie, plus de 75 % sont de souche albanaise. Au printemps de 1981, de violentes manifestations avaient éclaté à Pristina, la capitale, et dans plusieurs autres localités. Les forces de l'ordre réprimèrent durement le mouvement. Il y eut une dizaine de morts et deux cents blessés. La direction collégiale de l'Etat qualifia les événements de « contre-révolutionnaires », immédiatement, toutes les républiques fédérées dépechèrent au Kosovo des unités de milice, et l'armée renforta ses garnisons. Le président du Kosovo, M. Niman, le chef du parti communiste local, M. Balali, et plusieurs autres dirigeants ont été limogés. L'administration, les entreprises, la justice, l'enseignement, le police, ont été épurés des éléments « contre-révolutionnaires », plus de sept cent cinquante personnes ont déjà été condamnées à de lourdes peines de réclusion au cours de toute une série de procès. Deux à trois mille personnes ont été exclues du Parti. L'opération n'alla pas sans difficultés, notamment à l'université de Pristina, considérée comme le foyer de « nationalisme et d'irrédentisme ».

Des commissions d'enquête ont constaté que l'ancienne direction du Kosovo avait gaspillé une part énorme de l'aide fédérale à cette région, la plus sous-développée de Yougoslavie, dans la construction d'ouvrages inutiles au détriment de l'économie, alors que l'on compte des dizaines de milliers de chômeurs. Les dirigeants auraient fait preuve d'une « tolérance criminelle » face aux efforts d'« émigration » « staliniens » de la jeunesse par Tirana, qui aurait même fourni des livres scolaires au contenu « anti-yougoslave », imprimés en Albanie, aux élèves albanais du Kosovo.

« Le gouvernement et le parti ont été marqués par l'ancienne direction du Kosovo », a avoué un membre du comité central.

Les désordres de rue au Kosovo ont cessé depuis deux ans, mais les contestataires se manifestent encore par la distribution de tracts, de lettres de menaces et d'intimidation, par des inscriptions « anti-yougoslaves ». Leurs activités sont soutenues par la propagande albanaise, en particulier à la radio et à la télévision de Tirana que l'on peut capter au Kosovo. Néanmoins, le retour au calme se poursuit. Les services publics fonctionnent normalement, les autres républiques fédérées ont rappelé leurs unités de milice et un laissez-passer pour visiter la région. On constate même l'arrivée de touristes étrangers qui traversent le Kosovo pour se rendre de Belgrade sur le littoral monténégrin.

Les événements du Kosovo ont gravement détérioré les rapports politiques entre la Yougoslavie et l'Albanie. Ceux-ci, après avoir connu leur lune de miel dans les toutes premières années de l'après-guerre, ont traversé des crises aiguës après l'adhésion du parti albanais à la fameuse résolution du Kominform de 1948 par laquelle la Yougoslavie fut

Les relations entre Belgrade et Tirana

exclue du « camp socialiste ». Pendant une longue période, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été pratiquement rompues, et de sanglants incidents se sont produits aux frontières, les Albanais s'étant faits les champions de « l'anti-révisionisme ».

Il y a une dizaine d'années cependant, les Yougoslaves ont eu le sentiment que les dirigeants de Tirana s'étaient enfin engagés, à leur égard du moins, sur la voie d'une politique raisonnable. La Yougoslavie est devenue le principal partenaire commercial de Tirana et elle a accepté l'établissement de multiples contacts entre l'Albanie et le Kosovo. Invoquant le droit de s'intéresser aux Albanais du Kosovo, Tirana en a profité, selon la thèse des autorités yougoslaves, pour monter une vaste entreprise de « déstabilisation » de la Yougoslavie. Après les désordres de Pristina, tous les contacts étaient à l'arrêt du gouvernement fédéral entre le Kosovo et l'Albanie, entre autres les fréquents séjours d'Albanais de Kosovo en Albanie, furent interrompus.

Belgrade se dit prête à envisager leur reprise, mais à condition que le droit de se rendre en Albanie soit reconnu à tous ses citoyens, et non aux seuls Albanais du Kosovo, que la collaboration culturelle albanoyougoslave ne soit pas limitée, comme par le passé, à la seule collaboration entre l'Albanie et le Kosovo, mais qu'elle soit étendue à toutes les républiques yougoslaves. Les négociations durent depuis deux ans sans résultat.

Les événements du Kosovo n'ont guère perturbé le commerce entre les deux pays. Persuadés que l'Albanie finira par sortir de son isolement, les Yougoslaves n'ont pas pris de mesures de rétorsion pour interrompre, par exemple, les exportations albanaises qui, pour une bonne part, transitent par la route à travers leur territoire national. Ils ont maintenu les tarifs privilégiés accordés au transit albanais et poursuivent les travaux de construction d'une ligne de chemin de fer Titograd-Skoder, qui reliera par la Yougoslavie le modeste réseau ferroviaire albanais à l'Europe. Cette ligne traverse des terrains très accidentés et reviendra très cher aux Yougoslaves sans avoir pour eux une grande importance économique ou touristique. Ils espèrent cependant qu'elle pourra devenir une « fenêtre » par laquelle les Albanais s'apercevront un jour que le monde qui les entoure est différent de celui qui leur est décrit par leurs dirigeants.

PAUL YANKOVITCH.

(1) Les autorités accusent les nationalistes albanais de vouloir en fait détacher le Kosovo de la Yougoslavie, pour le rattacher à l'Albanie. Mais la plupart des contestataires albanais du Kosovo affirment ne rien réclamer d'autre que la création d'une République du Kosovo, au même titre que les six Républiques fédérées qui forment la Yougoslavie (Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie, Monténégro, Macédoine). Cette revendication, catégoriquement rejetée par Belgrade, est soutenue par Tirana, qui se défend toutefois de vouloir porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. - (NDLR.)

RFA

Ancien ministre de l'économie

M. LAMBSORFF A ETÉ OFFICIELLEMENT INCULPÉ DE CORRUPTION

Bonn (AFP, Reuter). - L'ancien ministre de l'économie, le comte Otto Lambsdorff, a été inculpé officiellement de corruption, lundi 2 juillet, par la septième chambre du tribunal de Bonn. Il sera traduit devant un tribunal correctionnel. Le procès ne devrait pas commencer avant la fin de l'automne. La septième chambre du tribunal de Bonn, chargée des dossiers économiques, a en effet jugé recevables les charges pesant contre M. Lambsdorff. Le parquet l'avait inculpé de corruption en novembre dernier, l'accusant d'avoir reçu 135 000 marks (près de 400 000 F) du groupe industriel Flick et de lui avoir accordé en échange un dégrèvement fiscal de 450 millions de marks.

Outre M. Lambsdorff, deux autres personnalités sont inculpées : il s'agit de MM. Hans Friderichs, directeur général de la Dresdner Bank, deuxième banque de RFA par son chiffre d'affaires, et Eberhard von Brauchitsch, ancien directeur de Flick.

En demandant sa démission la semaine dernière, M. Lambsdorff avait réaffirmé son innocence. Il a été remplacé à la tête du ministère de l'économie par un autre membre du Parti libéral, M. Martin Bangemann.

Irlande du Nord

LONDRES SUGGÈRE DES RENCONTRES ENTRE PARTIS UNIONISTES ET NATIONALISTES

(De notre correspondant.)

Londres. - Par la voix de M. James Prior, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, le gouvernement britannique a donné, le lundi 2 juillet, une réponse un peu moins réservée que la première aux propositions faites à Dublin, début mai, par le Forum pour une Irlande nouvelle.

Lorsque dans un volumineux rapport les trois grands partis de la République et le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), principal mouvement représentant la communauté catholique d'Irlande du Nord, avaient énoncé plusieurs projets de solution au conflit en essayant de prendre en considération les aspirations des protestants unionistes, M. Prior avait surtout manifesté des réserves. Au cours d'un débat à la Chambre des communes, M. Prior s'est montré relativement plus encourageant en suggérant des pourparlers directs entre les différents partis politiques d'Irlande du Nord. Mais, confirmant l'état d'esprit qui règne au sein du gouvernement de M. Thatcher, il a souligné que celui-ci ne souhaitait prendre aucune initiative majeure, pas même celle d'organiser ces rencontres.

L'émigration de Serbes et de Monténégrins

Les revendications albanaises ne sont pas la seule raison de la situation instable dans cette province. Minoritaires dans les villes et plus encore dans les campagnes, les Serbes et les Monténégrins sont exposés fréquemment aux pressions des citoyens d'origine albanaise. Dans des villages perdus où la police n'est pas toujours présente, ils affirment que les Albanais détruisent leurs récoltes et leurs vergers, profanent leurs cimetières, maltraitent leurs enfants. On rapporte des cas de viol de femmes, des tentatives d'incendie de maisons, voire de monstres orthodoxes, à travers leur architecture et leurs merveilleuses fresques, témoignage de la prospérité de l'Etat médiéval serbe au Kosovo, auquel les Serbes demeurent profondément attachés.

S'estimant insuffisamment protégés, des milliers de Serbes et de Monténégrins (quatre mille à vingt mille, selon la presse, de 1981 à

LE NUMERO SPECIAL DE

L'histoire LE TEMPS DES COLONIES

• IL ETAIT UNE FOIS LA COLONIE par Georges Balandier

• LUCIEN BODARD A SAIGON par Pierre Anouilh

• LA MODE EXOTIQUE par Irène Froin

• L'EXPOSITION COLONIALE DE 1931 par Catherine Hadoir

• L'AFFAIRE VOULET-CHANOINE par Michel Pierre

• LA DECOUVERTE D'ANGKOR par Charles Dancy

• LE PARTI COLONIAL EN AFRIQUE par Charles-Robert Ageron

• LE TRAVAIL FORCE par Catherine Caquery-Vidévilch

• LES COLONIES, UNE "BONNE AFFAIRE?" par Jacques Marseille

• L'ORQUEIL DE L'EMPIRE par Marc Ferro

etc.

Le temps des colonies
Le rêve colonial. Le cas Senghor
La méthode Senghor. Les troupes indigènes
Les colonies, une bonne affaire, etc.

EN VENTE PARTOUT
JUILLET/AOUT
N° 69/27

DIPLOMATIE

LES RELATIONS EST-OUEST ET LA MILITARISATION DE L'ESPACE

EN VISITE A MOSCOU

Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office insiste sur les droits de l'homme et sur une reprise des négociations de Genève

Moscou. — Les discours prononcés au Kremlin, lundi 2 juillet, lors de la première journée de la visite officielle du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, ont illustré une fois de plus le gouffre qui sépare les positions soviétiques et occidentales sur les euro-missiles en même temps que le sérieux diffusé entre les États-Unis et l'URSS sur la manière d'aborder les négociations pour éviter une militarisation de l'espace.

Dès son premier entretien avec M. Gromyko, le chef de la diplomatie britannique est entré dans le vif du sujet. Les propositions de l'OTAN à la Conférence de Vienne sur les réductions de forces en Europe centrale (MBFR) et à la Conférence sur le désarmement à Genève sur les armes chimiques, a-t-il dit selon des sources britanniques, « méritent une réponse positive » de l'URSS, aussi positive que « la réaction des États-Unis aux idées soviétiques sur le contrôle des armements dans l'espace ». Dans son tour, Sir Geoffrey n'a pas écarté de « la réponse rapide (des États-Unis) à la proposition (soviétique) de nouveaux entretiens sur le contrôle des armements dans l'espace cosmique » pour estimer que, « s'il y a des différences d'approche, elles devraient certainement être évacuées au moment des discussions elles-mêmes ». Ces remarques, comme celles portant sur l'Afghanistan, les droits de l'homme ou les intentions pacifiques de l'Occident, n'ont pas eu l'effet de plaire à la Pravda, qui les a censurées, comme elle l'avait fait, dans des circonstances analogues, pour les propos du ministre ouest-allemand Hans Dietrich Genscher et ceux du président François Mitterrand.

La Pravda publie par contre in extenso l'allocution de M. Gromyko, inimitable comme à l'accoutumée. Sur l'espace, le ministre paraphrase une déclaration de l'agence Tass de la veille, qui avait rejeté comme « tout à fait infondée » l'acceptation conditionnelle des suggestions soviétiques par l'adminis-

De notre correspondant

tration américaine : « Nous regrettons que Washington ait donné une réponse négative, imprégnée d'un esprit d'accélération de la course aux armements pour l'étendre à l'espace cosmique. Une demande a été formulée comme condition préliminaire, celle de fusionner les négociations sur les armements nucléaires avec des entretiens qui ont été minés par Washington. »

Il s'agit, selon M. Gromyko, d'un « jeu avec des cartes biseautées », d'une « supercherie » destinée à « ramasser des votes » et à « semer la confusion ». Et il ajoute : « Nous voudrions exprimer notre espoir que l'administration des États-Unis puisse néanmoins avoir une approche plus sérieuse et plus responsable, sans bloquer ces négociations par des conditions préliminaires qui, de surcroît, sont sans rapport avec elles. »

Sir Geoffrey a au contraire plaidé pour une reprise des négociations de Genève, décrite par la partie soviétique comme une « précondition » inacceptable. « La logique et l'insistance des deux côtés rendent nécessaire un retour rapide à la table des négociations », a-t-il dit. « Les États-Unis sont prêts à négocier à n'importe quel moment sans conditions préalables », phrase prononcée textuellement et au même endroit à la mi-mai par le chef de la diplomatie de la RFA, et également supprimée à l'époque par la presse soviétique. Les remarques de M. Gromyko sur le sujet n'ont pas non plus été originales : « Les nouveaux missiles d'Amérique ne peuvent pas apporter la sécurité. Au contraire, ceux qui les acceptent sur leur territoire font courir le danger. »

Parmi les autres sujets abordés par le secrétaire au Foreign Office et soigneusement omis par la presse soviétique : l'Afghanistan et

les droits de l'homme. Sur ce dernier point, contrairement au président français, qui avait prononcé le nom d'Andrei Sakharov, Sir Geoffrey n'est resté sur le plan des principes. « On ne perçoit pas, a-t-il dit, le gouvernement soviétique comme agissant dans ce domaine en conformité avec les obligations auxquelles vous avez vous-mêmes souscrit. C'est un domaine où les actes plutôt que les paroles devraient être le principe directeur. »

Mais, selon des indications de source britannique, il est allé beaucoup plus loin lors des entretiens avec M. Gromyko. Il y a non seulement évoqué le cas du prix Nobel de la paix et de son épouse, Elena Bonner. Il a également fait état d'autres cas humanitaires, tombés un peu dans l'oubli en Occident : Anatoli Tchouharanski, le dissident juif condamné en 1977 à treize ans de détention pour « espionnage en faveur des États-Unis » et dont la santé serait gravement atteinte; le docteur Anatoli Koriaguine, condamné à douze ans de privation de liberté pour avoir dénoncé les abus de la psychiatrie en URSS; le prêtre Gleb Yakounine, condamné à dix ans en 1980 pour « propagande antisoviétique ». Sans parler de la vingtaine de cas, anonymes ceux-là, de ressortissants qui ont de la famille au Royaume-Uni et se heurtent au refus des autorités dans leurs demandes souvent multiples d'émigrer.

Contrairement à la visite du président Mitterrand où l'activité diplomatique annexée du Kremlin se réduisait quasiment à néant, cette fois-ci il n'y a pas de baisse de régime. Un représentant du PC japonais est arrivé lundi à Moscou pour tenter d'organiser un sommet entre les deux partis qui se séparent, au moins, l'idéologie et l'Afghanistan. Et, décidément infatigable, M. Gromyko a reçu le vice-ministre chinois des affaires étrangères M. Qian Qichen, arrivé l'avant-veille pour des « consultations sur des questions internationales ».

(Interim.)

Une négociation paraît inéluctable

(Suite de la première page.)

L'URSS a même pris les devants en testant, à partir de 1971, un satellite « tueur » qui détruit sa cible en explosant à proximité d'un autre satellite ou en le criblant de billes d'acier. Elle a aussi mis à l'essai au sol des lasers de puissance dans le but évident de leur donner un usage militaire. Elle a enfin pris les devants en déployant autour de Moscou, dès le début des années 60, un réseau anti-missiles à têtes multiples, celui-là même qui fit l'objet d'une limitation par le traité sur les anti-missiles (ABM) de 1972.

Le défi américain

Mais dans ce domaine comme dans celui des missiles nucléaires à moyenne portée, le Kremlin aurait souhaité rester seul à développer de tels programmes, et en tout cas le faire à son rythme, sans être agité par la concurrence d'un autre côté. Or cette attitude a pris fin depuis l'arrivée de M. Ronald Reagan à la Maison Blanche. Depuis le 23 mars 1983, lorsque le président a annoncé, par son discours dit de la « guerre des étoiles », son ambitieux programme de défense spatiale.

Et les alarmes n'ont pu se multiplier sous l'effet de quelques événements récents : au début de l'année, l'armée de l'air américaine a tenté avec succès une arme anti-satellite tirée à haute altitude d'un chasseur F-15 ; un tel système est nettement supérieur au « satellite tueur » soviétique dans la mesure où il peut attendre sa cible en quelques minutes, alors que le second a besoin de se livrer à une approche progressive au cours d'une révolution au moins. Plus récemment, un engin anti-missile américain a détruit une ogive de Minuteman en-dessous de l'atmosphère par simple collision, sans employer aucun explosif. On est loin des procédés lourds, peu sûrs et coûteusement polluants du réseau Galosh implanté autour de Moscou.

Entre-temps, le Congrès américain a approuvé des crédits significatifs pour la recherche sur les lasers et d'autres systèmes futures de défense stratégique. Tout cela est beaucoup plus inquiétant pour Moscou que ne l'était, au début des années 70, le réseau antimissiles Safeguard auquel songeait M. Richard Nixon, car il s'agit cette fois d'une avance concertée et simultanée de la technologie. Et la technologie soviétique, qui a eu déjà un certain mal à combler son retard sur les États-Unis dans divers domaines d'armements offensifs (notamment l'ogive à tête multiple), ne peut pas se permettre de perdre du terrain dans ce domaine de la défense.

Un prix élevé

Que le président Reagan ait songé à repenser par ce biais la supériorité américaine, preuve est que Moscou cherche à l'en empêcher par la négociation est donc assez naturel. Mais, avec ou sans négociation, c'est le rapport des forces qui fera la différence. Rien n'indique encore que le chef de la Maison Blanche ne soit pas prêt à renoncer à certains principes de son programme en échange d'un accord. Mais il est assez fort probable qu'il fasse payer cher un tel accord, en demandant en contrepartie des concessions soviétiques dans les domaines que les États-Unis jugent inquiétants pour eux.

Or il faut bien admettre que les divers aspects des armements stratégiques, qu'ils soient offensifs ou défensifs, ont toujours été liés depuis pratiquement les débuts de la maîtrise négociée des armements (arms control). En 1972, le traité ABM n'a été possible que parce qu'un accord

intermédiaire était conclu en même temps sur les armements offensifs, limitant notamment les grosses fusées soviétiques (alors les SS 9) que Washington jugeait les plus déstabilisantes. Le Kremlin lui-même a souvent mis l'accent sur le lien entre ces deux volets de SALT 1, et il est d'ailleurs à prévoir que si l'absence d'accord conduit à un développement substantiel des systèmes défensifs américains, il demandera pour sa part à sortir des limitations imposées par SALT 1 et 2 dans le but de saturer par des armements offensifs plus nombreux le barrage protecteur américain.

C'est bien pourquoi le refus opposé par M. Gromyko à ce qui n'est pour l'instant qu'un « jeu » américain — avant sans doute de devenir une condition en bonne et due forme une fois les négociations engagées — relève du combat d'arrière-garde. Sans doute le lien établi par M. Reagan entre l'espace et les missiles intermédiaires tels que le SS 20 vise-t-il davantage pour le moment à embarrasser un peu plus la diplomatie soviétique, empêtrée dans son refus de reprendre les négociations de Genève interrompues en novembre dernier. Mais il n'y a aucune raison de penser que les armements offensifs des deux camps ne viendront pas sur le tapis de toute discussion comme cela a été le cas dans le passé. Pourquoi les États-Unis renonceraient-ils à se défendre contre les superfusées SS 16 — les successeurs du SS 9 — si leur nombre doit rester inchangé ?

Les Deux Grands ne sont pourtant pas en désaccord sur tout, même en matière de guerre spatiale.

Ainsi, ils ont intérêt tous deux à éviter les menaces contre leurs satellites en orbite haute ou géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude), qui leur sont indispensables tant pour l'observation que pour les communications, et même un jour pour d'éventuelles missions d'interception. Même le gouvernement de M. Reagan, dans ce qu'il appelle son « initiative de défense spatiale » (SDI), semble vouloir laisser les engins de ce type à l'écart. C'est là un point d'accord avec le gouvernement français, qui, dans son projet déposé le 12 juin devant la conférence du désarmement de Genève, prévoyait comme première mesure « la prohibition de tous les systèmes susceptibles d'atteindre des satellites en orbite haute, dans la préservation est la plus importante du point de vue de l'équilibre stratégique ». Il est vrai que le même projet demandait aussi l'interdiction, pour une période de cinq ans renouvelable, de tout déploiement et de tout essai des systèmes d'armes à énergie dirigée, une disposition qui va franchement à l'encontre du programme américain. Paris est ici plus proche de Moscou, comme M. Mitterrand a pu le constater lors de ses entretiens avec M. Tchernenko. A cette nuance près que la France n'envisage cette interdiction qu'en termes des négociations, alors que les Soviétiques demandent un moratoire en prélude à ces négociations et pour toute leur durée. Et tout cela à condition que l'on arrive à se mettre d'accord sur l'énigme du problème de contrôle, où la France a toutes chances d'être beaucoup plus exigeante que l'URSS.

MICHEL TATU.

M. Hermu propose aux États-Unis et aux alliés européens trois programmes majeurs de coopération militaire

Le ministre de la défense, M. Charles Hermu, a lancé, lundi 2 juillet, de la base de Dijon où il assiste à la remise à l'armée de l'air française de ses premiers avions de combat Mirage 2000, un appel remarqué en faveur d'une coopération politique et industrielle, en matière d'armements classiques, avec les États-Unis et entre pays européens. « Plus que jamais », a-t-il expliqué, « dans un contexte de concurrence mondiale acharnée, il s'agit pour nous de manifester notre volonté de développer en commun nos capacités industrielles dans le domaine aéronautique. La coopération bilatérale ou multilatérale constitue une voie que nous entendons privilégier à la condition, bien sûr, de rechercher des accords équitables qui doivent permettre à chacun, donc à nous-mêmes, de préserver les intérêts essentiels. »

A l'appui de ses propositions, M. Hermu a avancé deux considérations : l'une, de caractère politique, qui veut que la France réfléchisse aux moyens à mettre en œuvre pour mieux assurer sa sécurité en concertation avec ses alliés, et l'autre, de nature financière, qui veut que les armées françaises puissent, désormais, de plus en plus en termes de coût-efficacité et de coût global de leurs programmes pour le budget national.

Le ministre de la défense, qui était accompagné de son secrétaire d'État, M. Jean Gatel, a cité trois programmes possibles d'une coopération de la France avec ses alliés : 1) un programme d'avion de transport futur avec les constructeurs aéronautiques des deux rives de l'Atlantique, sur le modèle de ce qui

se fait déjà pour le réacteur CFM-56 entre General Electric et la SNECMA française; 2) un programme de satellites d'observation et de transmissions militaires, comme MM. Mitterrand et Kohl ont récemment convenus d'examiner l'opportunité; 3) un programme de nouvel avion de combat européen pour les années post-1995, que les ministres français, espagnol, britannique, ouest-allemand et italien de la défense se proposent d'étudier, lundi 9 juillet à Madrid, à l'occasion d'une réunion commune.

« J'y serai à la fois volontaire et vigilant », a expliqué M. Hermu qui attend que des accords soient « le véritable fondement d'une politique de coopération européenne, de sécurité, où la France joue un rôle clé et sauvegarde ses industries ».

A Dijon, d'où le ministre a lancé son appel à une plus grande coopération avec les alliés, l'armée de l'air française commence de recevoir ses premiers avions Mirage 2000 de défense aérienne, qui remplaceront les Mirage III apparus il y a vingt-trois ans. Monotacteur de combat capable de voler à plus de deux fois la vitesse du son, le Mirage 2000 a la double particularité d'avoir des commandes de vol électriques et un système « numérique » de navigation et d'armement qui devraient lui permettre de détecter et d'intercepter des agressions à haute altitude (sur péricie à 25 000 mètres) et à très grande vitesse.

L'armée de l'air française a prévu de commander environ deux cents Mirage 2000 de défense aérienne, à un prix estimé à 170 millions de francs l'exemplaire fly away (en état de vol).

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

UN OFFICIER SUPÉRIEUR ASSASSINÉ AU PAYS BASQUE. — Un lieutenant-colonel à la retraite de l'armée espagnole a été tué par balles lundi 2 juillet à Portugalete, au Pays basque, par deux jeunes gens. Cet attentat porte à vingt-neuf le nombre de personnes victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année. — (AFP.)

Maroc

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAIN A RABAT. — Le chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, le général Charles A. Gabriel, est arrivé lundi 2 juillet à Rabat pour « une visite d'étude officielle » de quelques jours au Maroc. — (AFP.)

Pays-Bas

VISITE DU MINISTRE EST-ALLEMAND DES AFFAIRES

Pologne

LES POURSUITES CONTRE LE PÈRE POPIELUSZKO. — L'abbé Jerzy Popieluszko, animateur des aciers de Varsovie et l'un des ecclésiastiques les plus engagés dans la défense des idées de Solidarité, a été inculpé d'abus de sacerdoce. Convoqué pour la quatorzième fois par la milice, il a été informé lundi 2 juillet que l'instruction ouverte contre lui était terminée et que le tribunal devrait fixer prochainement la date de son procès. Il encourt une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de pri-

son. L'abbé Popieluszko célèbre chaque mois, depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, une « messe pour la patrie », en présence de dix mille à quinze mille personnes, où il dénonce le sort fait aux prisonniers politiques et demande le respect des droits reconnus aux Polonais en 1980. — (AFP.)

Swaziland

ARRESTATION DU REPRÉSENTANT DE L'ANC. — Le représentant national africain (ANC) a été arrêté pour des raisons de sécurité, a annoncé lundi 2 juillet, à Mbanene, un porte-parole de la police swazie. Cette arrestation, survenant trois mois après l'interdiction de l'ANC, sur le territoire du Swaziland, coïncide avec la visite à Mbanene de M. « P. K. » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, prévue pour jeudi. Trente-cinq membres de l'organisation nationale sud-africaine sont encore en détention au Swaziland. — (Reuters.)

C.E.E.

LE BILAN DE LA PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU CONSEIL EUROPÉEN

L'accord de Fontainebleau n'a peut-être pas clos la controverse sur la contribution de Londres

M. Dumas, ministre des affaires européennes, entouré de ses collègues des relations extérieures et de l'agriculture, MM. Chysson et Rocard, a dressé lundi 2 juillet au Quai d'Orsay, devant la presse, le bilan des six mois de présidence française du conseil européen, qui se sont achevés le 30 juin. Ce mardi, il se rend à Dublin « pour passer, sinon les consignes, du moins les dossiers » aux Irlandais, qui ont succédé aux Français le 1^{er} juillet dans la fonction présidentielle.

Au cours de cette présentation du travail accompli par les Dix sous la présidence française, les trois ministres se sont félicités de constater que les trois objectifs initialement fixés avaient été atteints.

L'accord de Fontainebleau sur le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour alléger au cours des années à venir sa contribution au budget européen n'a pas formellement clos la controverse. Les Dix sont loin de partager le même avis sur la manière d'appliquer la « discipline budgétaire », c'est-à-dire de limiter chaque année la progression des dépenses prises en charge par la Communauté. Au conseil européen de Bruxelles, en mars, ils ont approuvé une série de principes, et en particulier l'idée que les dépenses

agricoles devraient croître moins vite que les ressources propres, soit à un rythme d'environ 4 % par an. Les Britanniques voudraient que l'intention ainsi manifestée soit strictement respectée. Et qu'à cet effet l'engagement soit pris par les ministres de l'agriculture et, surtout par leurs collègues des finances, de réduire le soutien accordé aux agriculteurs, dès lors que l'augmentation des dépenses deviendrait trop rapide. La plupart des autres États membres souhaitent des formules plus souples. « Nous parviendrons certainement à régler ce problème dans les semaines qui viennent, puis-que nous sommes d'accord sur les principes », commente M. Chysson, qui, cependant, en aparté, n'exclut pas pour bientôt quelques nouvelles empoignées avec Londres.

Le concours des Britanniques est également nécessaire pour régulariser la situation budgétaire de 1984. On sait que les dépenses, en particulier agricoles, ont dépassé de quelque 15 milliards de francs les crédits qui sont inscrits dans le budget de la Communauté pour assurer sans heurts le fonctionnement du Marché commun. Diverses formules sont à l'étude. On peut ainsi imaginer que les États membres fassent des avances au budget européen, qu'ils récupèrent après la ratification de l'accord faisant passer de 1 % à 1,4 % la fraction des recettes de TVA pouvant être mise à la disposi-

tion de la Communauté. Mme Thatcher se prête-t-elle à l'exercice ? M. Dumas se montre confiant : « Le conseil européen a rappelé l'obligation faite aux gouvernements d'honorer les dépenses contractées en application du traité de Rome, il a été entendu à Fontainebleau que ce problème de trésorerie devait être résolu ». Le conseil des ministres du budget se réunira le 11 juillet pour débattre de ce dossier.

L'autorisation donnée au chancelier Kohl de consentir à ses agriculteurs un abattement fiscal de 5 %, au lieu des 3 % prévus initialement, et d'appliquer la mesure le 1^{er} juillet 1984 au lieu du 1^{er} janvier 1985 n'enchante pas M. Rocard. « Il y avait là un cas de force majeure, et la Communauté ne peut ignorer les cas de force majeure qui se posent à ses membres », commente-t-il en faisant ainsi référence à la chute du revenu agricole allemand en 1983. « Nous sommes aux limites des problèmes d'ordre public », ajoute le ministre de l'agriculture, qui, association d'idées — se dit préoccupé par « le grand état de désordre qui caractérise le marché européen du vin ». S'agissent toujours du vin, il considère que la Communauté est hors d'état de négocier avec l'Espagne tant qu'elle n'aura pas mis de l'ordre dans sa propre réglementation.

PHILIPPE LEMAITRE.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle d'Adultes

- Préparation complète Septembre
- Places limitées

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Henuey
75016 Paris - Tél. : 224.10.72
Centre TOULBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. : 585.59.35

مركز التكوين

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Moscou n'achète pratiquement plus de pétrole à Téhéran

L'Union soviétique a apparemment changé de fournisseurs de pétrole dans le Golfe en réduisant considérablement ses achats à l'Iran au profit de l'Arabie Saoudite. Les statistiques du commerce extérieur soviétique, publiées lundi 2 juillet à Moscou, indiquent que les importations de pétrole irakien sont passées de 1,1 million de tonnes à 0,2 million de tonnes (1,1 million de tonnes à 0,2 million de tonnes) en premier trimestre 1984. Dans le même temps, les achats à l'Arabie Saoudite sont passés de 0,2 à 0,7 million de tonnes. Les importations de pétrole iranien sont tombées de 125,7 à 7,7 millions de tonnes.

Ces chiffres reflètent l'évolution des rapports de Moscou avec les Etats du Golfe. La baisse des achats en Iran a fait suite à la répression déclenchée contre le Toudh, parti communiste iranien, par les autorités iraniennes. En revanche, Moscou a accru ses livraisons d'armes à l'Irak et signé avec Bagdad, en avril dernier, un accord de coopération en matière de production pétrolière. Toutefois, une délégation économique soviétique s'est rendue la semaine dernière à Téhéran. Sur le plan militaire, l'Iran a accusé l'Irak, lundi, d'avoir bombardé Abadan. Bagdad serait également responsable des attaques effectuées dimanche contre le navire grec *Alexandra-Dyó* et le cargo sud-coréen *Wanjin-Ho* qui se dirigeaient vers Bandar-Khomeini (ex-Bandar-Chah), port situé à proximité d'Abadan. La Lloyd's a confirmé que le bâtiment grec a été endommagé et précisé qu'il y avait deux morts et quatre blessés. A l'ONU, le représentant de l'Iran a accusé l'Irak de continuer à se servir d'armes chimiques. Selon Téhéran, les attaques chimiques ont fait cent blessés et cinq morts entre le 26 mars et le 29 mai. Enfin, le porte-parole de l'ONU a annoncé que les observateurs de l'Organisation internationale sont désormais installés à Téhéran et à Bagdad, prêts à enquêter sur les violations de la trêve dans les zones civiles. (Reuters.)

Liban

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS LE DÉPART DES « MARINES »

Un responsable américain s'est rendu à Beyrouth

Le premier ministre libanais, M. Rachid Karame, a reçu, lundi 2 juillet, le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Proche-Orient, M. Robert Bellamy. Avant son départ, le diplomate américain avait eu un entretien avec le ministre du Liban-Sud et de la reconstruction, M. Nabih Berri, qui est également chef du mouvement chiite *Amal*. Cette visite est la première effectuée au Liban par un responsable américain depuis le départ de Beyrouth des soldats américains de la Force multinationale, fin février 1984. La question d'éventuels arrangements de sécurité libano-iraniens dans le sud du Liban a été évoquée par M. Robert Bellamy avec ses interlocuteurs libanais.

Dans le sud du Liban, un responsable local des Forces libanaises (milice chrétienne) et une passante ont été tués et sept autres personnes blessées lors d'un attentat lundi 2 juillet à Sakda, tandis qu'un membre de la Garde nationale (milice libanaise financée par Israël) a été tué par un second attentat.

D'autre part, une explosion s'est produite au cours de la soirée de lundi dans les locaux du quotidien *Liban* à Beyrouth. L'explosion n'a pas fait de victimes mais a ravagé le bureau du directeur du journal, M. Amine Abou Khaled. (AFP, AP.)

M. Karame a indiqué qu'aucune médiation américaine n'a été envisagée jusqu'à présent. Selon le premier ministre, le Liban est prêt à écouter tous les points de vue sur cette question. « A condition qu'ils ne portent pas atteinte à la souveraineté (du Liban) et à notre liberté d'action ».

D'autre part, M. Walid Joublat, ministre libanais du tourisme et chef du Parti socialiste (PSP), a quitté lundi Beyrouth pour Damas, d'où il se rendra à Moscou en visite officielle. Avant son départ, M. Joublat avait été reçu dimanche avec ses proches collaborateurs par le président Amine Gemayel.

La police libanaise a annoncé que les duels d'artillerie entre chrétiens et musulmans qui se sont produits dans la nuit du dimanche 1^{er} juillet au lundi 2 juillet dans les faubourgs de Beyrouth ont fait seize morts et cinquante blessés. Après l'occupation par les différents milices du plan de sécurité du Grand-Beyrouth, neuf mille soldats de l'armée libanaise devraient commencer à se déployer mercredi 4 juillet sur 80 kilomètres carrés.

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication

du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement

bureau, magasin, etc.

25 années d'expérience

Une visite à l'impose

208, av. de Maine, Paris (14^e)

840-57-40 - M^{re} Aléa

Publications judiciaires

Par jugement du tribunal correctionnel de Créteil du 10 février 1984, devenu définitif, M. Jean-Marcus CHALET, demeurant 145, avenue de Maréchal-Foch à 94000 Créteil, a été condamné à la peine de 12 000 F d'amende et d'autre part à 6 000 F à titre de dommages et intérêts au bénéfice de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, pour avoir exercé illégalement la profession d'expert-comptable et de comptable agréé, en infraction à l'article 20 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 31 octobre 1968 ; article 259, alinéa premier, du code pénal.

Par jugement correctionnel du tribunal de grande instance de Créteil du 10 février 1984, M. Jean-Jacques TRUMP, domicilié 13, rue de la Réunion à 94 St-Maur-des-Fossés, a été condamné à la peine de 10 000 F d'amende et d'autre part 5 000 F à titre de dommages et intérêts au bénéfice de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, pour avoir exercé illégalement la profession d'expert-comptable et de comptable agréé, en infraction aux articles 2 et 20 de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

(Revue)

AMÉRIQUES

Bolivie

Des membres de l'unité spéciale de lutte antidrogué ont participé à l'enlèvement du président Siles Zuazo

La Paz (AP, AFP). — Le gouvernement bolivien aurait arrêté une centaine d'officiers de l'armée, de policiers et de membres de groupes paramilitaires à la suite de l'enlèvement du président Siles Zuazo. « Nous avons interpellé plusieurs officiers et nous continuons les arrestations jusqu'au démantèlement complet de l'appareil de complot dans ce pays », a annoncé M. Gustavo Sanchez, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur. Il a refusé de préciser le nombre exact des personnes arrêtées, mais le quotidien *Proceso*, généralement bien informé, a avancé le chiffre d'une centaine.

D'autre part, le vice-ministre bolivien de la défense, le colonel Mario Busto, et le chef de l'Ecole de commandement de l'Ecole-majors, le général Guillermo Velez Salmon, ont été démis de leurs fonctions pour participation présumée à la tentative de

coup d'Etat du samedi 30 juin contre le président Siles Zuazo. M. Sanchez a encore accusé le colonel Rolando Saravia, ancien conseiller de deux présidents, d'être le cerveau du complot. Il aurait recruté des gardes présidentiels, des policiers de la brigade des stupéfiants et des membres d'unités paramilitaires.

Pieds et mains liés

On ignore ce qu'est devenu le colonel Saravia, qui avait été renvoyé après avoir tenté d'enlever le président Hugo Banzer en 1974. Réintégré dans l'armée en 1978, il avait été relevé de ses fonctions pour avoir tramé un complot contre M. Siles Zuazo.

Lundi, les autorités ont fourni des détails sur le déroulement de l'enlèvement de M. Siles Zuazo. Une soixantaine d'hommes armés ont réussi à pénétrer à l'aube dans la résidence présidentielle en affirmant avoir reçu des ordres pour renforcer la garde. Les insurgés étaient guidés par le lieutenant Celso Campo, un officier de la police militaire, qui a souvent été chargé de la garde du palais. Les muons ont permis au président de s'habiller, puis l'ont conduit en jeep dans une usine de textile abandonnée dans une banlieue nord de La Paz. Il y était gardé par six jeunes soldats armés de grenades et d'armes automatiques. Ils l'ont enlevé dans une petite pirogue, l'ont ligoté sur un lit puis l'ont emmené à l'extérieur.

Une fois le lien de détention révélé, le chef de la sécurité du palais s'est précipité vers l'usine désaffectée où il a été accueilli par des coups de feu. Toutefois, des négociations se sont engagées et le président a promis à ses ravisseurs d'assurer leur sécurité s'ils le laissaient partir.

Nicaragua

DES MIG POUR MANAGUA ?

Managua (AFP). — Le Nicaragua pourrait recevoir « dans les prochains mois » des Mig soviétiques, a annoncé lundi 2 juillet sans autre précision le coordinateur de la junte nicaraguayenne, M. Daniel Ortega.

M. Ortega, qui a effectué du 17 au 20 juin un voyage à Moscou, avait déclaré avant son départ que Managua n'écarterait pas la possibilité d'acheter « des avions rapides » de fabrication soviétique ou française. Selon des sources diplomatiques, son voyage à Moscou avait pour but l'acquisition de matériel militaire soviétique.

M. Ortega a ajouté que durant son voyage il avait « réactivé, étudié et signé de nouveaux accords de coopération et d'assistance », sans préciser toutefois la teneur de ces accords.

De son côté, M. Bayardo Arce, dirigeant sandiniste, de retour d'une tournée européenne, a déclaré lundi qu'il avait obtenu de la France, du Portugal et de l'Espagne des lignes de crédit pour son pays. M. Arce n'en a cependant pas révélé le montant. En outre, selon lui, « la France étudie les possibilités d'aide en matière de défense » au Nicaragua.

La réaction française à l'échec du putsch. — La France est « heureuse du rétablissement de la légitimité constitutionnelle » en Bolivie, a déclaré, lundi 2 juillet, le porte-parole du ministère des Relations extérieures. Samedi, les gouvernements des dix pays membres de la Communauté européenne avaient exprimé leur « inquiétude » à la suite de la tentative de coup d'Etat contre le président Siles Zuazo ainsi que leur « attachement au maintien de la légalité constitutionnelle et des libertés démocratiques » en Bolivie.

Etats-Unis

M. Jesse Jackson annonce son intention de se rendre en Afrique du Sud

M. Jesse Jackson a annoncé lundi 2 juillet, à San-Diego (Californie), qu'il se rendra prochainement en Afrique australe et qu'il va demander un visa pour l'Afrique du Sud. Le candidat noir à l'élection présidentielle américaine a manifesté son inquiétude au sujet de M. Nelson Mandela, fondateur de l'ANC (Congrès national africain, organisation anti-apartheid), qui est emprisonné à la prison de Robben Island. M. Jackson n'a toutefois pas précisé s'il chercherait à obtenir sa libération. Il a, d'autre part, déclaré qu'il se rendrait dans le courant de l'année en Union soviétique.

Le révérend Jackson, qui rentre d'une tournée dans les Caraïbes et en Amérique centrale qu'il a menée à Cuba, au Salvador, au Nicaragua et à Panama, a affirmé que La Havane est prêt à retirer ses troupes d'Angole. Le président Fidel Castro, a-t-il indiqué, « a dit très clairement qu'il voudrait retirer ses troupes de là-bas ». M. Jackson a, d'autre part, critiqué le soutien des Etats-Unis au régime sud-africain, ajoutant : « L'estime que les Etats-Unis ne devraient pas être le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud. » (Reuters, AP.)

ASIE

Inde

L'épilogue d'une conspiration dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire

New-Delhi. — Mis en minorité à l'assemblée législative locale après la défection d'une douzaine de ses députés, le gouvernement du Jammu-et-Cachemire conduit par M. Farouk Abdullah depuis 1983 est tombé, lundi 2 juillet à Srinagar, la capitale de l'Etat. L'adversaire numéro un de l'ancien chef du gouvernement local, M. Ghulam Mohammed Shah, son propre beau-frère, soutenu par les transfuges et le parti de Mme Gandhi, a formé dans la soirée un nouveau cabinet de quatorze membres.

M. Farouk Abdullah, dont le Parti de la conférence nationale (NPC) avait remporté les élections de juin 1983 avec quarante-sept députés sur vingt-six au Congrès (indian), a qualifié son renvoi d'« antidémocratique » et d'« antidémocratique ». L'opposition nationale à Mme Gandhi, la droite au Parti communiste, condamne unanimement le rôle du pouvoir central dans cette affaire.

Celle-ci fait grand bruit et risque de provoquer des défordres sérieux dans cet Etat « ultrasensible » du Nord, dont la population est à 70 % musulmane (six millions d'habitants). Théâtres et enjeu principal de conflits entre l'Inde et le Pakistan depuis 1947, le Cachemire est administré dans sa partie orientale par l'armée indienne et dans sa partie occidentale par le Pakistan depuis 1949.

Les relations entre Delhi et Srinagar ont rarement été bonnes. Le prédécesseur de M. Farouk Abdullah, c'est-à-dire son père, le cheikh Mohammed Abdullah, surnommé le « lion du Cachemire », a passé quatorze années de sa vie dans les prisons indiennes avant de conclure, contraint et forcé, un accord politique avec Mme Gandhi en 1972. Chef du gouvernement de l'Etat de 1974 jusqu'à sa mort en septembre 1982, il n'accepta jamais complètement l'autorité de New-Delhi sur sa région. Son rêve était de faire du Cachemire un Etat réuni et indépendant à la fois de l'Inde et du Pakistan.

Le renoncement plus réaliste de son fils aîné à cet impossible objectif ne lui a pas permis de conserver le pouvoir. Ses ennemis avec New-Delhi ont commencé

De notre correspondant

dès le lendemain de sa victoire électorale de l'an dernier. La chronique rapporte qu'il eut le tort de ne pas réserver un nombre de sièges locaux suffisant au parti de Mme Gandhi, dont la famille est elle-même originaire du Cachemire. Chaleureux et émotif, mais dénué du charisme et du métier politique de son père, M. Farouk Abdullah a commis un certain nombre de fautes tactiques qui devaient lui être fatales. La première fut d'allier son parti, essentiellement régionaliste et musulman, sur l'opposition nationale à Mme Gandhi, avec le « lion du Cachemire » qui avait toujours soigneusement évité, se tenant à égale distance de l'une et de l'autre. Dès lors, le Congrès n'eut de cesse d'abattre ce partisan acharné de l'union des partis d'opposition.

Créer suffisamment de désordre

M. Farouk Abdullah fut tour à tour accusé de collusion avec les fondamentalistes musulmans de la vallée du Cachemire, d'intelligence avec les sécessionnistes sikhs du Pendjab, puis de complicité active avec les éléments pro-pakistani de la région. L'absence totale de preuves concernant ces allégations, les mesures de répression qu'il prit contre ces divers groupes et l'affirmation répétée de son patriotisme indien ne servirent à rien. Les militants du parti gouvernemental organisèrent campagne d'agitation sur manifestations, il y eut des morts et des milliers d'arrestations préventives. L'objectif visé était de créer suffisamment de désordre pour permettre à Mme Gandhi de déclarer l'Etat « constitutionnellement perturbé » et de convoquer ainsi de nouvelles élections.

Malgré cette tactique échouée, le gouverneur de l'Etat, bien que nommé par New-Delhi, refusant de prendre parti dans cette bataille politique et jugeant la situation suffisamment calme. Il fut brutalement remplacé en mars dernier par un homme beaucoup

plus proche de Mme Gandhi, M. G.M. Jagmohan, qui devait jouer un rôle primordial dans la chute de M. Farouk Abdullah.

L'opération s'est déroulée en trois temps. Première phase : sous la houlette de M. Mohammed Shah, nouveau ministre en chef de l'Etat et beau-frère de son prédécesseur, le parti historique de la Nouvelle Conférence, fondé il y a un demi-siècle par le vieux cheikh, enrégimenta une section le 23 mai dernier. M. Farouk Abdullah est « expulsé » de son propre parti par les dissidents, qui élisent à sa place l'épouse de M. Mohammed Shah, la propre sœur du chef du gouvernement. Celle-ci ne s'est jamais vraiment mêlée de politique, elle agit sur l'ordre de son mari, également soutenu par Tarif, le frère cadet de M. Farouk Abdullah, un homme sans envergure dont les franges sont de notoriété publique. Grand ordonnateur du complot, M. Mohammed Shah n'a jamais accepté, lui qui servit si longtemps le vieux patriarche lui-même.

Second temps : on ne sait trop par quel moyen — la rumeur publique parle de corruption et de trafic d'influence, deux phénomènes endémiques de la vie politique indienne — les dissidents parviennent à s'assurer la fidélité de douze députés de l'Assemblée législative locale élus en 1983 sur la liste de M. Farouk Abdullah. Avec le soutien des vingt-six parlementaires du Congrès et d'un indépendant, le complot est. Il ne reste plus à M. Mohammed Shah qu'à demander au gouverneur de le nommer au poste de son beau-frère, devenu minoritaire. La conspiration, montée de main de maître en jouant sur les intrigues familiales, le hétéroclite et les « stimulants » traditionnels d'ordre financier de la vie politique indienne, était impeccable. M. Farouk Abdullah lui-même n'a pas toujours su, dit-on, résister à ces tentations, mais il avait l'avantage d'être réellement populaire dans la majorité musulmane de l'Etat. Ce n'est pas encore le cas de son successeur.

PATRICE CLAUDE.

CEPES

depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants.

CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po

NEULLY ET QUARTIER LATIN

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.08.18

GRAND PRIX D'HISTOIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PREMIER PRIX GOBERT 1984

JEAN DENIS BREDIN

L'AFFAIRE

JULLIARD

L'OPPOSITION EMPÊCHE LE DÉBAT SUR LA PRESSE
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« Putschistes » ou « galopins » ?

Trois amendements repoussés ou retirés de la discussion en un après-midi et une soirée de travail ! Et ils ne le furent que parce que les représentants de l'opposition n'avaient pas regagné assez vite l'hémicycle après une suspension de séance.

L'opposition, pour la reprise du débat sur la presse à l'Assemblée nationale, le lundi 2 juillet, a repris le petit jeu qu'elle avait mis au point les 18 et 19 juin lorsque la deuxième lecture de ce projet de loi avait commencé au Palais-Bourbon (le Monde des 20 et 21 juin 1984). Il a continué mardi matin. Multiplication des rappels au règlement — ce qui permet de parler cinq minutes, etc. — pas forcément sur le règlement — demandes de suspension de séance — qui sont de droit pour « réunir son groupe », même si, en fait, il s'agit d'arrêter les couloirs entourés de journalistes, — tout est bon pour empêcher le débat de s'engager véritablement.

Les cheu-légers du RPR et de l'UDF ont, il est vrai, clairement annoncé la couleur par la voix de M. Alain Madelin (UDF, Ile-de-France) lors l'ouverture de la séance : « Cette session extraordinaire ne vous permettra pas de parvenir à vos fins », c'est-à-dire à l'adoption définitive des projets de loi sur la presse et l'enseignement privé. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) enfonça le clou : « Le gouvernement et sa majorité n'ont plus le soutien politique et moral qui les autorisent à engager des réformes de structures et à bouleverser la société française comme il se propose de le faire avec les projets sur la presse et l'enseignement (...). Ils sont tout juste bons à expédier les affaires courantes ! Que le gouvernement qui n'a plus le soutien politique ni moral du pays retire donc ses projets liberticides. »

De ce côté-ci tout avait été dit. En face, M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) rapporteur de la commission des affaires culturelles, répliqua sans nuance : « La majorité de cette Assemblée est déterminée à voter des textes qui correspondent au programme sur lequel les Français l'ont élue en 1981 : c'est cela le respect du suffrage universel et de l'opinion. » Et résumant sa pensée, il eut ces mots : « La droite est atteinte d'un virus anti-parlementaire (...). MM. d'Aubert et Madelin, en employant la menace, en sommant le gouvernement, ont tenu des propos véritablement de nature putschistes. »

Dans la première demi-heure l'essentiel avait été prononcé. Le reste fut long et fut long l'explication de ces propos. M. Madelin affirma qu'il n'avait pas menacé mais fait une prévision. M. Queyranne trouva, dans les déclarations de M. Bernard Pons, le samedi 30 juin, à Marseille (le Monde du 3 juillet) : « Nous sommes dans une situation révolutionnaire », la confirmation de son analyse, ajoutant : « C'est probablement la première fois de l'histoire de la République que se manifeste une telle volonté délibérée d'empêcher le Parlement de faire son travail, c'est-à-dire de faire la loi. Dans ce sens je pense que nous sommes au-delà de l'exercice de la loi républicaine et des principes constitutionnels. »

LE RECTEUR DE LA MOSQUÉE
DE PARIS RÉPOND AU MES-
SAGE DE M. MITTERRAND
POUR LA FIN DU RAMADAN

Répondant au message adressé par M. François Mitterrand aux musulmans de France à l'occasion de la fin du Ramadan (le Monde daté 1^{er}-2 juillet), le cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, souligne notamment que « les musulmans de France aiment voir leurs différences mieux perçues, reconnues et davantage prises en compte dans la réflexion et la décision politique française à tous les niveaux. »

« Les musulmans d'origine maghrébine ont été sensibles de vous voir associer au souvenir de la libération de la France les souvenirs de leurs proches. Ils comptent sur votre haute autorité et votre prestige pour qu'ils soient mieux protégés contre les dangers de la montée du racisme, qui menace les idéaux de liberté et de justice auxquels nous nous sommes fermement attachés. »

On discute longuement pour savoir si les réducteurs des divers comptes rendus des débats avaient correctement traduit l'intervention du rapporteur. Bien entendu, on évoqua les divers putschs de l'histoire. Comme il se doit, on parla de la Résistance, M. Claude Labbé, président du groupe RPR, soulève même la passionnante question historique de la date d'entrée dans la Résistance du Parti communiste, alors que M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine), comme de coutume, rappelle qu'il parlait du banc de Gabriel Péri. Bien entendu, les journalistes furent aussi dénoncés, M. Jacques Toubon (RPR, Paris) accusant ceux de la radio-télévision d'Etat à la botte du pouvoir de s'être livrés à des « manipulations » dans le compte rendu de la séance de l'après-midi.

Et la défense du parlementarisme dans tout cela ? « J'appelle à la pudeur et au calme », lance M. André Labarère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, avant de dire à certains élus de l'opposition : « Vous vous comportez comme des galopins. » M. Labbé, lui, était aussi soucieux de l'image du gouvernement, estimant que le ministre n'était « pas digne de représenter le gouvernement de la République. »

Une nouvelle épreuve de force est ainsi engagée, d'autant que M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a prévenu : « Le gouvernement et moi-même sommes prêts à nous soumettre à toutes les exigences d'un débat approfondi. Je suis et je serai à la disposition de l'Assemblée puis du Sénat aussi longtemps qu'il le faudra (...). Mais le Parlement ne se sépare pas, la session extraordinaire ne sera pas close tant que les projets inscrits à l'ordre du jour ne seront pas votés ! Alors, députés, salut ! »

Ce qui s'est passé lundi — et qui s'est poursuivi mardi matin — va aider à demander au gouvernement d'engager ses responsabilités sur ce texte, ce qui permettrait de clore le débat. Mais à l'heure Matignon, on est très hésitant. Ce projet doit, en effet, être encore voté trois fois par les députés, ce qui veut dire qu'il faudrait trois fois engager sa responsabilité, sans compter, selon toute probabilité, deux fois sur le texte sur l'enseignement privé, pour lequel l'urgence a été déclarée. Soit cinq motions de censure, puisque l'opposition ne manque pas d'en déposer. C'est beaucoup.

Les députés de l'opposition paraissent bien décidés à contraindre le gouvernement à une telle procédure. Si, lors du débat en première lecture du projet sur la presse est hiver, MM. Madelin, d'Aubert, Toubon ne semblaient soutenus que du bout des lèvres par leurs amis, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La présence lundi après-midi de M. Labbé, le passage de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, prouvent que cette stratégie avait l'aval du RPR et de l'UDF. Ils ne veulent pas, cet été, laisser au Sénat le monopole de la lutte sans merci avec le gouvernement. Pour les représentants de la droite dans les deux Chambres du Parlement, l'obstruction est devenue légitime.

THIERRY BRÉNIER.

● M. Jean Popere, membre du secrétariat national du PS, a déclaré lundi 2 juillet à Franco-Inter : « Les occasions de rire ne sont pas si nombreuses. » situation révolutionnaire dans la bouche de M. Pons, c'est rigolo. C'est la centième fois depuis trois ans que la droite montre qu'elle n'accepte pas la gauche au pouvoir. »

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu des travaux du comité directeur du P.S. (le Monde du 3 juillet), une malencontreuse coquille nous a fait écrire que M. Pierre Joxe avait proposé l'ouverture d'un « débat pragmatique » alors qu'il s'agissait en fait d'un débat « programmatique ». Dans le même article, la transformation d'un pluriel en singulier a rendu difficile la compréhension d'un paragraphe. Ce sont, bien entendu, les socialistes, et non M. Yvon Gattaz, qui voudraient que les allègements fiscaux accordés aux entreprises dans le cadre de la baisse des prélèvements obligatoires soient liés à des investissements créateurs d'emplois.

Il ne faut pas contrarier le mouvement spontané de l'opinion
en faveur de M. Barre par une action politique intense
nous déclare M. Philippe Mestre

Il ne se passe pas de jour sans qu'un élu, une association de l'opposition, ne tiennent à manifester son soutien à M. Raymond Barre. M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, multiplie les déclarations d'allégeance avec un zèle qui lui ne peut plus ignorer. Après les élus UDF de la région Rhône-Alpes, les élus UDF de Champagne-Ardenne ont fait savoir qu'ils ne sauraient attendre les lendemains de 1986 pour se rassembler derrière l'ancien premier ministre. Le CDS, soucieux de ne pas rester à l'écart du mouvement — mais aussi de prévenir toute manœuvre giscardienne de prise en main

de l'UDF, — souhaite au plus vite « approfondir le dialogue » avec M. Barre. Au moment où se multiplient ces initiatives et déclarations que la récente décision du bureau politique de l'UDF de geler le choix du présidentiable ne semble pas gêner, des hommes proches de M. Barre depuis le premier jour s'efforcent de prêcher une certaine prudence. « Nous ne sommes pas pressés, disent-ils, tout en s'efforçant d'accompagner le mouvement d'opinion qu'ils voient se développer. »

Ainsi, M. Philippe Mestre, ancien chef de cabinet de M. Barre, député de Vendée, qui anime à la fois, avec M. Pinton, les adhérents directs de l'UDF, et avec M. Girard, secrétaire de l'Aisme, l'amicale des parlementaires adhérents directs créée en novembre 1983, le refuse, dans l'entretien qu'il nous a accordé, à parler d'organisation d'un courant ou d'un mouvement. Il insiste sur le caractère « spontané » des manifestations de sympathie à l'égard de M. Barre, qu'il ne faudrait pas contrarier, dit-il, par « une action politique intense ».

« Pensez-vous que les récentes décisions prises par le bureau politique de l'UDF — maintien des structures actuelles, préparation des élections législatives et report du choix du présidentiable — soient de nature à calmer le jeu au sein de la confédération et à créer cette « dynamique » que d'aucuns réclament ? »

« Si le mot de clarification n'avait pas été abusivement utilisé depuis quelques mois par la gauche, on pourrait dire qu'il y a eu clarification au sein de l'UDF. Je ne vois pas qu'il y ait eu, depuis cette déclaration du bureau politique, des opérations mettant en cause les décisions prises. Personne ne discute plus la place des autres et ne semble avoir l'intention de procéder à des transformations profondes de structures. Cela me paraît clair. »

« Les adhérents directs, dont vous êtes, ne remettent-ils pas en cause cette organisation de l'UDF dont ils ne se satisfont pas ? »

« A l'intérieur de l'UDF, les adhérents directs se sont donné pour mission de favoriser l'union. Mais ils sont conscients de la difficulté de cette opération. L'union ne peut provenir que d'un consensus général. Nous sommes désireux de provoquer ce consensus, d'être le ferment interne qui permettra d'arriver à une unité plus concrète au sein de l'UDF. Nous savons que ni le PR, ni le CDS, ni les radicaux n'ont, pour le moment, l'intention de fuir. Nous prenons acte de la situation et nous pensons aussi que, pour aborder les prochaines échéances, il est important qu'à tout le moins les liens confédéraux soient resserrés. »

« Pensez-vous que l'UDF puisse être l'un des deux piliers de l'opposition — à égalité avec le RPR — en n'ayant pas à opposer au RPR la caution d'une personnalité présidentielle ? »

« Je ne pense pas que l'UDF puisse être... Elle est l'un des deux piliers de l'opposition et l'a toujours été depuis sa création en 1978. Nous avons bien l'intention d'ajouter quelques moellons supplémentaires à ce pilier, mais je ne suis pas du tout sûr que la « désignation » du candidat à l'élection présidentielle soit l'élément dirimant qui permette de développer notre confédération, surtout si la discussion est ouverte en ce qui concerne l'identité de ce futur candidat. »

« Je crois aussi qu'il ne faut pas mélanger les genres. Nous sommes devant une échéance qui se rapproche — les législatives — qu'il ne faut pas confondre avec la présidentielle. Les chefs de file s'engageront pour les législatives mais pas en tant que candidats à l'élection présidentielle. »

« M. Jean-Pierre Soisson, qui fait partie comme vous de l'amicale des parlementaires adhérents directs de l'UDF, insiste pourtant sur le lien entre ces deux élections, expliquant notamment que les Français vont choisir leurs candidats aux législatives en fonction du candidat à la présidentielle. »

« Bien sûr, il peut y avoir confusion dans l'esprit des électeurs. Il faut en effet qu'ils sachent grosso modo qui sera le leader », mais je ne suis pas certain que le futur « présidentiable » ait à s'engager en tant que tel pour les élections législatives.

Je tempèrerais donc l'analyse de M. Jean-Pierre Soisson en disant : ce ne serait sans doute pas mauvais que l'on sache au mois de mars 1986 qui sera le « présidentiable », mais ce n'est peut-être pas indispensable. Si cela doit se faire, cela se fera tout seul. Ce sont de toute façon les intéressés qui sont maîtres du jeu et pas les bureaux politiques des partis. Ils n'ont pas à choisir. Ils ne peuvent qu'apporter leur soutien à un candidat qui se déclarerait.

« Vous faites partie de la commission de travail chargée à l'UDF de préparer les élections législatives. Récemment, vous avez dit que pourraient être attribués des « labels » aux candidats barristes. Qu'est-ce que cela signifie ? Inévitablement, une bataille entre giscardiens et barristes pour l'attribution des investitures ? »

« D'aucuns l'espèrent. Il faut qu'ils abandonnent cette espérance. J'ai parlé de « label » comme j'aurais pu parler de « soutien ». M. Barre soutiendrait les candidats qui le souhaitent comme il a pu le faire lors des précédentes élections. »

« C'est faire du parisme que de vouloir distinguer entre « label » et « soutien ». Il me paraît naturel que des candidats aux élections législatives demandent le soutien d'une personnalité dont ils sentent que leurs électeurs sont proches. Il suffit de regarder les sondages... Je ne pense pas pour autant que les « leaders », quels qu'ils soient, veulent s'enfermer dans une stratégie précise. On peut difficilement déceler dans la démarche de M. Barre, depuis trois ans, l'application d'une stratégie qui aurait été arrêtée une fois pour toutes. »

Le statut particulier de la Corse n'est pas remis en cause
affirme M. Defferre à Ajaccio

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. — Sous les palmiers du palais Lantévy, le déjeuner, ce 2 juillet, évoque une courtoise partie de campagne. M. Gaston Defferre, venu en visite officielle pour expliquer la décision prise de dissoudre l'Assemblée de Corse, bloquée depuis avril, reçoit à sa table les brisards de la politique insulaire. Plaisirs légers de la table entre deux moments-clés de la journée...

M. Defferre, pour la sixième fois en trois ans, est de retour en Corse. « Père » de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 tant décriée par l'opposition, le ministre veille jalousement sur son enfant depuis le berceau. Le statut particulier de la Corse, point le plus avancé de la

décentralisation régionale, en est devenu le talon d'Achille. L'ouverture tous azimuts en 1982 aux divers courants insulaires — originalité première du statut d'alors — s'est soldée par un échec. Bloquée par ses divisions et ses renversements d'alliances, l'assemblée a dû être dissoute.

Ce 2 juillet, sous les lambris du palais, M. Defferre s'en explique. Le ton est amical mais ferme. Les élus de Corse sont invités au dialogue. Le discours du ministre sera diversément apprécié dans les rangs des élus et des socioprofessionnels.

D'emblée, M. Defferre réaffirme la permanence du statut particulier reconnu par l'opposition.

« La discussion sur la dissolution n'est pas devenue, constate l'orateur, un débat sur le statut particulier. Ce dernier est « irréversible » même si demain l'opposition reprenait les rênes du pouvoir. Dès aujourd'hui le gouvernement va favoriser une déconcentration des services et des moyens plus poussée, pour accompagner les transferts déjà opérés de compétence. Fraudes, irrégularités, seront pourchassées avec encore plus d'énergie. La décentralisation va de pair avec la moralisation de

la vie publique. Le ministre rappelle « solennellement, avant que ne s'ouvre une nouvelle campagne électorale, que le statut particulier et l'unité nationale sont les axes fondamentaux de la politique du gouvernement ». M. Defferre appelle la Corse à la paix civile et à l'union contre la violence. La prise de position est remarquée. On applaudit. Mais le ministre va plus loin : « L'instabilité politique favorise les extrémismes (...). Ici, comme sur le continent, l'immense majorité de la population condamne le terrorisme. L'opinion publique réprobat ces actions. Le terrorisme n'est pas justifié en Corse avant 1981. Il l'est, encore moins maintenant puisque le gouvernement a entendu répondre aux aspirations légitimes des Corsais à voir reconnaître le droit d'être eux-mêmes. Je suis donc à mon aise, souligne le ministre, pour agir avec énergie à son encontre. »


Aujourd'hui, le gouvernement n'hésitera pas à sévir si besoin est. D'autres organisations favorables aux séparatismes pourraient être dissoutes s'il le fallait. Mais M. Defferre n'est pas homme à favoriser le retour à des lois qui l'éconduisent. L'opposition corse qui l'éconduisait, réclame d'ailleurs pas, ce 2 juillet, comme elle le fit en d'autres temps.

A nouveau dans l'après-midi, les couloirs du palais se transforment en ruche. Le ministre reçoit tous les responsables des partis politiques corses. Un par un, ils défilent dans le salon. Qu'y disent-ils ? Le secret est à peine levé. Une partie se retire pour préparer les alliances en vue des futures élections. La gauche s'est-elle inclinée à se rendre au combat en rangs dispersés, pour rester au plus large ? ou, au contraire, se présenter unie face à ses électeurs, las des divisions insulaires ?

Un absent remarqué, M. Edmond Simeoni. Le leader de l'UPC ne pas répondu à l'invitation. Souffrant, il s'est entretenu par téléphone avec M. Defferre. De toute façon hors de l'opposition, hors de la majorité gouvernementale, qu'avait-il à négocier ?

DANIELLE ROUARD.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



SAN FRANCISCO

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
MBA Spécialisé en Management International (14 mois)
Rentrées : janvier et septembre

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES
Sessions tous les deux mois pour l'obtention du
DIPLOMA OF GRADUATE STUDIES IN MANAGEMENT
Niveau requis : 2^e cycle universitaire

AMERICAN BUSINESS LAW SEMINAR
Inscriptions closes - 60 avocats admis à la session du 16 juillet au 11 août

E.U.A. Lone Mountain Campus, 2130 Fulton Street - San Francisco, CA, 94117
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe
31, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.45.11

Hitler était...

Le PSU s'interroge sur...

CEPI
medecine ph...

TELEcopieur P...

TRAVERSE SERVICE TILIX

مركز التحصيل

POLITIQUE

Le général Salan est mort

Soldat réputé pour son loyalisme à l'égard des institutions républicaines - et que ce loyalisme même porta au sommet, - il fut le chef d'un mouvement insurrectionnel. Personnage sans éclat et sans chaleur, il fut un symbole, adulé par des foules qui le moment d'avant l'avaient hui. Manqué de peu par des assassins qui voyaient en lui un obstacle à leur cause, il devint, pour certains d'entre eux, un allié prestigieux. Connu - et critiqué - pour sa prudence, il se lança dans une aventure sans issue.

Ces contradictions accumulées font du général Salan un des personnages les plus mystérieux, au moins en apparence, des drames qui marquent une décolonisation qui est probablement la clé de son comportement. N'avait-il pas intitulé ses Mémoires : *La fin d'un empire* ?

Raoul Salan était un officier « de la coloniale », de famille modeste et, au départ, d'ambition tout aussi modeste. Il pensait finir sa carrière avec le grade de colonel, et prendre sa retraite dans son Tarn natal. Combattant de 1914-1918, grièvement blessé au Levant en 1921, il découvre en 1924 l'Indochine et y fera pendant treize ans de nombreux séjours. A ce pays complexe il restera fortement attaché. L'Extrême-Orient le marquera pour longtemps.

Pour longtemps aussi le goût du renseignement. Raoul Salan en 1937 entre au service spécial créé par Georges Mandel au ministère des colonies : le service de renseignement impérial (SRI), et en devient le chef. Ainsi recevra-t-il, en 1938, après Munich, l'ordre de déclencher sa « guerre subversive » personnelle contre les possessions italiennes en Afrique. Attentats sur les marchés libyens, agitation en Ethiopie, le chef du SRI conduit les opérations en personne. En 1939, aussitôt après le déclenchement de la guerre, il est à Khartoum, faux envoyé spécial du *Temps* sous le nom de Raoul Hughes.

Un intermédiaire : la campagne de France à la tête d'un bataillon de Sénégalais et de nouveau le renseignement impérial. A Vichy, puis à Dakar, où il a la chance de se trouver en 1942 comme chef du 2^e bureau de l'AOF. En 1943, le voici à Alger, chargé de l'action psychologique et directeur d'un journal : *Combattant 42*.

Après un accrochage avec André Le Troquer, alors commissaire à la guerre et à l'air, il rencontre de Lattre qui met sur pied la 1^{re} armée française. C'est alors que sa carrière « décolle ». De Lattre apprécie en lui le guerrier habile et, ce qu'il apprécie par-dessus tout, heureux. En février 1945, à la tête de la 14^e division d'infanterie formée de FFL, Raoul Salan est le plus jeune général de brigade de l'armée française.

De Lattre poussé à l'écart par de Gaulle, Salan trouve un nouveau « patron » : Leclerc entend utiliser son expérience indochinoise. Il devient son principal négociateur auprès de la Chine de Tchang Kaï-chek, qui occupe toujours et pressure le Tonkin. Les qualités du nouveau commandant des troupes de Chine (où se sont repliées les forces armées qui ont échappé au coup de force japonais du 9 mars 1945) et d'Indochine du Nord se déploient dans des tractations qui exigent une patience à toute épreuve et une claire vision de la situation en Extrême-Orient.

Lorsque de Lattre part à son tour pour l'Indochine en 1950 pour redresser une situation fort compromise, il prend comme adjoint opérationnel celui que ses camarades ont surnommé « le Mandarin ». Lorsque l'ancien chef de la 1^{re} armée française rentrera en France pour y mourir, Salan recueillera une redoutable succession. Car les éphémères succès de de Lattre n'ont que retardé l'écoulement.

Le Mandarin mettra tout son effort afin de gagner une guerre sur l'issue de laquelle il a peu d'illusions, du moins à ne pas la perdre. Il y parviendra parce qu'il a du pays et des réactions de l'adversaire une expérience unique parmi les chefs militaires français. Sur le plan politique, sa réputation de général républicain, respectueux du pouvoir, homme de gauche modéré, lui vaut l'appui des uns, la neutralité des autres : il n'est pas gênant.

Il a d'ailleurs, depuis qu'il a accédé aux grands commandements, toujours tenu compte de l'opinion, de la presse notamment, avec laquelle, directement ou indirectement, il entretenait des rapports utiles.

Retré d'Indochine avec les honneurs de la guerre, il ne pense qu'à y revenir. Peu tendre avec ses prédécesseurs en Extrême-Orient (de Lattre excepté), il ne se sera pas non

plus avec son successeur, le général Navarre. Le contenu du rapport qu'il ramène en 1954 d'une enquête menée avec les généraux Ely et Pélissier est, par ses soins, diffusé dans la presse.

L'affaire du bazooka

Lorsqu'en 1956 il est nommé commandant en chef en Algérie, les habitants qu'on lui prête et ses relations politiques le désignent auprès des inconditionnels de l'Algérie française.

La lente dégradation du pouvoir civil va pousser quasiment malgré lui un vieux routier à se transformer en proconsul en révolte, avant de devenir le chef nominal d'une subversion anarchique.

La première étape de son évolution est l'affaire du bazooka. Le 16 janvier 1957, deux obus partis d'une terrasse tombent dans son bureau d'un proche collaborateur du commandant en chef, absent à cette heure-là, le commandant Rodier. Salan perçoit alors de quelles intrigues il est entouré. Il n'en démêlera ou ne croira en démêler que plus tard tous les fils. Du moins s'aperçoit-il que, dans une circonstance aussi grave, il n'a guère d'appui. L'armée est, à l'exception de son entourage direct, assez indifférente au sort de son chef. La population européenne le considère comme un « brader » qui liquidera l'Algérie comme a été liquidée l'Indochine. Et, à Paris, on n'est pas pressé de faire la lumière.

Un peu moins d'un mois auparavant, le général Faure avait préparé l'enlèvement de M. Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, et la prise de pouvoir par l'armée. M. Lacoste « comprend les sentiments » du général qui quitte l'Algérie « en toute dignité », et à qui on inflige treize jours d'arrêts de force pour le principe ». Ce n'est pas grave. Le général reviendra et préparera de nouveaux complots.

Dès ce moment, les jeux sont faits. Le pouvoir appartient à l'armée. Lorsque commence la « bataille d'Alger », le super-préfet s'efface devant le général Massu et continue ses subordonnés d'Alger, donner leurs prérogatives. Il s'agit de Salan, de « ramener à nous par les cours la population musulmane tragiquement sensibilisée par le terrorisme ». « Quelquefois, malheureusement, il faut agir avec dureté ». Mais « Paris nous a très largement couverts ».

Alger, les états-majors recherchent toujours le « grand coup » qui terminera la guerre. On prépare « la reprise de contrôle territoriale du territoire tunisien ». La chute du gouvernement Bourgeois-Maurouff fera tomber à l'eau ce projet, digne pendant de la tentative franco-anglaise de « reprise de contrôle temporaire du territoire égyptien » en novembre 1956.

Du moins l'armée est-elle toujours consultée. M. Pieven fait venir le général Salan avant de demander une investiture manquée. Salan ne vient pas parler technique militaire : il vient pratiquement dicter une politique.

Et, de rapport en rapport, de message en message, il devient de plus en plus pressant, appuyé par les partisans métropolitains de l'Algérie française, dont il s'exagère l'influence sur l'opinion française.

La perte d'autorité du gouvernement devient telle que ce sont de véritables sommations qui partent d'Alger. Paris ne « couvre »-t-il pas toujours ? Il lui faudra bien « couvrir » le bombardement du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef pour ne pas mécontenter l'armée, au risque de s'aliéner une opinion internationale déjà en grande partie hostile. La politique française est ainsi orientée d'Alger par un homme qui ne raisonne qu'en fonction de l'Algérie.

Le maître du jeu

Il ne reste plus qu'à transformer ce pouvoir indirect en pouvoir réel. D'après ses Mémoires, le général Salan s'y emploie. Il se présente comme le maître du jeu. C'est lui qui aurait décidé la manifestation du 13 mai 1958, même s'il ne prétend pas en avoir prévu les suites et la chute de la IV^e République. (« Je suis en présence de voyous et de salopards qui ont envahi le gouvernement général », téléphone-t-il au général Ely, chef d'état-major général des forces armées.) Il s'étonne seulement que l'affaire n'ait pas à Paris la « résonance à laquelle il

Du proconsulat à la rébellion

s'attendait ». A son entourage, ce 13 mai et les jours qui suivent, le commandant en chef apparaît au contraire comme un homme prudent, timoré même, préoccupé par la crainte de la Haute Cour, et qui s'est tenu soigneusement à l'écart des intrigues. Qu'importe : il a, dit-il, « pris l'affaire à son compte ».

« Sa situation est ambiguë, mais, pour finir, confortable : « Quand je demande au chef du gouvernement (M. Pierre Pflimlin) de se retirer, loin de s'en aller, il maintient mes pouvoirs sur toute l'Algérie ». Qui joue double jeu ? Ce n'est pas le général Salan, qui s'indigne curieu-

sément que certains en métropole tiennent en ce sens « des propos indécents ». Pourtant, lorsque René Coty, président de la République, adresse un message aux forces armées d'Algérie pour leur appeler à leur loyalisme, le commandant en chef le met dans sa poche et déclare gravement dans un ordre du jour à « ses soldats » : « Seul à être informé de la situation, je suis seul à même de prendre les décisions qui s'imposent. Je vous maintiendrai sur le chemin de l'honneur, du loyalisme et de la fidélité aux institutions que la patrie s'est données ».

Un homme secret

Peu d'hommes ont été moins « charismatiques » que cet officier au profil romain et au regard bléssé. Sans ostéisme ni fureur apparente. En toutes les occasions où son nom fut prononcé, on s'interrogea sur le mystère Salan. Devant un tribunal ou sur le front des troupes, bardé de ses nombreuses décorations ou engoncé dans le costume civil de la clandestinité, Raoul Salan paraissait détenir un pouvoir inconnu.

En réalité, il n'y avait pas de mystère Salan, ou de recette Salan. Il y avait un homme secret, dont le secret était encore renforcé par une certaine timidité, la crainte d'être surpris hors de ses gardes, celle aussi de laisser passer l'occasion propice. En Indochine, celui qu'on a surnommé le Mandarin seurt ne pas dépasser l'héritage de de Lattre, timide, fragile, cependant, comme la suite le démontrera très vite. En Algérie, commandant en chef, il saura également ne rien perdre d'essentiel, sur le terrain, interprétant de son mieux les ambiguïtés de Paris, l'œil sur les complots qui viennent le « général républicain » et fait bien l'attitude, tirant le poids d'une armée qui ne l'aimait pas, tout en lui obéissant.

Dans une mission qui le remplissait de son mieux, trois coups violents firent sortir de ses gonds ces personnages marmoriés. Le premier est l'affaire du bazooka. Une équipe, composée d'un dentiste, de deux représentants en automobile, d'un bijoutier, d'un pompier et d'un ajusteur-mécanicien a brisé sur les fenêtres de son bureau deux lance-roquettes improvisés. Les obus ont tué le 16 janvier 1957 un de ses adjoints, le commandant Rodier. Quelque jours auparavant, le 7 janvier, sur ses instances, le général Massu et sa division aéroportée avaient reçu tous pouvoirs pour maintenir l'ordre à Alger.

Raoul Salan découvre à cette occasion, d'une part, qu'il est impopulaire - on l'accuse d'être un officier « ménéstrel » qui, après avoir « bradé l'Indochine », se prépare à « brader l'Algérie » - et, d'autre part, la puissance de ceux qui de Paris, dans les milieux proches de de Gaulle, ont manipulé les événements.

Le commandant en chef en Algérie n'aura de cesse de se faire accepter - et si possible aimer - des civils et des militaires en se levant d'une accusation aussi injuste à ses yeux. Il ira, plus tard, jusqu'à devenir le chef de ces « ultras » algérois qui avaient voulu le tuer. En même temps, il garde la rancune la plus amère - celle des hommes qui s'expriment utilement - envers ce qui touche au gaullisme, soupçonné, non sans raisons, d'avoir inspiré ses assassinats manqués. « Il est impossible de comprendre les événements et d'expliquer ma position comme le mobile de mes actes si l'affaire du bazooka n'est pas décelée », dira-t-il à ses juges.

Se prudence deviendra extrême. Il se tiendra informé des intrigues politiques, entretiendra, comme il avait commencé à le faire en Indochine, des amitiés utiles à Paris, conservera le moindre document, fit-il dans ses Mémoires en font fol. Sentant monter l'exaspération de l'armée, il s'efforcera de la faire connaître, tout en gardant la confiance qui lui reste acquise à gauche.

Deuxième choc : le 13 mai. L'explosion n'a pas pris la forme prévue, une forme saisissable. L'homme-clé en Algérie, c'était M. Robert Lacoste. Le ministre

résident parti, toutes les responsabilités incombent, de fait, au commandant en chef. La foule, qui a envahi le Gouvernement général, laisse Massu occuper le devant de la scène et attend. Très vite il deviendra l'arbitre de la situation : il est le chef des rebelles et, en même temps, le délégué du gouvernement. Mais de ce pouvoir fragile il ne sait que faire.

Après avoir humé les fumées d'une popularité que lui ont rapidement fabriquées les experts en action psychologique, il lui faut choisir entre la Haute Cour et le renversement du régime. Si peu porté qu'il soit aux révolutions, il lui faut céder aux pressions et aux intrigues des gaullistes, le plus déterminé et le plus habile des groupes de pression qui l'entourent, et ramener au pouvoir le général de Gaulle.

Troisième choc enfin : l'ancien chef de la France libre n'est pas, malgré certaines hésitations, un partisan déterminé de l'Algérie française telle que la conçoit Salan et dont il s'est porté garant. Il se laisse entourer par les ultras civils et militaires, poursuit la politique de pacification et d'intégration déjà engagée. Il s'écarte de sa position pour peu les réserves de Paris, l'absence de réponse à ses demandes. Jusqu'au jour où, comme Massu, convoqué à Paris, il se bruyamment écarte, avec un titre de politesse, de toute responsabilité.

Trois fois, de Gaulle ou les hommes qui le touchent de près ont attaqué ou trompé Salan. Ce légatiste plonge dans l'illégalité, ce républicain dans la tradition « de gauche » de la coloniale prend la tête d'une sédition, non sans protester de son attachement aux institutions. En son nom, des crimes sont commis. Il s'en, en fait, impuissant à imposer son autorité à des hommes qui ne songent qu'à en faire un anti-de Gaulle, un général contre « le général ». Il n'en a ni les moyens ni probablement l'envie. Surout, lui qui, disait de Lattre, « ne parait pas être bête », est habile à saisir les occasions et à s'y préparer, mais il ne les provoque pas.

Un soldat agité dans la politique ? La description - ou l'accuse - est valable pour d'autres que pour lui qui, du fait de sa carrière, s'est toujours, depuis son séjour chez Georges Mandel, professionnellement d'abord, puis par goût et par nécessité de carrière, tenu informé des intrigues parisiennes.

De Gaulle, dans le dernier tome de ses Mémoires, dit de Salan : « Son personnage, capable, habile, et par certains côtés séduisant, comporte quelque chose d'ondoyant et d'énigmatique. On ne sentait mal cacher avec ce qu'une grande et droite responsabilité exige de certitude et de rectitude. » Portrait brillant, mais assez injuste : sur quelle certitude, sur quelle rectitude, Salan pouvait-il compter en mai 1958 ? Enigmatisque, certes, mais il n'a pas compris l'énigme de de Gaulle. Ses torts auront été autres : celui de mal contrôler - ou de ne pas contrôler - la répression confiée à l'armée en 1957, à Alger, de suivre pour être suivi, de couvrir, comme à Sakiet, pour être couvert, enfin et surtout, d'avoir encouragé et dirigé une guerre civile qui n'eût peut-être pas eu d'ajouter au malheur des Français d'Algérie.

Une victime de l'histoire ? Peut-être. Eux, sûrement !

JEAN PLANCHAIS.

Le général Salan est décédé ce mardi matin 3 juillet à 6 h 15 à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Ancien commandant en chef en Indochine et en Algérie, il avait pris la tête du mouvement Organisation armée secrète (OAS) qui s'opposait par la force à la politique du général de Gaulle en Algérie. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Selon ses volontés ses obsèques auront lieu dans l'intimité en province. Le secrétaire du général précise qu'une cérémonie religieuse aura lieu à Paris ultérieurement.

« Faites votre devoir », lui cria au téléphone M. Pflimlin, qui le somme de renvoyer en France M. Soustelle, évadé de Paris. L'indignation paraît peu toucher le général, pourtant défavorable à la venue de l'ancien gouverneur général, car, dit-il, « nous désirons garder notre mouvement en dehors de toute ingérence politique... ». Contradictions ? Raoul Salan, quoi qu'il en dise, navigue à vue, prêt à saisir l'occasion. Et son camp.

S'emparer de la Corse ? « Et pourquoi pas ? » Ce serait « un excellent apport ». M. Lacoste lui-même, à Paris, insiste pour que « le général Salan aille jusqu'au bout ». Du moment que le mouvement n'est pas politique... « Algériens, merci de cette bonne parole : l'armée au pouvoir... »

L'enfermement

Mais voici le fatal engrenage : à qui se fier ? Le gouvernement de salut public n'est pas en vue. M. Léon Delbecq, envoyé de M. Chaban-Delemas, ministre de la défense nationale, a soufflé un nom à Salan, à la fin d'un discours, au balcon du gouvernement général : « Vive de Gaulle ! ». Et Salan l'a répété.

Son calvaire commence dans le défilé des foules. Dans quelques mois, il lui faudra prendre l'avion de Paris.

De Gaulle se débarrasse en un tour de main d'un « fait de très grande qualité », mais incommode en qui mesure uniquement que l'armée ne lui est pas personnellement attachée. Une petite guerre commence avec la retraite. Il s'installe à Alger, est convoqué à Paris et reçoit l'ordre de ne pas repartir. Président de l'Association des anciens combattants de l'Union française, il se pose de plus en plus en adversaire de la politique algérienne du pouvoir.

Lorsqu'il signe l'Espagne, à la veille de la Toussaint de 1960, accompagné du capitaine Ferrand, Raoul Salan pose implicitement sa candidature à la succession de Charles de Gaulle. Mais il est dans une impasse. Les contacts qu'il a pris, les fidélités qui lui restent, ne lui permettent pas d'inquiéter sérieusement un pouvoir que son entourage arrange plus qu'il ne le gêne.

C'est son successeur au commandement en chef, le général Challe, que de Gaulle a écarté à son tour de sa route, qui cristallise en lui-même autour d'une personnalité plus brillante et plus chaleureuse que celle de Salan, le mécontentement des activistes militaires.

Tenu à l'écart du putsch d'avril 1961, Salan s'impose à l'estrade parmi les généraux qui le dirigent. Lorsqu'il arrive, l'affaire est d'ailleurs pratiquement perdue : l'armée n'a pas massivement « basculé » contre le pouvoir dont de Gaulle ne perd pas le contrôle, noté sur l'opinion plus que sur l'appareil de l'Etat. Le Mandarin qui, contrairement à Challe, joue la carte des « civils », s'auto-élimine du bal du gouvernement général dans la nuit de la clandestinité.

L'OAS naissante est un mélange de spontanéisme pied-noir et de chapelles militaires, où l'on théorise sur la guerre révolutionnaire. Le groupe de Madrid autour d'Argoud est en désaccord avec celui d'Alger. Le général n'arrivera jamais à donner à l'organisation des structures cohérentes, d'autant que ses liaisons sont longtemps coupées, puis mal assurées, et que les divers groupes qui prétendent maintenir l'Algérie française violent en lui un « anti-de Gaulle » pratique, mais songent beaucoup plus à l'utiliser qu'à lui obéir.

A la tête de l'OAS

Dans un premier temps, l'ancien commandant en chef s'efforce de donner de lui-même et de l'OAS une image démocratique et humanitaire. Face à de Gaulle, il se présente en défenseur de la tradition républicaine, tente de contrebalancer, dans des lettres aux évêques, à M. Guy Mollet, aux parlementaires, l'effet produit par les premiers attentats et les premiers assassinats. Il tente de jouer de l'anticommunisme dans des interviews aux télévisions étrangères, notamment américaines.

Il dispose d'ailleurs, outre l'appui de la grande majorité des Français d'Algérie, de celui de nombreuses personnalités métropolitaines. Quarante-vingt députés ont voté l'« amendement Salan ». Ils ont

repris à leur compte sa proposition de réduire la durée du service militaire à dix-huit mois et de mobiliser la population française d'Algérie. Le « comité de Vincennes », qui le fait acclamer en novembre 1961 à la Mutualité, compte parmi ses animateurs, outre M. Georges Bidault, des hommes comme M.M. Bernard Lafay, Jacques Icard, Jean-Marie Loeu.

Dans une lettre au directeur du *Monde*, le chef de l'OAS se défend sur son honneur de soldat de vouloir attester à la vie du chef de l'Etat et à la Constitution.

A mesure qu'approche l'heure du casse-tête, à partir de décembre 1961, Salan durcit sa position, et, bon gré, mal gré, entre en guerre ouverte avec le pouvoir, ses représentants et tous les adversaires de l'Algérie française. Attentats, assassinats, bombardements aveugles au mortier, se multiplient en Algérie ; la métropole n'est pas épargnée. L'ancien commandant en chef s'efforce, en mai 1962, de soumettre « par ordonnance » une amorce de gouvernement, le « Conseil national de la résistance », sous la présidence de M. Georges Bidault. Il est mal ou peu obéi et ne peut plus arrêter un terrorisme aveugle.

Après le général Jouhaud à Oran, il est lui-même capturé à Alger le 20 avril 1962. Son transfert à Paris donne lieu à des manifestations de ses partisans jusque dans l'enceinte de la prison de la Santé.

Le 15 mai 1962, le procès Salan s'ouvre devant le Haut Tribunal militaire présidé par M. Charles Borrel.

Le général, dans la seule déclaration qu'il consentira à faire, outre son invocation finale : « Que Dieu me garde ! », se présentera notamment en défenseur du monde libre contre le communisme « installé à une heure de Marseille » et « à Paris à portée de ses fusils courtes ».

L'avocat général Gavalda conclura : « Sous réserve d'une grâce, la peine que je réclame est la seule peine éternelle ».

Le tribunal condamnera Raoul Salan à la détention criminelle à perpétuité à la surprise de beaucoup et en très vif mécontentement du général de Gaulle, qui supprimera le Haut Tribunal militaire qu'il avait lui-même créé. Il tentera même vainement de faire reprendre le procès par une autre juridiction et avec un autre motif d'inculpation.

Au fur et à mesure que l'apocalypse s'étend à Alger, que s'accroissent les souffrances des pieds-noirs, que se multiplient les destructions, le commandant est pressé d'user de l'autorité qui lui reste pour tenter de mettre fin à une entreprise suicidaire. De fond de sa cellule de condamné à mort, le général Jouhaud, avec mollesse, l'avait fait. Salan s'y résoudra enfin lors de la tentative d'accord de dernière minute entre l'OAS de Jacques Susini et l'exécutif provisoire. Trop tard. L'été-là fait plus tôt d'ailleurs que la course de la machine folle n'en ait probablement pas été freinée.

Emprisonné à Tulle avec les principaux dirigeants militaires du putsch, il en sortira le 15 juin 1962 lorsque de Gaulle, bastion du ralliement de tous ceux qui peuvent s'opposer au « désordre », gracié les Ouz « condamnés pour faits de subversion encore dénués ».

Les amitiés à l'occasion du 14 juillet et, le 29 décembre suivant, Raoul Salan ramènera la flamme sous l'Arc de triomphe.

Sa vie sera désormais consacrée à une minutieuse autojustification : la rédaction de ses Mémoires. Point de vue, point d'éclat dans le style ni dans la pensée. Et l'on se prend à se demander si le masque impassible, les décorations innombrables, les subtilités apparentes, ne cachent point une timidité et une incertitude profonde. Dans la tragédie dont il fut un des acteurs, le destin, dont il sentait les signes bien plus qu'il ne le provoquait, a poussé Raoul Salan à l'avant-scène. Face à un pouvoir déconsidéré de la IV^e République, le proconsul, drapé dans sa toge, porté par les prétextes et le flot du peuple algérois, a été quelques heures le pivot de l'action. Mais dans son incertitude, il a relâché d'un mot sur la scène Charles de Gaulle. Bâty avec une hantise maladroite, Salan, blessé dans son amour-propre, mit beaucoup plus de passes réactions sentimentales que de pensée politique, sans conséquence. Il fut pris dans le tourbillon. Il se trouvait un de Gaulle anti-de Gaulle. Il ne fut que le joueur douloureux et souvent sincère de forces qui le dépassaient et l'ont écarté.

J. P.

(Lire, page 30, nos autres informations.)

• Vainqueur à Dakar avec la de Metge/Lou
• Vainqueur du Mans avec de Pescarolo/



DUNLOP
L'ESPRIT DE COMPETITION

POINT DE VUE

Culture et recherche

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a présenté à la presse, lundi 2 juillet, le bilan scientifique de son ministère. Pour soutenir et promouvoir ces activités, le ministre a mis en place un conseil de la recherche, instance consultative, qui donnera son avis, définira les besoins, harmonisera les programmes, proposera des enquêtes et veillera à la diffusion des résultats.

M. Lang expose ci-dessous le sens de ces travaux.

par JACK LANG (*)

Le ministère de la culture est un des plus grands foyers de recherche scientifique de la France. Une recherche plurielle et libre, décentralisée bien souvent, et toujours présente, lisible, créatrice. Les vagues polychromes du XIX^e siècle acceptant d'être placées sous perfusion dans ses laboratoires. Les tableaux, passés aux rayons X, autographes en infrarouge et en ultraviolet, dévoilent leurs secrets. L'ustensile gallois, l'arme de l'âge de fer, mieux datés, finement analysés dans leur composition, parlent plus haut d'une histoire du travail et des techniques qui, du fond des siècles, réveille nos sensibilités. La génération artificielle des images, la palette graphique sur écran excitent déjà les créateurs ; la synthèse du son, de la voix chantée, les provoque. Demain, la vidéo-transmission, la télé-informatique, les réseaux câblés offriront à chacun le patrimoine de tous.

On l'a compris : s'agissant de création, la recherche est inséparable de la transmission, plus fidèle, plus ouverte, d'une matière vivante. Ce qui ne la dispense pas, tout au contraire, d'être fondamentale, scientifique au sens plein.

Cette réflexion m'a amené à développer largement et à faire évoluer les activités de recherche de mon administration.

Je crois qu'il n'est pas inutile, au moment où le ministère de la culture publie un bilan de ses travaux scientifiques, de mettre en lumière cette contribution originale à l'effort national de recherche voulu par le gouvernement.

Les activités de recherche mobilisent près de six cents personnes à temps plein (trois en 1980). Ces chercheurs, ingénieurs et techniciens collaborent avec des conservateurs. Plus de trois mille au total, ils bénéficient de crédits de recherche qui ont été doublés entre 1981 et 1984.

Trois grands secteurs ont été définis : la connaissance du patrimoine ; l'analyse et la restauration en laboratoires des biens culturels ; la socio-économie de la culture et l'utilisation des techniques nouvelles.

Pour orienter l'ensemble de ces tâches, des conseils scientifiques travaillent sur les lieux mêmes de la recherche, tels le comité scientifique du laboratoire des monuments historiques à Champs, le conseil scientifique de la Bibliothèque nationale, les commissions supérieures de l'archéologie ou de l'ethnologie.

Enfin, le Haut Conseil de la recherche, que je viens d'installer,

Pourquoi un tel effort et une telle attention ?

L'originalité de la recherche culturelle et la qualité de ses résultats tiennent à trois contraintes, qui s'imposent aux chercheurs :

— établir un accès direct aux sources (archéologie, ethnologie de la France, monuments historiques, collections des musées, fonds des archives et des bibliothèques) puis, que c'est avec la main, la voix, l'œil et le geste, que travaillent, dans la pâte des choses, nos archéologues, ethnologues, conservateurs et créateurs ;

— trouver un équilibre entre recherche fondamentale et recherche appliquée, entre recherche et activités de service public, puisqu'il faut, aussi bien, gérer des fonds, faire leur analyse en profondeur et assurer la diffusion des acquis de la recherche ;

— irriguer tout le territoire national en associant sur le terrain les partenaires locaux : collectivités territoriales, associations, chercheurs indépendants, amateurs.

Et les activités de création se décentralisent aussi, à mesure que se diversifient les pratiques grâce à la science et à la technique : diffusion à distance des œuvres, synthèse des sons et des images, etc. Conformément aux perspectives gouvernementales actuellement définies, l'insertion de la recherche dans le contexte économique et social s'impose donc.

Il me semble qu'à cet égard les recherches culturelles occupent une position charnière. Ni isolées du corps social ni enfermées dans un système clos, leur vocation est pragmatique. Directement immergées — à la différence de recherches de pure réflexion — dans l'environnement social, économique et culturel, elles précèdent les évolutions et parfois les précipitent.

Un dynamisme encourageant résulte de cette situation exceptionnelle. Il est manifeste dans le domaine du patrimoine par le progrès rapide de la physique, de la chimie, de l'informatique. Je pense à ce qui est désormais possible pour sauver un vitrail du Moyen Âge gravement altéré, pour restaurer les Chevaux de Marly, pour préserver un bois archéologique gorgé d'eau ou pour informatiser un fichier de

plus d'un million de clichés appartenant au patrimoine photographique.

En ethnologie, des recherches très nouvelles se développent : transformation des savoirs vignerons, écomusées, anthropologie industrielle, ethnologie urbaine... Les prototypes électro-acoustiques, en s'industrialisant, transforment la création musicale. De même, le développement de notre réseau national de banques de données sur le patrimoine artistique reste sans égal.

Pour demain, de vastes chantiers d'investigation s'ouvrent aux chercheurs, qui sont aussi des chercheurs et des explorateurs de voies nouvelles. Suscitez des sons, des couleurs, rêver d'une alchimie du texte et de l'image, n'y a-t-il pas là de quoi agacer l'émotion ?

Notre rapport à l'art et à la culture est ainsi en pleine bouillonnante. L'irruption dans notre univers de ce continent nouveau : la science. Explorons résolument ce voisinage. Suivons le navigateur de Michel Serres à la recherche du difficile passage du Nord-Ouest où, dans l'entre-deux des méandres et des forêts, les sciences exactes se mêlent aux sciences humaines.

(*) Ministre délégué à la culture.

Revenant à la fabrication sous licence

L'INDE POURRAIT COMMANDER TRENTE-SIX NOUVEAUX MIRAGE 2000

Une délégation indienne était attendue, mardi 3 juillet à Paris, où elle aura des entretiens avec des responsables de la délégation générale pour l'armement, au ministère de la défense, sur la suite à donner au contrat conclu en 1982, entre la France et l'Inde, pour la livraison de Mirage 2000. Outre la fourniture de quarante appareils à compter de l'automne prochain, l'accord prévoyait, à l'origine, une cession par la France de la licence de fabrication de l'avion de combat.

Il semble que des considérations industrielles et techniques aient incité l'Inde à renoncer à produire sous licence, dans les usines de Bangalore, le Mirage 2000 pour une série initialement envisagée de cent dix exemplaires (le Monde daté 3 juillet). Certes, l'Inde construirait déjà sous licence des hélicoptères français, mais la complexité et la modernité du Mirage 2000 sont telles que tant la main-d'œuvre que l'équipement en machines des usines indiennes ne semblent pas s'y prêter.

En revanche, on croit savoir à Paris que les Indiens pourraient compléter leur premier achat de quarante Mirage 2000 par l'acquisition de deux escadrons d'avions du même modèle (soit l'équivalent de trente-six appareils supplémentaires) qui seraient commandés, forme, aux différents constructeurs français.

Témoignage

La mort du mathématicien Claude Chevalley

Le mathématicien Claude Chevalley est mort à Paris, le 28 juin. Né le 11 février 1909 à Johannesburg (Afrique du Sud), il était ancien élève de l'Ecole normale supérieure et avait été maître de conférences à Rennes, puis professeur successivement à Princeton, à New-York (université Columbia), à Paris et, enfin, à Paris-Vincennes. Il était l'un des membres fondateurs du groupe de mathématiciens qui, sous le nom collectif de Nicolas Bourbaki, a œuvré depuis 1935 à l'unification des mathématiques fondamentales et à leur établissement sur des bases solides.

On lui doit des contributions importantes à la théorie des nombres et à la géométrie algébrique. Mais ce sont sans doute ses travaux sur les groupes finis et les groupes algébriques qui laisseront la trace la plus profonde. Durant de 1954-1958, ces travaux font mentir le cliché selon lequel les découvertes mathématiques les plus brillantes sont l'apanage exclusif d'esprits très jeunes. Une des réussites majeures de Claude Chevalley a été ce que l'on pourrait appeler l'« arithmétisation » (passage des nombres complexes aux entiers) de la théorie

des groupes analytiques complexes simples, arithmétisation qui permet, par un procédé de « changement de base » dénommé classique, de transposer cette théorie à un corps quelconque et, notamment, aux corps finis.

La presse s'est récemment fait l'écho de la solution d'un problème considéré souvent comme le problème central de la théorie des groupes finis : la classification des groupes simples. Il n'est pas exagéré de dire que les travaux de Chevalley constituent le cœur de cette théorie et que ces résultats remarquables, dûs aux efforts conjugués de nombreux mathématiciens répartis dans le monde entier.

Claude Chevalley avait sur les questions scientifiques, morales et universitaires, des points de vue très affirmés, qui ne coïncidaient pas toujours avec ceux de la majorité de ses collègues. Mais la rigueur, la conviction et le courage qu'il mettait à les défendre lui ont valu l'estime de tous et l'amitié d'un grand nombre.

JACQUES TITTE, professeur au Collège de France

La plainte de M. Gaudin (UDF) contre le préfet de police de Marseille

La cour d'Aix-en-Provence estime que des déclarations de M. Patault ont gâté la candidature du rival de M. Defferre lors des élections municipales de 1983

M. Jean-Claude Gaudin, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, a remporté la première manche du match judiciaire qui l'oppose au préfet de police de Marseille, M. Bernard Patault. La cour d'appel d'Aix-en-Provence a admis que certaines déclarations de M. Patault pendant la campagne électorale de 1983 étaient de nature à gêner la candidature de M. Gaudin à la mairie de Marseille. Le fond de l'affaire devrait être examiné à la rentrée par la cour d'Aix-en-Provence. Commentant cette décision, M. Gaudin s'est félicité, mardi 2 juillet, à Marseille, que M. Patault ait bien voulu à rendre compte de ses « déclarations insensées, mensongères et sans fondement ».

De notre correspondant

Marseille. — Dans la nuit du 7 au 8 mars 1983, entre les deux tours des élections municipales, une bombe explosait rue Dragon à Marseille, détruisant le tribunal de cette ville où d'une autre explosion, Jean Chénou, trois députés connus des services de police, qui manipulaient l'engin à bord d'une voiture non loin de la synagogue de Marseille. Dans le climat d'extrême tension qui régnait alors, il n'en fallut pas plus pour que se déclenche l'idée d'un attentat antisémite. Et ce d'autant plus que le 10 mars, M. Patault mettait en cause « les milieux de droite », faisant état d'« une piste politique et raciste. Les gens qui ont monté cette affaire, précisait le préfet, ont des relations étroites avec des politiciens de droite ».

M. Patault, interrogé, avançait même le nom de l'UDF (le Monde du 11 mars 1983). M. Gaudin, tête de liste de l'opposition et candidat à la mairie de Marseille, se sentait visé, réagissant en poursuivant M. Patault sur citation directe devant le tribunal correctionnel de Marseille, sur la base de l'article L. 97 du code électoral, qui réprime « ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou d'autres manœuvres frauduleuses auront surpris ou détourné les suffrages et déterminé ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter ».

JEAN CONTRUCCI

FAITS DIVERS

Tableau d'honneur

Petite école primaire d'Astéris : école Fichet sans reproches... Après la récréation, le cours ; après le cours, le récré, les élèves en rangs et les instituteurs — tap, tap — qui frappent dans leurs mains. Le cours à gauche — des kermesses pour Solidano, — une vie à des prix CAMIF, des repas de fin d'année. Une bonne ambiance, vraiment. Et M^{lle} Catherine Liévaux, institutrice titulaire, qui débouche ici et bouscule tout.

Un franc-parler, comme ils disent, des yeux noirs pour endormir les coqs et qui regardent joyeusement le bloc, le corps enseignant féminin. Flachat ronronnait, elle caquait désormais. M^{lle} Liévaux, trop passionnée, trop brutale, écorche les tympans : « C'est là, c'est une... » « C'est là, il n'y a pas de... » En voilà qui tombent aussitôt malades, d'autres qui se froissent et dégoûtent. Tap, tap, on s'envoie des baffes à présent. Le temps se gèle. Plus de joie.

Enquête et recherche

M^{lle} Liévaux dérange. Elle fait écouter de la musique à ses élèves, les murs résonnent : les collègues se bouchent les oreilles. C'est à devenir fou. Les petits font de l'expression corporelle, du théâtre avec M^{lle} Liévaux : le chœur des enseignants se rebelle. Les parents soutiennent Catherine, les élèves l'adorent : les collègues ne peuvent plus supporter l'insolence avec son parler toujours franc. Larmes et nerfs à vif, sous l'aile de leur délégué du SGEN, les rivaux décident d'en finir, de se venger. C'est humain !

Le 13 février 1984, elles écrivent à M^{lle} Liévaux pour lui faire part de leur mécontentement. Elles lui demandent de solliciter le départ immédiat de Catherine Liévaux : « Il n'est plus question de supporter sans arrêt les provocations, manquements de service, fautes de service, injures diverses, soit par écrit, soit par oral... » et débouchent sur seize paragraphes sous l'acte d'accusation. L'inspecteur d'académie, « hautement bienveillant », accorde : c'est M. Poupepin. Pour étayer son réquisitoire, il demande des déclarations individuelles.

Onze excédées retrempe leur plume dans l'amertume : « M^{lle} Liévaux utilise le cahier de textes à des fins personnelles... », « M^{lle} Liévaux a tenu les propos suivants : cette

conscience qui fait le monde ». « Quand elle arrive, une collègue lui demande : as-tu vu l'heure ? Elle répondit par un pied-de-nez et ce en présence des enfants, que nous avons fait aussitôt sortir. » On tira ici le calendrier d'absence de tous les moments où « on fait obligé d'interrompre un cours à cause des tapements de pieds ». Là, une histoire embrouillée, grave sans doute, d'une petite fille noire qui avait été de la confiture sur le visage de son voisin. Là encore, un souvenir où l'odeur de la dispute à la cravate : « En mars 1983, mon état de santé m'avait contraint à porter une minerve. M^{lle} Liévaux s'est dévouée de mon aspect et de ma démarche, ce devant une certaine d'élèves. » Et pour faire bonne mesure, plusieurs ajoutent le récit misérable de la fillette du CP : « Elle est au coin, à genoux. Je lui demande ce qu'elle fait là, elle me répond qu'elle est punie. Je la console, mais, malgré la détresse de l'enfant, je n'ai pas intervenu dans le pédagogue d'une collègue. »

Aussitôt, M^{lle} Liévaux porte plainte pour dénonciation calomnieuse. Les collègues s'effraient, et dans le souci d'éviter des événements qui ne manqueraient pas de réjaillir sur l'école publique, ils s'engagent à désavouer par écrit leur pétition si Catherine demande un changement de poste. Mais les machines judiciaires et administratives sont en marche. Déjà M. Poupepin a déposé ses actes pour inspecter la coupable. Il établit un rapport où il convient d'apprécier chez M^{lle} Liévaux l'esprit de recherche, l'amour des enfants. (...) C'est assurément une personne remarquablement intelligente dont le comportement, tout à fait normal, révèle un rien d'excès. Toutefois, on découvre que M^{lle} Liévaux « gêne ses collègues » et qu'elle mérite par conséquent une sanction. Les parents d'élèves, à leur tour, pétitionnent, mais en faveur de l'institutrice. Rien n'y fait, M^{lle} Liévaux devra passer devant une commission administrative paritaire de discipline (CAPD). Elle sera mutée, radicalement.

Quant aux lettres des « chers collègues », pleines de fautes d'orthographe, il appartient au tribunal correctionnel de juger s'il s'agit de pures calomnies.

CHRISTIAN COLOMBANI

Les maternités privées s'estiment menacées d'asphyxie financière

Les cliniques d'accouchement privées sont-elles menacées d'asphyxie financière ? Telle est le moins la thèse que défendent les responsables de l'hospitalisation privée (1), qui dénoncent avec force l'écart entre le prix de revient d'un accouchement et les tarifs que les maternités privées sont autorisées à pratiquer. Ces tarifs sont en effet fixés par la commission publique sous la forme des prix de journée, qui continuent de régir les établissements à but lucratif, et aussi par le biais d'un « forfait salle de travail », actuellement de l'ordre de 500 à 600 francs (selon les régions). Selon les responsables de l'hospitalisation privée, ce forfait devrait, pour que les établissements puissent vivre sans la menace du dépôt de bilan, être fixé à quelque 1 700 francs.

De telles menaces financières s'expliquent par l'évolution des dix dernières années, affirment les responsables des maternités privées. En 1972, le gouvernement de l'époque avait fixé des normes très exigeantes d'équipement, contraignant les éta-

bissements à de lourds investissements. « Le coût de leur mise en œuvre n'a jamais fait l'objet d'une étude sérieuse, et n'a jamais été traité dans des mesures tarifaires », estiment les responsables des maternités privées. « Le résultat, ajoutent-ils, ne s'est pas fait attendre, puisque entre 1975 et 1981 ce secteur a été contraint de supprimer 1 308 lits d'obstétrique, soit près de 11 % de la capacité d'accueil de cette discipline. »

Les gynécologues-obstétriciens qui apportent leur soutien à cette protestation rappellent que 42 % de l'équipement total de la France en maternités sont situés dans le secteur privé et que 470 000 femmes accouchent chaque année dans ces établissements, dont la fermeture présenterait, selon eux, un risque important pour la sécurité des mères et des enfants.

C. B.

(1) Membres de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP), de l'Union hospitalière privée (UHP) et du Collège national des gynécologues-obstétriciens français.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tel: 633.81.23/329.03.71/354.45.87

LA BOURSE EST DANS LE 2^e LA RUE MONTMARTRE AUSSI.
Froest Information est au n° 149, Pascal, Basile, Trait de texte, Projets et info de gestion.
Prix et conditions possibles.
Cours jour et soir.
Reprise des cours le 3/9/84.
Renseignements : 233-06-66.

L'UFC et EDF. — L'Union fédérale des consommateurs (UFC) a interjeté appel du jugement du 14 juin la condamnant à 1 F de dommages-intérêts pour procédure abusive contre l'électricité de France (le Monde du 20 juin). L'UFC reprochait à EDF une campagne de publicité dans laquelle il était affirmé que l'électricité d'origine nucléaire était française à 80 %. La trente et unième chambre correctionnelle de Paris avait débouté l'UFC de sa plainte et l'avait condamnée reconventionnellement.

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentrée
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél: 633.81.23/329.03.71/354.45.87

SPECTACLES

Studio Alpha, 5 (16)
18 films, 17 (162-4421)
A. v. c. : Louvain

EN SAVAIT TON
Saint-Michel, 5 (13)
17 films, 16 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

VOIS DANS L'OUVERTURE
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

NAZARETH (H. v.)
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

PLAIS LONG (A. v.)
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

LE NOUVEAU
17 (162-4440)
A. v. c. : Louvain

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 3 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Magazine : Politiques.
de J. Lami et L. Barreau.
M. Pierre Mauroy, premier ministre, répond aux questions des journalistes. A. Fontaine (le Monde), J. Boissinot (l'Expansion), J. Duquesne (le Point) et P.-L. Séguillon (TF1).
21 h 50 Paul Delvaux, carnets de croquis et toiles.
de S. Dykman.
22 h 15 Journal.
22 h 30 Cinéma : le Tambour.
Film franco-allemand de V. Schlöndorff (1979), avec D. Bannett, M. Adorf, A. Winkler, D. Othayaki, A. Ferrel (v.a. sous-titré).
Un enfant, né à Dantzig en 1924, décide, à l'âge de trois ans, de ne plus grandir et traverse tous les événements historiques en témoin railleur, jouant du tambour. Refus de la complicité avec le monde des adultes, mauvaise conscience de l'Allemagne qui accepte le nazisme : le grand roman de Günter Grass, intelligemment adapté en grand film pictural aux accents parfois tragiques.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Asphalte.
Film français de D. Amar (1980), avec C. Laure, J. Yanne, J.-P. Marielle, G. Wilson, P. Ogouz, D. Lohm.
La rue des vacances sur l'autoroute du Sud, un samedi 31 juillet, accidents, congestions, des voitures bloquées dans une file de voitures pour rejoindre son amour (marité) à Montpellier. Film choc, qui donne une vision presque fantastique d'un phénomène de société. Beaucoup de scènes impressionnantes.
22 h 10 Débat : Vivre ou mourir sur la route... un choix de société.
Avec le professeur Claude Gai, MM. Pierre Meyer, député interministériel à la sécurité routière, Jean Minervy, journaliste, M. Guisvaine Jurgens, président de la Ligue contre la violence routière, un grand débat et un débat.

23 h 15 Journal.
23 h 35 Bonsors les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : le Châle étoilé.
Film américain de J. Hough (1978), avec S. Loren, J. Cassavese, B. Davison, G. Kennedy, R. Vaughn, M. Van Sydow.
Adapté de l'Allemagne. Le trésor de guerre des nazis, saisi par les Alliés, est volé au cours de l'attaque d'un convoi américain. Mis en cause par l'URSS, le général Patton charge un officier de retrouver les coupables et l'or. Ce film d'aventures aux péripéties rocambolesques laisse attendre que Patton fut assassiné à cause de cette affaire. Enquête historique ou pas ?
22 h 25 Journal.
22 h 45 La présence réelle.
Emission de Radio Ruz. Prod. INA.
23 h 45 Météo.
23 h 50 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues : le mythe Andropov et le système communiste mondial, avec A. Krieger et L. Yamakakis.
21 h 45 Lectures : Anne Corbin.
21 h 55 Musique : Festival de La Rochelle, le groupe vocal de France, dir. M. Tranchant (œuvres de D. Lovaillant, Brahms et Xenakis).
22 h 30 Nuits musicales.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : « Ramifications » de Ligeti, « le Tondeur de Concorde » de Ravel, « Rhapodie pour clarinette et orchestre en si bémol majeur » de Debussy, « Symphonie en ré mineur » de Franck par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine, sol. G. Daugain, clarinette.
22 h 35 Les soirées de France-Musique : programme musical ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du Music Hall).

Mercredi 4 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

11 h 30 TF 1-Vision plus.
12 h 30 Bonjour, bon appétit.
12 h 30 Coccinelle maison.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : Aux frontières du possible.
14 h 25 Un retour pour demain.
14 h 45 Coccinelle : Tour de France.
15 h 30 Croque-voleuses.
16 h 25 Dessin animé : Beary.
16 h 30 Votre auto a peut-être.
16 h 45 Série : Grand-mères.
De J. Prapet, prod. INA (rediffusion).
17 h 15 Émissions régionales.
18 h 40 Tour de France : (résumé).
18 h 55 Ténis : la soirée nationale.
20 h 30 Ténis de la soirée.
20 h 35 Série : Déesse.
21 h 25 Vidéo flash.
Une courte anecdote sous la forme d'images nouvelles, des petits tableaux vidéo humoristiques. Très coquet !
21 h 35 Documentaire : « Faire Déesse ».
De S. Blum, J. Varda.
Une excursion avec les réalisateurs de Déesse, les contributeurs de ce dernier, les membres du jury et les finalistes à succès. Ce documentaire se déroule sur les lieux du tournage. A voir.
22 h 35 Parafango.
De Ch. Atlas et G. Hervé.
Vidéo dansée avec Karole Armitage, une chorégraphe américaine.
22 h 50 Catherine Gurney.
Lire notre article.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 Andropov.
12 h 30 Journal.
12 h 35 Série : Les enquêteurs associés.
13 h 30 Coccinelle : Tour de France.
14 h 45 Journal.
15 h 35 Série : Les enquêteurs associés.
16 h 25 Sports étonnants.
Tennis : International de Grande-Bretagne, à Wimbledon.
18 h 30 Récit A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h 30 Journal.
20 h 35 Ténis : Pour Elias.
De J. Solon, avec M. Rayer, O. Brumbea, M. Maric.
Le destin tragique d'Elias Schlössinger, que Flaubert aime passionnément, et qui passa une partie de sa vie à l'île d'Ilhéus : un héros des écrivains, des images hautement sophistiquées d'un réalisateur délicat, victime parfois de son talent.
22 h 05 Série : C'est une automobile française.
De tout-à-fait un turbo : l'auto et nous, proposé par J. Bardin, D. Dubarry et F. Maze.
L'aventure de l'automobile, à l'aide de photos, films et dessins des premiers modèles, un peu mystérieux, mais bien addossés. Une série prometteuse.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 03 Jeu littéraire : Mots en tête.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 35 Variétés : Daniel Guichard.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 06 Les jeux.
20 h 35 Rock : US Festival 83.
Ouverture du Festival à San Bernardino en Californie. Les groupes Iron, Dvnyls, Wall of Voodoo, Organo, Raging, English Beat, Flock of Seagulls, Stray Cats, Men at Work, The Clash.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Cinéma : Retour à Marseille.
Film français de R. Alfio (1980), avec R. Vallone, A. Ferrel, J. Morel, G. Rivet, P. Alfio, D. Durand.
Un industriel italien revient, après de longues années, dans sa famille établie à Marseille. Un jeune neveu lui vole sa voiture. Il le recherche, en compagnie d'une femme qui a mauvaise réputation. Description d'une ville transfigurée par l'urbanisme moderne, conflit de générations et histoire d'une amitié entre Raf Vallone et André Ferrel, tous deux excellents. Un film régional de qualité.

23 h 50 Météo.
23 h 55 Prélude à la nuit.
Festival de musique de Menton : Barcarolle opus 60, de F. Chopin, interprétés par J.-Y. Thibaudet, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 30 Rapports sur la France : 1940-1944 : le duel de Gaëlle-Grand.
8 h 30 Les chemins de la connaissance : L'Égypte en quête d'un empire ; à 8 h 33, le miroir brisé.
9 h 50 Récit au hasard.
9 h 55 La méthode des sciences et des techniques : la signification totale : l'analyse des données en sociologie ; le culte moderne des mouvements.
10 h 30 Le livre, ouverture sur la vie : à la manifestation « Loup et chat » de d'Yvetot.
10 h 50 Musique : Festival de La Rochelle (atelier Arditi) (et à 16 h 30 et 20 h 30).
11 h 50 Agence, avec Michel Veyron.
12 h 30 Documentaire : spécial dans.
13 h 30 Instantané, magazine musical.
14 h 30 « Nous les étudiants au vent », de Yves Lebeaune-Fabrice. Avec J. Magre, M. Eyraud, M. Dabry, L. Bourdieu.
15 h 30 En remontant le Saint-Laurent : la poésie québécoise d'aujourd'hui (les barbes rouges).
16 h 10 L'écologie des parents et des adolescents : le temps écrist.
16 h 30 L'Amérique des planètes : « la Pluie », de F. Norcia.
17 h 25 Jazz à l'ancienne.
18 h 30 Perspectives scientifiques : la sociologie de la connaissance (Karl Mannheim).
20 h 30 Les enfants contemporains.
20 h 35 Musique : Festival de La Rochelle (concert du Quatuor Arditi : œuvres de Brizel, Cappelli, Dostoevski, Percey-Hugh, Bartok).
22 h 30 Nuits musicales : mi-temps.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 30 Les nuits de France-Musique.
7 h 10 Actualités des disques : l'actualité américaine des disques.
9 h 5 « Journal USA ». Le monde des musiciens : les voix de l'Amérique, R. Caruso, R. Ponselle, E. Pina, L. Warren, S. Milner, L. Price, M. Horne.
12 h 5 Récit Noël Lee : œuvres de Gottschalk, Dowell, Tveit, Griffes, Copland, Riegels, Len.
14 h 00 Répertoire contemporain : Elliott Carter.
15 h 00 L'après-midi des musiciens : « Conté Basie » : Basie au « Famous Door », Basie à « L'Avantgarde Ballroom », Conté Basie Septet - Stars on parade, Los Angeles, Basie sur la scène, Basie à l'Université, à Stockholm, Montreux.
16 h 05 L'impression (en direct du Harry's Bar).
16 h 00 Out-tout-à-fait un mauvais goût que ça ?
20 h 30 Concert : « Amériques » de Varèse, « Moments in a cat of time » de Kramer, « Romeo et Juliette » de l'Orchestre de Berlin par l'Orchestre symphonique de Cincinnati, dir. M. Gielson.
23 h 10 Les soirées de France-Musique : abrégé très succinct de toute la musique américaine du XVIIIe siècle à nos jours.
2 h 30 Les nuits de France-Musique : les capitales du jazz.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 JUILLET

M. Pierre Mauroy, premier ministre, est l'invité de l'émission « Politiques », à 20 h 35 sur TF 1.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST ACTION HILL
Prie d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Stages intensifs
2 à 3 h par jour durant 1 semaine
734-36-36

COMMUNICATION

GRÈVE A « VAR MATIN »

Vers un regroupement avec « le Provençal » ?

De notre correspondant

Toulon. — Réuni en assemblée générale le lundi 2 juillet, le personnel du quotidien départemental Var-Matin-République a voté (par 251 voix pour, 22 contre et 2 bulletins blancs) une grève de vingt-quatre heures, qui doit empêcher la parution du journal le 4 juillet.

Ce mouvement fait suite aux négociations menées par l'intersyndicale des personnels journalistes, administratifs, techniques (CGT, CFDT, SNJ, CGC) en vue d'obtenir du nouveau PDG de l'entreprise, M. de Barbarin, des garanties quant à l'emploi de l'ensemble du personnel sur le site actuel, sur le maintien à Ollioules du centre de fabrication et d'impression du journal et sur son équipement par un sixième groupe d'impression, comme prévu par M. Jacques Defferre, président PDG durant six mois, après avoir été directeur du quotidien varois, appartenant au groupe marseillais le Provençal depuis vingt-neuf ans.

Pour l'intersyndicale le non-renouvellement le 26 juin, par le conseil d'administration, de M. Jacques Defferre dans ses fonctions doit être considéré comme

un limogeage anticipé de possibles mutations technologiques au sein de l'entreprise, voire un regroupement avec le Provençal, ce qui se traduirait à terme par des licenciements et la perte de l'identité varoise de Var-Matin.

Face à ces inquiétudes, et à l'issue de nombreuses rencontres avec M. de Barbarin, l'intersyndicale n'a pu obtenir qu'une garantie d'emploi de cinq ans, dont trois seulement sur le site d'Ollioules. Elle a appelé en conséquence à une première grève d'avertissement de vingt-quatre heures.

JOSÉ LENZINI

M. Jacques Poncharal vient d'être nommé directeur de la rédaction du Parisien libéré, où il succède à M. Paul Le Gall, qui part à la retraite. M. José Barthelemy, rédacteur en chef de l'édition parisienne, est nommé adjoint au directeur de la rédaction.

À l'âge de quarante-trois ans, Jacques Poncharal entre au Parisien libéré en 1966, comme responsable du service scientifique, puis il est chargé de la rubrique Udo-France. Rédacteur en chef adjoint de l'édition nationale, il devient rédacteur en chef en 1982.

A VOIR

Les nocturnes de l'INA

Ah ! la belle, la créatrice ! Elle nous lèche l'hiver pour revenir dans-dans l'été. Serait-elle tournée au Texas ? L'Institut national de l'audiovisuel (INA) ne pointe son charmant miroir, n'ouvre ses paupières palpitantes d'images que la belle saison venue. Souvenez-vous, l'année dernière, la fameuse nuit « Pleine Lune ». Cette année, l'INA lance ses nocturnes du 4 juillet au 4 septembre, sur TF 1. Menu de caillou pour caillou, après le beau reportage de Dominique Gros, « Camping » (lundi 1er juillet). D'abord, pour mettre le regard en jambes, un minivideo-fish, mise en boîte plus ou moins rigolote du petit écran ; ensuite — c'est la première soirée — une traversée des coulisses magiques de « Déesse ». C'est lancé, la nuit bat son plein d'images. Pas exactement, « Faire Déesse », de Sylvie Blum et José Vardé, s'il nous offre les multiples manières, mieux encore la substantifique moelle, la

recette-miracle du soap opéra américain — interviews des réalisateurs sur les lieux de tournage au Texas — nous le fait découvrir lentement, avec ce petit rien de didactisme qui annule. L'événement, c'est sans conteste « Parafango », de Karole Armitage et Charlie Atlas, pur révélateur, libre parcours de l'imagination chorégraphique dernier cri, somptueusement mis en chambre sonore, dépouillé, cru, beau comme un miroir.

Passé cette respiration transpirante, une Carmen électronique, ironique et fantasmagorique, vous invite au doux sommeil. En attendant d'autres nuits caillonnées, nuits d'amour agitées INA, avec de grands noms encore : Jean Eustache, Chantal Ackerman, ou mieux Bob Wilson.

MARC GIANNESINI

« INA, Nuit d'été », mercredi 4 juillet, à partir de 21 h 15 sur TF 1.

Plus vite, moins cher !
Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !
Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :
SAMBICA • TALBOT HORIZON ou SOLARA
PEUGEOT • TALBOT
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Denis

DANEMARK
vos vacances au Danemark
à partir de 95 F par nuit
avec les chèques-hôtels
et auberges
en 3 formules :
chèques-budget,
chèques-auberges,
DAN-chèques
(petit-déjeuner compris)
CHOUX A JOURNÉE :
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK
142, Champs-Élysées 75008 Paris - tel. 562 1702
et vous aurez tout documenté, sales, tris
Sur vos prochaines vacances au Danemark
NOM _____
ADRESSE _____ (M.)
DANEMARK
- à vous de tout cœur !

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	55,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	26,05
IMMOBILIER	56,00	58,42
AUTOMOBILES	56,00	58,42
AGENDA	56,00	58,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,76
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,88
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional



usine de Bordeaux recherche

DES CADRES INFORMATIENS (DE HAUT NIVEAU):

- Orientés Développement des applications sur grands systèmes.
- Formation Grandes Ecoles (ECP - ENSAM - IIE), option informatique.

DES CADRES CHEFS DE PROJET:

- Gestion de la production et des commandes IMPORT-EXPORT (activité au niveau local et international).
- Ils définissent les besoins des utilisateurs.
- Ils élaborent les spécifications du projet à l'intention du Service Informatique.
- Ils en suivent la réalisation; ils assurent sa mise en place.
- Ils en évaluent les performances.

DES CADRES CHEFS DE PRODUITS:

- Ils définissent la politique d'approvisionnement.
- Ils coordonnent l'ordonnement, le lancement et la planification de la production.
- Ils gèrent les inventaires.
- Ils assurent les relations clients-fournisseurs au niveau européen.
- Formation Grandes Ecoles Commerciales (HEC - ESSEC - ESCP) ou Grandes Ecoles Techniques (ECP - ENSAM) avec formation complémentaire à la gestion souhaitée.
- Bon niveau d'anglais parlé.

Les candidatures sont à adresser à:
Usine IBM France - Service Recrutement
- BP 27 - 33610 Cestas.

MAG

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

Important Groupe de matériaux de construction, leader mondial dans ses spécialités (6 unités de production en France) recherche pour son unité installée en Champagne un GESTIONNAIRE, homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux. Rattaché directement au Directeur de l'Établissement, et en liaison fonctionnelle avec le Directeur du Personnel et des Relations Sociales du Groupe en France, il aura la responsabilité de l'ensemble des services du personnel de l'usine et assurera la liaison permanente avec les partenaires sociaux.

En outre, il contrôlera les services généraux. Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la fonction personnelle, ouvert à l'échange. Le poste est à pourvoir à proximité d'une ville moyenne, très animée, située au cœur d'une région agréable et peu éloignée de Paris.

Votre candidature restera confidentielle. Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, C.V., photo et références) réf. 96551 à CONTEXTE PUBLICE, 30, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Lyon

développer notre informatique (HP 3000) au siège et dans les filiales (1000 p.)

- notre activité est industrielle et nos applications concernent aujourd'hui la gestion comptable, commerciale et de chantiers.
- demain, nous développerons la C.A.O. et d'autres applications seront à informatiser, le réseau à développer (20 écrans actuellement).
- maintenance, assistance aux utilisateurs, amélioration des programmes constituent la base de votre travail.
- il est impératif de pratiquer sur HP 3000, votre adaptation n'en sera que plus rapide.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 695-15 à notre Conseil :

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais,
69431 LYON Cedex 03
(confidentialité, réponse assurée)

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Fabrication Paris

Nous avons 130 ans d'existence et d'expérience; une notoriété mondiale en microélectronique/bioprogramme de luxe. Nous créons de nouvelles gammes à base de matériaux composites et de haute technologie qui seront assemblées dans une usine à créer en région parisienne nord, nord-ouest.

Nous recherchons le collaborateur capable de dialoguer avec l'Institut chargé de la mise au point conceptuelle et industrielle du produit, de penser méthodes pour l'étude de mise en place de l'unité de production; d'assurer l'installation puis la conduite.

Nous le voyons âgé de 40 ans environ, muni d'un solide bagage technique et de gestion, ayant eu à résoudre des problèmes d'assemblage et de finition de haute qualité. Homme d'études, de conception, de gestion de fabrication, il saura dialoguer, convaincre. Son caractère naturel et son professionnalisme lui permettront de mener à bien cette nouvelle production dans laquelle nous investissons prioritairement.

Ce challenge ne peut intéresser qu'un homme hautement motivé et préparé à la fonction.

Votre candidature sous référence 84717 M sera reçue par notre Conseil Michel BARREY qui après examen vous documentera avant de vous rencontrer.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS
Tél : 285.15.53
APCOREM 1987



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités

DIRECTEUR HF

Pour la délégation ILE DE FRANCE

Le candidat doit avoir :

- une formation de niveau supérieur (Grandes Ecoles)
- une expérience réussie d'un responsable si possible, banque / commercial dans l'optique du développement
- une vocation d'entreprendre.

Le candidat doit être :

- rompu aux relations
- un homme de culture
- un animateur - un organisateur
- un patron.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo
GROUPE CRI
Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle - 92813 PUTEAUX CEDEX

Directeur des services comptables

300 000+

L'Ouest, une ville universitaire. L'agro-alimentaire, une affaire familiale, 3 M M de CA.

Développement, diversification, progression, oui bien sûr mais aussi ce que cela suppose de remise en cause, de formation des hommes, de renouvellement des procédures.

C'est là votre mission prioritaire : organiser dans l'entreprise une comptabilité (générale, analytique, budgétaire, trésorerie), moderne et adaptée aux projets d'expansion. Nous avons un plan, des idées, à vous de les discuter, affiner, mettre en place. Nous avons une informatique efficace et appliquée (150 terminaux), à vous d'être un demandeur exigeant et précis. Nous avons des hommes de qualité incontestable (55 personnes dans votre service), à vous de maintenir un haut niveau de compétence, de promouvoir leurs services, de les rendre fiers d'eux-mêmes.

Vous avez compris : c'est un dirigeant que nous cherchons.

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce et êtes intéressé par l'économie de l'entreprise. Dans votre spécialisation, vous êtes un pro (expert, DECS...). Vous préférez plutôt les situations qui demandent de l'effort et vous savez demander aux autres.

Nous avons hâte de vous connaître (Juillet sans problème) pour fixer une date de collaboration très proche.

Merci de nous écrire sous référence SC 760M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE DANS LE SECTEUR PUBLIC SEMI ET PARA-PUBLIC DU BATIMENT recherche pour accroître son expansion

UN DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU DÉVELOPPEMENT

Le candidat devra être parfaitement introduit dans ces secteurs d'activités et y avoir fait preuve de réussite.

- Siège social : Paris.
- Actions : territoire national.
- Rémunération : 420.000 F. +.

Envoyer curriculum vitae et photo à REGIE-PRESSE sous réf. 66.718 M, 7, rue Montigny, 75007 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Ville de Puteaux (Seine-Saint-Denis), recrutée pour son Ecole municipale de musique agréée :

UN DIRECTEUR

Conditions à remplir : Carte professionnelle de direction et expérience de l'enseignement musical souhaitée. Les candidatures sont à adresser avec curriculum vitae et diplômes à Monsieur le Maire de Puteaux (91128), avant le 10 juillet 1984.

ASSOCIATION CENTRE ET SPORTS JEAN-VILAR ANGERS

1.500 adhérents, 7 permanents, 30 vacataires, activités multiples, salles de spectacle et cinéma.

DIRECTEUR

pour prendre en charge la responsabilité, animation et gestion de l'équipement. Expérience exigée. Dossier candidature à retourner au cabinet avant le 15 juillet 1984, C.S.C.S. Jean-Vilar, place Jean-Vilar, 49000 ANGERS.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

555-91-82

SFENA

Etablissement industriel d'équipements aéronautiques de Châtelleraut (Vienne) recherche POUR SON DEPARTEMENT ETUDES

un ingénieur grande école

chargé, au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs :

- de l'étude,
- du développement et de la mise au point de capteurs inertiels de très haute précision.

Merci d'envoyer lettre + CV + références au Service du Personnel S.F.E.N.A. - BP 128 40, rue de la Brelandière 86101 CHATELLERAUT Cedex

analyste financier

S.D.R.

ROUEN

La Société de Développement Régional très liée à la vie des entreprises régionales, compte son équipe.

Il aura un rôle de conseil près des P.M. et des Grands Entreprises, selon le processus suivant :

- étude préliminaire approfondie, financière, technique, économique, gestion, prévision des investissements et choix des financements.
- construction d'un dossier proposant un montage financier pour la réalisation de ces investissements.

Une formation Grande Ecole et une expérience d'une dizaine d'années en milieu bancaire ou financier l'auront familiarisé avec ce type d'analyses, et de contacts à haut niveau. Une réussite confirmée pourra lui permettre de s'inscrire dans la ligne hiérarchique de la Société.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite; C.V. détaillé, photo sous la référence 444-92 Recherche / Conseil / Cadres 6, AV. DU COQ - 75005 PARIS

مركز التوظيف

REPRODUCTION INTERDITE

emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Centre d'Etude et de Fabrication EUROTECHNIQUE.

Situés près d'AIJ-EN-PROVENCE, nous sommes le premier fabricant européen de mémoires MOS EPROM et nous préparons l'avenir à l'échelle mondiale. Le développement de nos gammes de produits MOS VLSI nous fait doubler nos effectifs en trois ans.

Si vous êtes compétent et créatif, venez nous rejoindre !

INGENIEUR PRODUIT RAM

Ingenieur électronicien, vous avez une première expérience d'utilisation de composants, ou une formation en micro-électronique. Votre mission : la caractérisation électrique de mémoires RAM dynamiques, la définition des tests, l'amélioration des rendements, la coordination de l'activité des services (procédés, assemblage, qualité, fiabilité) et les contacts techniques avec les clients. Ce poste exige la pratique de l'anglais technique.

INGENIEURS MARKETING PRODUIT

Ingenieur ELECTRONICIEN ou équivalent, vous avez une expérience d'utilisation de mémoires, microprocesseurs ou circuits intégrés pour les télécommunications, plus éventuellement une formation du type IAE ou MBA, et vous aimez les contacts au niveau international. Votre mission : identifier et développer les marchés, contrôler votre gamme de produits, définir votre politique de prix, déterminer les supports techniques et publicitaires. Ces postes impliquent de fréquents déplacements en France et à l'étranger et exigent une pratique parfaite de l'anglais.

INGENIEUR DE TEST MEMOIRES

Ingenieur électronicien ayant de bonnes bases de programmation (langage évolué), vous avez une expérience solide (2 à 3 ans) dans l'utilisation des mémoires : RAM, EPROM, plus éventuellement une connaissance du test de ces produits. Votre mission : concevoir des outils fiables de tests des mémoires (logiciel et matériel), assurer de façon rigoureuse leur développement et leur réalisation avec l'aide de deux techniciens confirmés. Le poste implique la connaissance de l'anglais.

INGENIEUR PLANNING

Ingenieur électronicien, vous avez acquis une compétence en gestion par formation ou par expérience et vous avez déjà eu un poste riche en contacts en milieu industriel. Votre mission : pour une ligne de produits, préparer le plan de production et en suivre la réalisation de manière à optimiser le résultat, assurer la cohérence de l'activité des différents services et gérer personnellement la sous-traitance. Vous ferez quelques voyages en Extrême-Orient et travaillerez souvent en anglais.

INGENIEUR D'ACHAT D'EQUIPEMENTS

Jeune Ingenieur (ou équivalent) en électromécanique de préférence, vous parlez couramment l'anglais et vous avez une expérience d'achat d'équipements. Votre mission : négocier d'importants achats (machines, pièces détachées) et coordonner les relations entre les services techniques et les fournisseurs.

INGENIEURS DE PRODUCTION INGENIEURS DE MAINTENANCE INGENIEURS PROCESS TECHNICIENS SUPERIEURS et AGENTS DE MAITRISE

pour les mêmes services.

Prière d'adresser votre candidature sous la référence M / 407 à
Emmanuel CHARPIN - EUROTECHNIQUE
BP 2 - ZI - 13790 ROUSSET



Kodak Chalon-sur-Saône

Pour servir ses marchés internationaux, Kodak-Pathé procède à des investissements majeurs sur les 230 hectares de son site de Chalon-sur-Saône où plus de 2300 personnes sont employées actuellement :

- extension de l'unité de production,
- extension du centre de distribution,
- création d'un nouveau centre de recherches et de technologies de pointe.

Ce programme implique un renforcement des équipes informatiques de l'entreprise

- dans la perspective d'un développement continu :
- installation à Chalon-sur-Saône des services d'études ;
- création d'un centre de traitement, qui s'intègre dans un réseau déjà existant.

Des opportunités de carrières très évolutives en milieu international s'ouvrent dans ce cadre pour :

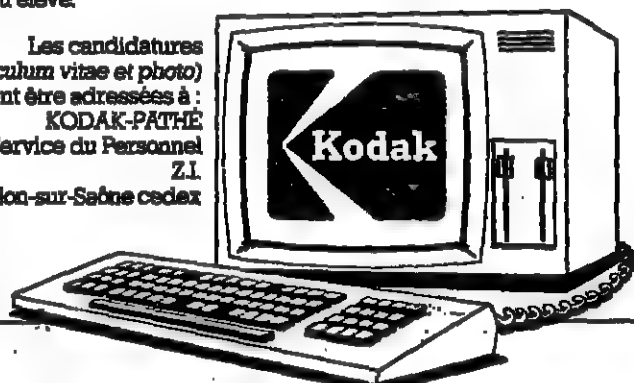
DES INGENIEURS INFORMATIQUE ET ORGANISATION

cherchant à exprimer leur fort potentiel dans des domaines d'application industrielle où ils disposeront de quelques années d'expérience :

- gestion industrielle sur gros systèmes IBM (CICS-DLI-PLI),
- gestion d'atelier sur mini VAX et/ou PDP,
- génie industriel.

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs et formés à la gestion, parlant l'anglais, ils trouveront dans le contexte de Chalon-sur-Saône des possibilités de faire rapidement évoluer leurs responsabilités à un niveau élevé.

Les candidatures (curriculum vitae et photo) doivent être adressées à :
KODAK-PATHE
Service du Personnel
ZI
71102 Chalon-sur-Saône cedex



DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

cherchant leur développement de carrière dans des équipes en pleine expansion. Titulaires d'un DUT ou équivalent et disposant de 3 à 6 ans d'expérience, de préférence parlant l'anglais, ils travailleront sur :

- DEC-VAX-VMS et PDP-RSX
- langages Fortran et Pascal,
- IBM OS-MVS, CICS-DLI
- langage PLI.

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES MANUFACTURE NATIONALE D'ARMES DE SAINT-ETIENNE

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SON POTENTIEL

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS (ENSERG, ENSEEHT ou EQUIVALENT)

1. CHARGÉ D'ETUDES D'ASSERVISSEMENTS ELECTRONIQUES DE MECANISMES D'ORIENTATION (ELECTRONIQUE ANALOGIQUE ET NUMERIQUE).
1. CHARGÉ D'ASSURER L'ENCADREMENT DU CONTRÔLE ET DÉFINIR LES MÉTHODES DE CONTRÔLE DE SYSTÈMES MÉCANIQUES ASSERVIS DE GRANDE INERTIE.

Une expérience de tests automatiques en électronique serait appréciée.

UN INGENIEUR MECANICIEN : MECANIQUE FINE (ENSM DE BESANCON, INSA MECANIQUE ou EQUIVALENT)

Appelé à piloter le développement de fabrications mécaniques d'appareils de précision (opto-mécanique) sera également chargé de développer des méthodes de préparation mécanique automatisée en bureau de fabrication.

UN INGENIEUR INFORMATICIEN (INSA INFORMATIQUE, MIAGE ou EQUIVALENT)

- Responsable de la méthodologie et de l'administration des données d'un centre de traitement de l'information.
- Connaissances souhaitées : MERISE - PAC - GCOS 64 - TDS - TOTAL.
- Matériel utilisé : BULL DPS 7/65.
- Matériel : DPS 7/60.

Ce poste peut évoluer vers les fonctions de chef de service des études informatiques.

Adresser C.V. détaillé avec photo récente et présentations à :
MANUFACTURE NATIONALE D'ARMES DE SAINT-ETIENNE - Division Relations Humaines
3, rue Javelin-Pagnot - B.P. 505 - 42007 SAINT-ETIENNE CEDEX

FAITES ÉQUIPE AVEC SOREP !

Dans le cadre de son expansion en France et aux États-Unis, SOREP recherche un ingénieur technico-commercial pour vendre des circuits intégrés à la demande.

Profil : de formation ingénieur, le candidat aura :

- quelques années d'expérience ;
- le goût de la négociation commerciale ;
- les connaissances techniques qui lui permettront de défendre les solutions SOREP.

La rémunération tiendra compte de l'expérience.

Envoyer C.V. + photo à :
SOREP, ZI Bellevue, 35220 CHATEAUBOURG
Discretion absolue assurée.



INGENIEUR DIPLOME

Pour recrutement sur titre d'un professeur technique adjoint de tige, déformation, plastique, soudage, enseignement théorique et pratique.

Salaire de fonctionnement de 110 à 130.000 F. par an selon ancienneté.

C.V. et numéro de téléphone à :
S.N.S.A.M. B.P. 36.28.
48035 Angers Cedex.

Pour la région Rhône-Alpes, le service social d'aide aux enseignants recherche :

UN (E) ADJOINT (E) au poste de DÉLÈGÉ RÉGIONAL

Diplômé d'Etat d'assistant (a) social (a) et 10 ans min. d'exp. pratique exigée.
Lettre de travail : LYON
Env. C.V. à : direction S.N.S.A.M., 72, rue Regnaud, 75013 Paris.

Importante Banque - Région PICARDIE recherche pour son département Entreprises

un jeune attaché commercial

possédant une solide formation de gestion type Ecole Supérieure de Commerce.

Il assurera une mission d'information et de conseil auprès des PME.

Envoyer lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. 9240, à
VALENS CONSEIL, BP 359,
75066 PARIS Cedex 02.

INGENIEUR SYSTEME

REGION LYONNAISE

Une société de service informatique, filiale d'un groupe nationalisé, recherche pour un centre-pilote DSA, son Ingénieur Système.

De formation supérieure ou équivalente, vous justifiez d'une expérience SYSTÈME de quelques années, si possible dans un contexte réseau. La connaissance du DPS 7 et de GCOS 64 serait appréciée.

Votre mission : Prendre en charge la constitution d'un réseau reliant plusieurs centres informatiques équipés de matériel DPS 7.

Ce poste est basé dans une ville proche de LYON.

Merci d'écrire sous réf. 1415/L à Bertrand Bissuel
Information téléphonique sur nos opportunités de carrière 24 h/24 au (1) 742.86.50.



19 rue du 24, 42002 Lyon Tel. (7) 857-64-05 - PARIS-MARSEILLE-NÎME-TOULOUSE-PAU



emplois régionaux - emplois régionaux - emplois régionaux - emplois régionaux

DE RÉELLES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES POUR DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Dans le cadre de son expansion, le Groupe SLIGOS recherche des Ingénieurs Commerciaux confirmés pour LYON et région lyonnaise.

Leur mission :
elle consiste à commercialiser les activités informatiques de SLIGOS, progiciels, micro-ordinateurs, services auprès des cabinets comptables et des entreprises.

Leur profil :
ambitieux, dynamiques, ayant la volonté de convaincre, une expérience commerciale de 2 ans de la vente aux entreprises ou aux cabinets comptables.

Nous proposons :
• une formation complémentaire à nos progiciels, matériels et services,
• un salaire élevé en fonction,
• des possibilités réelles d'évolution de carrière.

Lieu de travail : LYON et région lyonnaise.

Si ces perspectives vous motivent, envoyer en toute confidentialité votre dossier de candidature détaillé à la Direction de Région - R.M. VIAL-DURAND - SLIGOS - 51, rue Montgolfier - 69006 LYON.



emplois internationaux - emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

SCHLUMBERGER Wireline

Unité AFRIQUE

Dans le domaine de la recherche pétrolière SCHLUMBERGER Wireline est le leader mondial de l'acquisition et du traitement des données géophysiques.

Sur le terrain, en AFRIQUE, pour compléter nos équipes pluridisciplinaires (Electroniciens, Electroniciens, Mécaniciens), nous recherchons des

techniciens en électronique

BTS ou DUT

Votre formation supérieure en électronique est complétée par quelques années d'expérience en électronique digitale et en télécommunications. De bonnes connaissances en maintenance des matériels DEC PDP 1134, IBM PC et IBM S23, seront appréciées.

Vous serez sur notre base le seul responsable électronique de l'entretien et de la réparation de nos sondes, capteurs et matériels informatiques.

Votre maîtrise de la langue anglaise orale et écrite vous permettra de dialoguer avec nos ingénieurs et techniciens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à S. LAVAL - Services Techniques SCHLUMBERGER 50, rue de Monceau - 75008 Paris.

Schlumberger

ARABIE SAOUDITE
JEUNE
TECHNICO-COMMERCIAL
PRODUITS
SECOND ŒUVRE
Niveau DUT Bâtiment
Anglophone

Une importante industrie française (matériaux d'équipement) et son agent saoudien recherchent ce jeune technicien du bâtiment, expérimenté, ayant une première expérience des pays du Golfe comme technicien de chantier. Anglaise efficace indispensable.

Rémunération élevée, Primes, logement assuré, voiture de service.

Ad. CV et photo à :
SELETEC Conseil
67008 STRASBOURG Cedex

DECON

Bureau d'Ingénieurs-Conseils allemands dans le domaine de l'énergie électrique, assistant des sociétés d'électricité et d'autres institutions, en particulier dans les pays en voie de développement, recherche pour une mission d'assistance technique de longue durée dans un pays d'expression française dans la région des Antilles :

INGENIEUR SPÉCIALISTE EXPLOITATION MOTEURS DIESEL
POUR UN POSTE DE RESPONSABLE SERVICE ENTRETIEN : SONT REQUIS MINIMUM CINQ ANNÉES D'EXPÉRIENCE DANS LES MOTEURS DIESEL 6-10 MW A CARBURANT BUNKER C ET TROIS ANS A UN POSTE DE DIRECTION DANS L'ENTRETIEN CENTRALES TERRESTRES OU MARINES.

INGENIEURS OU TECHNICIENS DIESEL
COMME INSTRUCTEURS D'ENTRETIEN (CONTREMAÎTRES) : SONT REQUIS MINIMUM CINQ ANNÉES D'EXPÉRIENCE DANS LES MOTEURS DIESEL 6-10 MW A CARBURANT BUNKER C ET TROIS ANS A UN POSTE SUPÉRIEUR IMPLIQUANT ENTRETIEN CENTRALES TERRESTRES OU MARINES.

En plus du français courant indispensable, la connaissance de l'allemand et/ou l'anglais est souhaitée.

Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre C.V. et photo à :
DECON DEUTSCHE ENERGIE-CONSULT
INGENIEURGESSELLSCHAFT MBH
HINDENBURGRING 18
D-6380 BAD HOMBURG V.D.H.
Tél. : (6172) 36631 - Télex : 415178 DECON D.

TERRE DES HOMMES

Recherche de médecins et infirmières à l'échelle mondiale, sans préoccupation d'ordre politique, racial, ou confessionnel.

RECHERCHE MEDECIN - RESPONSABLE - NOUVEAU PROGRAMME A NOUAKCHOTT - MAURITANIE

Définition de poste : Ce programme santé publique pour population africaine du 9^e arr. de NOUAKCHOTT.

Anticiper équipe infirmières expérimentées et multilingues.

Préférence sera donnée à candidats de nationalité française et/ou de pays du tiers-monde.

Conditions :
Contrat de deux ans renouvelable.
Disponibilité septembre 1984.

Les candidats devront faire preuve de motivation réelle pour travail humanitaire en équipe dans organisation non gouvernementale.

Faire offre manuscrite à :
TERRE DES HOMMES
Meyers, 49
1000, LUXEMBOURG
SUISSE.

English-French TRANSLATOR for Research Institute, 18th English mother tongue ONLY. Previous experience of translating, if possible natural sciences/technology.

Good typing essential.

Wide reading, curiosity and good written English more important than diploma.

Full-time, permanent job, flexible hours, career.

C.V. to I.R.H.O., 11, Avenue Péreire, 75116 PARIS.

Bureau d'études spécialisé recherche UN INGENIEUR

CIRCULATION ET TRANSPORTS

Pour mission un an minimum en Afrique noire francophone. Expérience 5 à 10 ans indispensable dans le domaine des transports, des infrastructures et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitements informatiques, économie des transports, etc.

Responsabilité d'une équipe. Avantages liés à l'expatriation.

Envoyer CV en précisant dernière rémunération annuelle sous n° 18-74 au Cabinet BOUCHE, 18, rue Thiers, 13100, AIX-EN-PROVENCE qui transmettra.

deux managers créatifs pour une fonction personnel différente

UNISABI, premier fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, recherche deux managers créatifs pour son Département du Personnel.

Pour UNISABI, le premier capital de l'entreprise, ce sont les hommes et les femmes qui y travaillent. Ils sont 1 000 (dont 250 cadres) ; ils ont en moyenne 34 ans.

Une fonction personnel différente : chez UNISABI, chaque département (Production, Finances, Marketing, etc.), est responsable de son équipe ; les managers du Département du Personnel remplissent auprès d'eux une mission de conseil et d'assistance en mettant à leur disposition des méthodes et des outils performants pour recruter, former, promouvoir et développer les hommes et les structures. Ils leur appartiennent aussi de veiller à ce que l'entreprise prenne en considération les aspects humains de chacune de ses décisions. Les managers du Département du Personnel sont les garants de la qualité des relations humaines et du respect de l'équité dans l'entreprise.

Cette "différence" est l'expression de la politique d'Unisabi. Elle se traduit par une communication directe et facile. Elle privilégie la force de conviction plutôt que l'exercice de l'autorité. Elle encourage l'initiative, l'innovation et rompt la force de l'habitude. Elle suscite le goût du partage des connaissances et du travail en équipe.

Voilà le contexte dans lequel travailleront les deux managers - hommes ou femmes - que nous recherchons. Ils seront autonomes et responsables, devront faire la preuve de leur efficacité et savoir écouter et convaincre.

De formation supérieure et avec une première expérience en entreprise, ils devront maîtriser parfaitement l'anglais. Ils seront prêts, après cette première étape, à aborder éventuellement d'autres fonctions dans d'autres lieux. Ces deux postes sont à pourvoir dans l'environnement agréable de la vallée de la Loire, près d'Orléans, à une heure et demie de Paris. Le salaire ne sera pas inférieur à 180 000 francs et sera adapté à la valeur des candidats.

Unisabi, société française du groupe Meis Inc., ce sont trois usines, plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance annuelle soutenue (+ 20 %), des marques performantes : Pal, Frolic, Canigou, Loyal, Whiskas, Brekkies, Kitekat et Ronron.

Ecrivez-nous : (C.V. et photo) Département du Personnel (P.S.) UNISABI B.P. 7 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL



Unisabi : une communication directe et facile, le goût du partage des connaissances et du travail en équipe.



SKF
premier producteur mondial de roulements recherche un

RESPONSABLE PLANNING PRODUCTION

(4/F, 30 ans minimum) ; expérience (3 ans minimum) de planification/logistique industrielle.

Anglais indispensable, formation Ingénieur Grande Ecole. La préférence sera donnée à un candidat ayant l'expérience d'un projet d'information de gestion.

Poste à pourvoir à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, près de TOURS.

Adresser CV, photo et prétentions à : SKF, Ressources Humaines 1, av. Newton - 92142 CLAMART.

Traie important récapitulatif sur le site C&E d'Azur

- CHIEF MOTESSEUR
- REPR. FORM. T.O. pour program. prod. région et commerciale, marchés Europe.
- REPR. COMMERCIAL B.I. très bonnes connaissances techniques, incant. + congrés.
- REL. PUBL. + PRESSE B.I. bonne exp.

Ecrire avec CV + photo + prétentions. Tr. sér. et exp. exigées.

Les candidatures seront à adresser au journal et, ensuite, envoyées sous pli fermé confidentiel à :
M. Victor LEVY-PERRAULT
Directeur général du tourisme
Espace président
G. Pompidou, 06000 CANNES.

JOURNAL DE PROVENCE recherche
1 JOURNALISTE + 1 SECURITE DE PRESSE
Env. C.V. et photo à : 177101, INTER REGION, 116, bis, CHANIER-SYVRES, 75008 PARIS, qui transmettra.

URGENT LABORATOIRE ORLEANS (45)

pour expériences spéciales

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Libre immédiatement pour étude et réalisation de systèmes analogiques et numériques. Préférence accordée à candidats connaissant le français.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Filiale d'un puissant groupe papeter, nous occupons une position dominante dans la production de carton plat. Nos caractéristiques : un CA de 300 millions de Francs (40 % à l'export), 440 personnes, une usine figurant parmi les 5 premiers sites industriels européens de sa spécialité. Nous nous restructurons et nous créons le poste de

directeur financier et comptable

280.000F+

Rattaché à la Direction Générale, et membre du Comité de Direction, il anime un service en charge de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et de la trésorerie. Ce poste, à tenir dans une optique de réorganisation et de mise en place d'outils de gestion performants s'adresse à un professionnel de la fonction, minimum 35 ans, familiarisé avec le monde industriel et possédant de solides compétences en comptabilité générale et analytique. Une formation supérieure comptable (DECS minimum) accompagnée d'une autre formation type école de commerce ou d'ingénieur serait bien adaptée aux exigences de la fonction. Localisation du poste : Pas de Calais, près de Saint-Omer. Possibilité de logement de fonction. Merci de vous mettre rapidement en contact avec notre Conseil H & B, 66 avenue Victor Hugo - 75116 PARIS - sous la référence 142 D - Téléphone : 501.67.93

OFFRES D'EMPLOI

ORGANISATION

emplois

L'ATELIER DE ROANNE

ingénieur

Responsable Etudes Industrielles

responsable bureau d'études CENTRALE - SUP. DE

320 000 F

URGENT LABORATOIRE ORLEANS (45)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

RECHERCHES

مكتبة النخيل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISATEUR confirmé HF

Un Groupe Bancaire en expansion, recherche pour son département Organisation et Informatique un

Il sera chargé des études et de la mise en place des procédures dans le cadre d'une opération de décentralisation des crédits.

Le candidat recherché a une formation supérieure de gestion (Maîtrise de l'Ecole de Gestion) et une première expérience de 4/5 ans en environnement bancaire de préférence.

Une culture informatique est souhaitée.

De bonnes qualités de contacts et des aptitudes pédagogiques sont indispensables.

Des évolutions de carrière seront possibles dans les différentes unités du Groupe.

Adresser C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel, sous référence MO 47 à :

EGS CARRIERES

15, rue de la Chapelle - 75010 PARIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

Etudes et Productions Schlumberger conçoit, développe et produit des matériels de recherche pétrolière dans les sondages. Le groupe de développement de logiciels sismiques d'Etudes et Productions Schlumberger recherche un

SISMICIEN DE HAUT NIVEAU

Géophysicien de formation supérieure (Grande Ecole, doctorat, PhD), vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la conception et la mise au point de logiciels de traitement de données sismiques.

Au sein d'une équipe spécialisée dans le traitement des mesures en sismique de puits et des diagrapies vous metrez à profit votre expérience en sismique de surface pour introduire des méthodes nouvelles d'interprétation simultanée de l'ensemble des données acquises sur site pétrolier.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo au Service du Personnel, Etudes et Productions Schlumberger 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

emplois régionaux

LE ATTELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement Industriel de 3200 personnes dépendant du Ministère de la Défense recherche :

un ingénieur mécanicien h/f

CHARGÉ D'INDUSTRIALISATION au Bureau de Fabrication

MISSION : Animer et co-ordonner pour les programmes de matériels nouveaux, les services assurant le passage progressif du développement à la fabrication (études, moyens, méthodes, gammes, outillages, qualité, contrôle, etc.).

FORMATION : Diplôme d'ingénieur en mécanique technique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à :
ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
B.P. 504 - 42328 ROANNE.

Responsable Etudes Informatiques

Vous avez atteint dans le domaine des études informatiques un professionnalisme certain qui, allié à une formation supérieure (Bac + 4) vous prépare à prendre des responsabilités plus larges dans quelques années.

Réaliste, vous pensez que votre jeune expérience de Chef de Projet (1 ou 2 ans) est encore trop juste pour devenir Chef de Service Etudes aujourd'hui mais ambitieux et dynamique, vous voulez, à l'avenir, saisir l'opportunité motivante qui vous conduira à cet objectif.

DIEPAL - 1 Md de CA, 1250 personnes, 4 usines, des produits leaders sur leur marché : Biédine, Biédine, Cnacomes, Gaylord Hansen... - vous offre cette opportunité.

Vous serez au sein de la Direction Informatique chargée d'assurer la cohérence du système d'information de gestion de la société.

Vous serez responsable des études techniques et économiques des projets informatiques et biomécaniques.

Vous animerez vous-même, avec une équipe qui vous sera rattachée pour l'occasion, la mise en place des projets importants.

Enfin, vous serez un acteur essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan informatique.

Votre évolution à moyen terme pourra se faire suivant vos résultats tant à l'intérieur de la société que dans le Groupe BSN.

Le poste est basé à Villefranche-sur-Saône (69).

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 74 M, au précédent responsable actuel à : BSN - Service Recrutement Central - 2, rue de Tolbiac - 75013 Paris Cedex 13.

responsable bureau d'études CENTRALE - SUP. ELEC - A et M

220.000 +

Une importante Société fabricant des matériels de laboratoire, filiale d'un groupe français de dimension internationale souhaite intégrer un Cadre de valeur pour lui confier la responsabilité et le développement de son Bureau d'Etudes implanté à 150 km au Sud de Paris.

Il organisera les structures pour faire face à l'évolution technique et commerciale. A partir d'un cahier des charges marketing, il assurera la mise au point ou l'amélioration d'appareils scientifiques. Il suivra les projets dans les phases d'investigation, de qualification jusqu'au passage en production.

Ce poste peut convenir à un ingénieur (30 ans maximum) à fort potentiel, ayant de bonnes connaissances en électronique, asservissement, métrologie et mécanique.

Anglais indispensable - allemand souhaité.

Le poste sera confié à un candidat créatif, capable par son organisation, sa rigueur, son sens de l'équipe, de faire aboutir rapidement les projets.

L'importance du Groupe permet à un candidat une évolution de carrière vers des postes de responsabilité opérationnelle ou fonctionnelle.

Adresser au Cabinet R.C.G. lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération actuelle, photo en précisant la réf. 448-M. Eant donné l'urgence indiquer l'adresse éventuelle de vacances.

REI Recherche / Conseil / Cadres
6, AV. DU COQ - 75009 PARIS

CSNER

Soyez bien !

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations.

Psychologues

Vous possédez une formation universitaire (psycho clinique, sociale ou industrielle) et plusieurs années de pratique du recrutement vécues en entreprise ou en cabinet.

Nous sommes aujourd'hui 1600 personnes en France. Notre croissance en effectif est de 30% par an et le recrutement est une priorité stratégique pour notre développement.

Soyez bien, prenez contact avec Nicolas GROS - Département des Ressources Humaines - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux BP 136 91004 EVRY Cedex sous Réf. M 106

N° 2 mondial de l'informatique

digital

IMPORTANTE SOCIETE LEADER SUR SON MARCHE recherche URGENT

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR IBM 38

Sous l'autorité du Chef du Service Informatique, vous participerez à la mise en œuvre de notre plan informatique qui prévoit dans une deuxième phase la décentralisation de nos Agences et de nos Filiales.

Informaticien de gestion, vous possédez outre, une expérience minimum de 3 ans, la maîtrise parfaite de l'IBM 38 et du GAP III et le sens du service indispensable pour réussir dans ce poste au sein d'une Société à taille humaine.

Le lieu de travail est situé au Siège Social - PARIS 15.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions, date de disponibilité) sous référence 3240/JT à : A.M.P. 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS (qui transmettra).

PÉTROCONSULT E.T.T. recherche INGÉNIEURS AUTOMATICIENS

2 à 3 ans d'expérience en AUTOMATISMES et RÉGULATION INDUSTRIELLE. Bonnes connaissances en programmation mini et micro informatique, langage FORTRAN et ASSEMBLEUR.

Adresser C.V. et prétentions à PÉTROCONSULT, 25, rue Jean-Claude, 75116 PARIS.

ANNONCES DE RECRUTEMENT

assistante CHEF DE PUBLICITÉ

PARIS CENTRE

Agence de publicité spécialisée dans les annonces de recrutement souhaite rencontrer une assistante confirmée pour lui confier la gestion de clients.

Discretion assurée. Envoyer votre dossier de candidature sous référence 215 à L. REVEAUX 27 bis, rue Vauvenargues 75018 Paris

Grande entreprise recherche

UN COMPTABLE HOMME OU FEMME

DECS comptable + DECS juridique ou BTS comptable + DECS juridique

Adresser C.V. et photo à : CHARBONNAGES DE FRANCE (M. SOUBEYRAND) 9, avenue Percier, 75008 PARIS.

BANQUE PRIVEE FILIALE D'UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE 75008 PARIS

Recherche

UN SPECIALISTE CREDITS DOCUMENTAIRES H/F CLASSE III ou IV

POUR SECONDER LE CHEF DE SERVICE

- 5 ans expérience.
- Bonnes connaissances des crédits documentaires et de la réglementation des charges.
- Anglais indispensable.

Poste à pourvoir immédiatement

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo récente et rémunération actuelle à n° 6889 PUBLIFOP 29 Rue Blaise 75009 PARIS qui transmettra

PME leader dans son domaine (secteur transactionnel) recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Expér. temps réel souhaitée programmation assembleur

2 30. Paris...

Emploi stable avec responsabilité dans petite équipe chargée de développement. Tél. M. Bertrand (1) 883-64-45.

Vous avez le DECS complet une bonne formation générale et 2/3 ans d'expérience vous souhaitez participer à des réalisations de haut niveau nous recherchons

2 ASSISTANTS

CONFIRMES NIVEAU IV

Situation dans cabinet dynamique de révision et de contrôle agent bureaux en province et en USA.

Rémunération intéressante et avantages.

Envoyer C.V. et photo à : SERICO 65, rue de Valenciennes, 75116 PARIS.

Association de Jeunes

recherche pour septembre 1984

COMPTABLE-GESTIONNAIRE

Bonnes connaissances de la comptabilité (niveau BTS) et de la vie associative.

Capacité à travailler en équipe.

Envoyer C.V. et prétentions avant le 15 juillet 1984 à STAL 27, rue de Châteaudun - 75010 PARIS.

HOPITAL PARIS-14^e recherche

CHEF COMPTABLE

Niveau B.T.S., débiteur ou exp. 2 à 3 ans

Bon niveau informatique

Adresser C.V.

HOPITAL LEOPOLD-BELLAN 7, rue de Toul - 75014 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géo-physiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nous désirons développer notre section «Manufacturing engineering» et recherches des

Ingénieurs de Projets Grandes Ecoles

(Supélec, ENST, INPG...) option électronique

Ils suivent techniquement les prototypes depuis leur conception jusqu'à leur réalisation. Ils s'assurent donc préalablement de leur «fabricabilité», participent à la préparation des dossiers d'exécution qu'ils feront le cas échéant évoluer afin de satisfaire les impératifs de qualité et de coût. Ces études font appel aux moyens les plus modernes de CFAO.

Plusieurs postes sont à pourvoir. Certains conviendront à des débutants, d'autres à des ingénieurs plus confirmés (1 à 3 ans d'expérience). Tous exigent une pratique courante de l'anglais et ouvrent des perspectives d'évolution dans les services d'études et productions au sein de EPS ou du groupe Schlumberger en France et à l'étranger.

Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé et d'une photographie est à adresser sous référence 307 M à Etudes et Productions Schlumberger - 26, rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

JEUNE INGENIEUR PRODUCTION futur chef de ligne AM, IDN, ENSMM, INSA...

Un groupe de dimension mondiale du secteur électronique recherche pour l'une de ses usines, en forte expansion continue, un jeune ingénieur.

Il lui sera confié après formation la direction :

- de la production : quantité, délais, coûts, qualité
- du support technique
- de la maintenance
- d'un atelier de plus de 100 personnes effectuant des opérations de métallurgie et de découpe de plaquettes de composants électroniques à haut degré d'automatisation.

Ce poste, franchissant vers des fonctions plus larges de production, nécessite un fort potentiel, un goût prononcé pour les problèmes techniques et humains ainsi que d'excellentes capacités de relation pour assurer les liaisons avec le client immédiatement connu dont est assuré une sous-traitance. Une première expérience serait appréciée mais n'est pas indispensable.

Lieu de travail : ville importante de Touraine.

Rémunération : 130.000 F + selon niveau et/ou expérience.

Ecrire sous référence W1 504 AM.
Description détaillée.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Nous sommes une société française, filiale d'un groupe international leader dans les techniques OPTO-ELECTRONIQUES. Nous recherchons pour notre siège un (e)

responsable relations publiques

Vous possédez une formation supérieure et vos capacités relationnelles et d'animation vous ayant déjà permis d'assurer avec succès la promotion d'équipements électroniques et automatisés destinés à l'industrie.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité de l'ensemble de nos activités promotionnelles (salons internationaux, publicité, documentation, relations avec les organismes professionnels) ainsi que la maîtrise du budget correspondant.

Pour ce poste d'une grande autonomie, des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont à prévoir. La pratique de l'allemand est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 9239 M à VALENS CONSEIL, BP 359, 75066 PARIS Cedex 02

INRA RECRUTE 50 Jeunes Chercheurs

Etablissement public de recherche orientée, du fondamental à l'appliqué, dans 5 secteurs :

- Milieu physique
- Productions végétales
- Productions animales
- Industries Agricoles et Alimentaires
- Sciences sociales

L'Institut National de la Recherche Agronomique compte 8000 personnes, dont 2500 chercheurs et ingénieurs, dans 22 centres en France métropolitaine et dans les DOM.

L'INRA vous offre l'opportunité de compléter vos connaissances par une formation personnalisée au sein de ses équipes de grande réputation.

Recrutés sur votre profil scientifique pour un contrat à durée déterminée de 3 ans renouvelable une fois, vous devrez préparer une thèse de 3^e cycle avant d'intégrer éventuellement la carrière de chercheur.

Les concours de recrutement sont organisés en Septembre et Octobre 1984, et sont ouverts aux candidats :

- de nationalité française
- âgés de 27 ans au plus tard au 01.1.1984
- possédant un diplôme d'ingénieur ou un DEA obtenu impérativement en 1984.

Votre demande de candidature doit nous parvenir avant le 15 juillet 1984, adressée sous référence 604 à l'INRA - Service du Personnel - 149, rue de Grenelle - 75341 Paris Cedex 07

La Compagnie Financière

(Banque du Groupe Edmond de Rothschild)
Direction des Grandes Entreprises.

- Dans le cadre des relations avec les Grandes Entreprises clientes :
- assurer le suivi, le développement et la gestion quotidienne d'un portefeuille de clientèle en bénéficiant de la qualité de nos nouveaux produits,
- s'intégrer rapidement grâce à de réelles qualités de contact et participer à notre expansion au sein d'un département tourné vers l'avenir des Grandes Entreprises.

Responsable de clientèle HF

Vous avez au moins 28 ans, une formation supérieure Grande Ecole de gestion ou d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience significative d'au moins 3 ans dans un poste similaire (incluant les contacts de haut niveau) et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Alors envoyez-nous votre CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle sous référence 006/B au 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

CANEVA



BIEN ACHETER SELON CONTESSE

c'est ne se tromper ni d'objet - ni de média - ni de cible - la population visée.

Nous en parlons aussi sur un autre mode : 12 pages de BD pour vous faire savoir. Vous les recevrez sur un simple coup de fil.

296.14.00

CONTESSE PUBLICITE

LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

Ingénieurs Grandes
Ecoles ou Universitaires
Option Informatique

SG2: la réponse à votre avenir informatique

Vous souhaitez explorer un secteur de pointe en pleine croissance : L'informatique.

SG2, premier groupe européen de Conseil et de Réalisation Informatique (4 000 personnes - 21 filiales à l'étranger), met à votre disposition tous les atouts du succès.

Se renommée dans la conduite de projets d'informatique de gestion vous donnera la possibilité d'appréhender les domaines d'application les plus avancés : bureautique, monétique, génie logiciel, architecture de réseaux, base de données réparties, interconnexion de systèmes.

Société de taille internationale, ses structures sont restées souples, composées de petites équipes opérationnelles de haut niveau, où l'initiative individuelle est toujours encouragée.

A tous ces atouts s'ajoutent : une formation permanente, la prise en charge de réelles responsabilités, une évolution qui peut être pour les plus performants très rapide, une orientation vers une carrière internationale si vous le souhaitez.

Répondez-nous en envoyant votre dossier de candidature sous référence YR 31 M à

GROUPE
SG2

Direction Recrutement
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris

SPECIALISTE DU SUPPORT TECHNIQUE

goupil

Rejoignez la Haute Technologie en micro informatique chez SMT. Vous aurez pour mission de répondre aux besoins d'informations et de supports exprimés par nos distributeurs et grands clients sur une ligne de produits dont vous êtes responsable.

Ingénieur de formation ou technicien de haut niveau votre expérience de 3 ans minimum en micro informatique et/ou en laboratoire de micro électronique vous a permis d'acquérir de solides connaissances :

- d'un système d'exploitation (MS, DOS, CPM ou autres)
- d'un langage assembleur (8080 Z 80, 8088 ou autres)
- d'un langage évolué (Basic, Pascal ou autres).

L'anglais est un atout supplémentaire.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à SMT Goupil - 39-49, Bd Jean-Baptiste Houdry, 94000 Créteil.

مكرمان التكميل

مكتبة الدكتور

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue

etap

ECP, Mines, AM

Directeur
d'usine

réf. 503 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE, solidement implantée et performante, recherche le Directeur d'une de ses usines moderne et automatisée (100 personnes).

Poste important, évolutif, directement rattaché à la Direction Générale, qui conviendrait à un ingénieur grande école, ayant une dizaine d'années d'expérience opérationnelle en usine et ayant déjà assumé des responsabilités autonomes.

La connaissance du domaine agro-alimentaire serait un atout sans être indispensable. Le choix sera dicté par la personnalité du candidat, sa motivation, sa rigueur, ses qualités d'animateur, d'organisateur, de gestionnaire, sa capacité à :

- optimiser la production, organiser l'activité d'une équipe de cadres, animer et faire évoluer le personnel,
- assurer la maintenance et le développement de l'outil de travail, études, projets, réalisations,
- s'adapter à la mise en œuvre de techniques diversifiées : mécanique, chaudronnerie, électronique, chimie.

Poste permettant de participer pleinement à la vie et au développement de l'entreprise.

Lieu de travail : région Bourgogne.

Ordre de grandeur de rémunération : 380 000 F +

Cadre
financier
et juridique

réf. 501 AM

LE PDG D'UNE PMI EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT (actuellement 280 millions de CA), spécialisée dans la vente d'équipements industriels, recherche un Collaborateur direct pour lui confier :

- la fonction financière : budgets, études de rentabilité, trésorerie, investissements, relations avec les banques...
- le domaine juridique courant : contrats, contentieux...

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures (ESSEC, ESC... + formation juridique) ayant une expérience minimum de 4 années dans un service financier. Une expérience juridique serait appréciée ainsi qu'une connaissance de l'anglais.

Un style opérationnel sera un atout pour la réussite dans ce poste et l'évolution ultérieure.

Poste à Paris.

Rémunération : 200 000 F ± selon expérience

Chef
de produits

réf. 502 CM

UN GROUPE EUROPÉEN, produits grand public, marque renommée, recherche pour une de ses filiales françaises (CA 250 millions) un Chef de Produits confirmé.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant 3 à 4 ans d'expérience, capable de prendre en charge le développement des nouveaux produits au sein d'une équipe "MARKETING" jeune et performante.

Connaissance de l'anglais ou allemand nécessaire.

Poste à Paris.

Un technico-
commercial
ingénieur
chimiste

réf. 504 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PERFORMANTE, ayant l'exclusivité dans la diffusion de techniques (saponifiées d'impression pour la décoration de produits haut de gamme : cartons, alcools, cosmétiques, etc.), offre un poste particulièrement intéressant à un jeune ingénieur chimiste (ou universitaire) ayant une première expérience commerciale de 3 ans environ, impliquant de préférence des contacts avec les industries de luxe.

Rattaché au PDG, il sera chargé :

- d'établir les contacts avec les "clients" des entreprises clientes : Directeurs de marketing, Chefs de Produits, Responsables de publicité...
- d'élaborer avec eux le cahier des charges,
- d'assurer les liaisons techniques avec les Japonais.

Ce poste implique des qualités relationnelles marquées, liées à un sens esthétique très développé.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

UTA

développe des APPLICATIONS NOUVELLES,
renforce sa DIVISION INFORMATIQUE

Compagnie Aérienne Française

RESPONSABLE GROUPE DE PROJETS

- Formation ingénieur Grandes Ecoles
- Maîtrise des techniques de base de données et temps réel
- Solide expérience dans la gestion de projets
- Capacité d'animer une équipe engagée sur des projets faisant appel aux techniques les plus avancées.
- Aptitude à établir des relations efficaces avec plusieurs directions utilisatrices.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à UTA, Service du Recrutement, 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

Une société de CHARGEURS S.A.

JEUNE CADRE HF
DE LA FONCTION PERSONNEL

Nous sommes une entreprise nationale à forte notoriété; notre activité commerciale est tournée vers la distribution de produits de loisirs, 3 unités sont ouvertes sur Paris, 17 sur la Province où nous poursuivons notre expansion.

Ce Jeune Cadre, intégré à la Direction des Affaires Sociales basée à Paris, se verra confier la responsabilité immédiate d'un secteur de recrutement (100 à 150 personnes par an), et travaillera en relation directe avec la hiérarchie concernée. Il évoluera ensuite vers la formation et la gestion de personnel.

Ce poste bien que fonctionnel, met en avant des aptitudes "terrain", sans des contacts, dynamisme, combativité, mais également compréhension et prise en compte des contraintes commerciales.

Il nécessitera également de fréquents et courts déplacements sur l'Hexagone. Il conviendrait à un débutant de formation supérieure (Psychoprat - DESS de Psycho-indus - CELSA ou équivalent), souhaitant évoluer dans la fonction Personnel.

Adressez lettre de candidature manuscrite avec C.V. sous référence 7441 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

SODETEG T.A.I.

Filiale de SODETEG, INGÉNIEURIE DU GROUPE THOMSON, nous sommes spécialisés dans l'ingénierie de systèmes d'automatique et d'informatique industrielle.

Nos 470 collaborateurs (plus de la moitié sont ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique, réseaux de télécommunication, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles... Nous réalisons 60% de notre C.A. à l'Export.

Nous cherchons :

INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL

aux côtés du responsable génie logiciel de notre Direction Technique, il participe à la réflexion de l'entreprise et au conseil sur les méthodes et les moyens de production de logiciels, à l'évolution de notre atelier de génie logiciel, à la promotion auprès de nos ingénieurs logiciels et chefs de projets, des nouvelles méthodes et des nouveaux outils. Ce poste concerne un jeune ingénieur (grande école ou 3^e cycle) doté d'une bonne connaissance des démarches génie logiciel et qualité. Il aura acquis une expérience de plusieurs années comme chef de projet et/ou une formation orientée génie logiciel. Anglais souhaitable.

INGÉNIEURS LOGICIELS
DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

selon leur expérience :

- ou ils s'intègrent dans des équipes d'informatique temps réel pour l'étude et la réalisation des logiciels de projets,
- ou ils prennent la direction d'équipes chargées de la réalisation de projets, dans les domaines de la surveillance des réseaux électriques, des centrales de production, des complexes immobiliers et industriels, des transports ferroviaires relevant du contrôle et de la régulation du trafic, des télécommunications.

Ces postes concernent des ingénieurs débutants ou des ingénieurs ayant plusieurs années d'expérience en informatique industrielle (communications, systèmes de visualisation, gestion des configurations, interface industrielle, télémétrie/télésignalisation, dialogue, bases de données...).

Une formation grande école est un plus. Connaissance SOLAR, DEC (VAX), GOULD-SEL et MICROPROCESSEUR INTEL appréciées.

Anglais souhaitable.

Lieu de travail pour ces deux postes : proche banlieue ouest de PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel - SODETEG T.A.I. - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.

THOMSON

BRANCHE INDUSTRIES ET INGENIERIE

Importante filiale d'un grand groupe français à caractère para-public
recherche un

RESPONSABLE COMMERCIAL
HAUT NIVEAU
spécialiste de l'immobilier

pour l'ingénierie financière et la commercialisation d'un complexe immobilier de prestige, à usage de bureaux.

Le profil :

- diplômé école supérieure de commerce ou équivalent, 10 ans d'expérience auprès des grands investisseurs immobiliers en France comme à l'étranger ; anglais indispensable ;
- motivé par un travail en équipe au sein d'une société privée à vocation para-public ;
- ayant un grand sens des responsabilités.

La fonction :

- rechercher en France et à l'étranger les investisseurs potentiels ;
- définir, avec les ingénieurs du Maître d'Ouvrage, les prestations attendues par les futurs copropriétaires ;
- mettre au point les conditions financières, juridiques et fiscales de la vente et de l'occupation des locaux.

Poste évolutif.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 327 au Cabinet Giraud Mouchot Conseil, 21 bis, rue de Paradis, 75010 PARIS.



giraud mouchot conseil

Conseil en recrutement de personnel

LA MAINTENANCE : Un poste clé dans l'usine.

Nous sommes une ENTREPRISE du secteur Para-chimique et relevons d'un grand groupe industriel. Notre succès et notre progression nous conduisent à mettre en place un très important programme d'investissement sur plusieurs années.

Aussi nous recherchons :

RESPONSABLE DE MAINTENANCE
(ingénieur A.M., Mines, ICAM, etc...)

Vos 5 à 10 années d'expérience vous placent au fait de la fonction Maintenance et Travaux neufs. Aujourd'hui, vous êtes prêt à prendre la responsabilité d'un service important sur lequel repose l'optimisation des conditions d'exploitation de l'unité de production.

Connaissant les questions relatives à l'organisation, vous prouverez vos qualités de meneur d'hommes. Ingénieur, passionné de techniques, vous résoudrez les problèmes liés à la mécanisation et à l'automatisation.

Bien sûr, vous connaissez la langue anglaise pour ce poste basé dans la région parisienne, puis à moyen terme à 100 km Nord-Ouest de PARIS.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo et prétentions à réf. 96817 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Psychiatre ?
Neuropsychiatre ?
Neurologue ?

La neuropsychopharmacologie clinique et le développement de médicaments font partie de vos centres d'intérêt ? Contactez-nous : notre programme de recherche dans le domaine du SNC est varié et prometteur, et nous avons un poste intéressant à proposer.

Envoyez CV en précisant sur l'enveloppe la réf. 5081 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

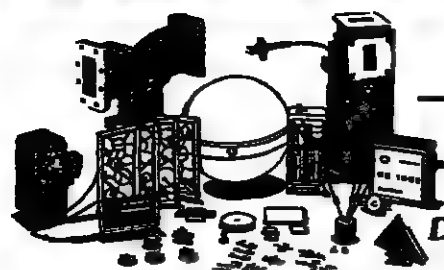
media-system

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

DIVISION COMPOSANTS HYBRIDES MICRO ONDES

Fabricant de composants spécifiques orientés vers les Télécommunications et les applications radar (semi-conducteurs et micro-électronique, hyperfréquences, dispositifs à ferrite, dispositifs optiques...) nous renforçons notre potentiel humain et recherchons

JEUNES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Après quelques années d'expérience réussie à la sortie de votre école d'ingénieurs (ESE, IEG, ENSEET, IT, ISEP...) nous souhaitons donner un nouvel élan à votre carrière en mettant en œuvre vos capacités de relation et d'organisation dans un réseau commercial orienté vers l'Europe. Vous êtes disponibles et maîtrisez bien l'anglais. Outre l'animation des ingénieurs de vente des filiales et représentations étrangères, vous participerez à des études de marché, à la définition de nouveaux produits, et à la recherche de nouveaux domaines d'application (réf. 243).

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Une première expérience commerciale réussie vous a permis d'approfondir votre connaissance des milieux travaillant pour les services officiels, la défense notamment. Vous voulez des objectifs et être vraiment responsable de leur réalisation. Alors venez nous rejoindre pour assurer les relations technico-commerciales avec un client majeur, relations pour lesquelles vos connaissances en électronique (hyperfréquences) et votre anglais courant seront des atouts indispensables (réf. 256).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions) à Mme PORTES, Service du Personnel THOMSON-CSF/DHM, 29, avenue Carnot 91302 MASSY CEDEX.



ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

La Société Etudes et Productions Schlumberger conçoit, développe et produit des systèmes de mesure pour évaluer les gisements d'hydrocarbures (sondes, capteurs, systèmes informatique d'acquisition et d'interprétation...). Sa mission : mettre sur le marché, les matériels de recherche pétrolière les plus efficaces, en intégrant les techniques les plus modernes.

Le service Méthodologie axé sur les outils de CAO a pour objectif de promouvoir les systèmes informatiques les plus performants dans le domaine de la conception électronique et mécanique en utilisant une solide infrastructure (un réseau mondial de plus de 40 VAX - 4 systèmes CAO différents).

Pour renforcer cette équipe nous recherchons un

ingénieur mécanicien CAO

Centrale, Mines, Ponts, AM, ENSTA...

Votre solide formation d'ingénieur mécanicien est complétée par une expérience de quelques années en CAO Mécanique, ainsi que par la pratique du développement de logiciels (connaissances en VMS et en calcul des éléments finis appréciées).

Vous serez chargé de la définition et de la réalisation de logiciels spécifiques à nos applications, du support système auprès des utilisateurs, et du développement de l'interface avec le service Méthodes de Production (équipé en machines à commandes numériques).

Dans le cadre d'une nouvelle CAO à mettre en place, vous vous attacherez à développer le Packaging en évaluant les systèmes existant sur le marché, en participant à la décision de choix, et en assurant sa mise en place.

A votre compétence technique de haut niveau vous ajoutez donc, de réelles qualités d'homme de contact pour être à l'écoute des différents services utilisateurs, et pour assurer la formation des ingénieurs et techniciens d'études à ces produits.

Votre maîtrise de la langue anglaise vous permettra de dialoguer avec nos centres d'études aux USA où des missions sont à prévoir. Notre implantation dans 77 pays vous permet d'envisager une carrière à la mesure de votre implication, de vos résultats et de la diversité de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EPS Schlumberger, 26, rue de la Cavée 92140 CLAMART.

Schlumberger

L'UCB, une des sociétés du groupe Compagnie Bancaire, leader dans son secteur d'activités, recherche

Le responsable de son service études et prospective

Ce candidat aura une solide formation statistique (ENSAE, ISUP, DEA de Maths...) et une première expérience Marketing de 3 à 4 ans.

L'esprit créatif que nous recherchons aura à concevoir, réaliser des études et proposer des solutions concrètes portant sur :

- les comportements et besoins de notre clientèle,
- l'évolution des marchés,
- le suivi de la concurrence,
- la collecte, l'analyse et la diffusion des informations économiques des secteurs qui nous intéressent.

Cette fonction peut conduire à terme vers un poste de direction plus opérationnel soit dans la société, soit dans le groupe.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre+CV+réf. 949M à Sophie Guénot, Service Orientation Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.



compagnie bancaire

UBILOCARAIL • UCB • CETELM • COFICA • CNDIF • SIVIM • SE

Responsable informatique

Nous : importante société spécialiste des produits d'emballage.

- 15 % d'expansion l'an dernier.
- C.A. : 1,4 milliard de francs.
- Filiale d'un groupe international.

Nous : Environ 35 ans.

- Une dizaine d'années d'expérience de l'informatique et du management.
- La connaissance de la gestion industrielle, de l'IBM 38 et du GAP III.
- Une bonne pratique de l'anglais.
- Du dynamisme et de l'ouverture d'esprit.

Et si vous deveniez notre Responsable informatique, le moteur de notre évolution.

(1) 296.15.16

75002 PARIS, qui transmettra.

Aera Manager

HEC-ESSEC-ESC...

Filiale française d'un important groupe spécialisé dans les biens d'équipement de magasins, nos ventes à l'étranger progressent rapidement.

Nous recherchons pour développer et coordonner cette progression un candidat ayant acquis une première expérience d'environ 3 ans dans un poste export.

Il sera chargé d'animer et promouvoir nos produits auprès de nos distributeurs actuels.

Il développera le réseau de vente en proposant un plan et des objectifs à atteindre.

Il suivra l'évolution des marchés et apportera ses suggestions pour tout développement, organisation et adaptation des produits.

Bien entendu l'anglais courant et une bonne pratique de l'espagnol sont indispensables. De fréquents déplacements sont à prévoir.

ESSELTE METO

Merci d'adresser votre candidature à M. WEBER Essette Meto 112, avenue du Général Leclerc 78220 Viroflay

HELIOS STRECO DURANDO

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL recherche pour son département EXPERTISE

Experts Comptables Stagiaires

Nous leur proposons :

- le cadre de travail d'un cabinet en expansion
- des missions variées de conseil et de contrôle
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association
- une formation de haut niveau au moyen d'un cycle de séminaires

Nous leur demandons :

- une formation supérieure Grande Ecole de Commerce ou maîtrise
- une expérience de 2 à 4 ans en cabinet.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à HELIOS STRECO DURANDO - Service du Personnel 6, avenue Marceau - 75008 Paris

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction Informatique à St-Quentin-en-Yvelines

Ingénieurs Informaticiens APL

- Pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement.
- Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDAHL - V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux temps réel (CICS), temps partagé (APL), infocentre.
- Evolution vers les réseaux et micros.
- Ces postes conviendront à des ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat, possédant au moins 3 ans d'expérience.

Réf. BP 63

Ingénieurs Informaticiens

- Pour prendre en charge des projets informatiques, de la phase fonctionnelle jusqu'au lancement dans le domaine comptable.
- Ces postes conviendront à des ingénieurs Grande Ecole ou équivalent possédant au moins 3 ans d'expérience en comptabilité et en réalisation d'applications informatiques en temps réel (COBOL - CICS - VSAM) sur ordinateur IBM - SOUS APL.

Réf. BP 64

Adressez CV, photo et prétentions, sous référence correspondante à : CNCA - Gestion des Personnes - 75010 Paris Brune

INGENIERIE ET SYSTEMES

COORDINATEUR TECHNIQUE EXPORT

Votre formation d'ingénieur ou de Technicien Supérieur dans les domaines électroniques fera de vous un bonhomme de marché chargé de la cotation des appels d'offres, de l'élaboration des dossiers très techniques dans les domaines de la TV, du cinéma, du disque, de la radio et de l'industrie en général. Vous jouerez le rôle de coordinateur dans les réalisations clés en main que 3M implante à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer un candidat possédant une expérience dans les fonctions similaires. Vous êtes aussi une personne capable de mobiliser géographiquement. Denis Fauconnier traitera confidentiellement votre dossier adressé, sous réf. M 3/7 à la Division Relations Humaines, Boulevard de l'Inde, 95406 Cergy-Pontoise Cedex.



Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile. Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux. 27600 personnes - C.A. 9 MILLIARDS DE FRANCS recherche

INGENIEUR DEBUTANT

pour son Département Mathématiques Appliquées de la Direction des Etudes Avancées (Saint-Ouen - 93)

Vous serez chargé, en collaboration avec les Ingénieurs des services techniques, de résoudre les problèmes (calculs de structures, calculs de champs thermiques ou électromagnétiques...) par les techniques de l'analyse numérique ou tout autre technique mathématique appropriée. Connaissance de l'anglais appréciée.

Adressez lettre (B/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 54874/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen - 75017 PARIS

OFFRES

N.C.

assista

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

responsable de...

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NCR

Après un siècle de progrès et d'innovations technologiques, NCR lance chaque année de nouveaux produits de pointe, accélère encore sa progression, accroît ses moyens, en fait premier des son capital humain.

assistant(e)
du responsable du service juridique

pour prendre plus spécialement en charge les problèmes de contentieux. Maîtrise de droit, bonne pratique de l'anglais, première expérience et intérêt pour l'informatique sont nécessaires pour réussir dans cette mission qui implique dynamisme, initiative et goût des contacts.

Une évolution est possible vers des responsabilités plus importantes.

Adressez lettres, C.V., rémunération sous la référence 165 M à Bernard Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense cedex 20.

Prenez le parti d'un constructeur.

Spécialiste de l'interactif et pour poursuivre notre pénétration au niveau des grandes entreprises nous recherchons pour Paris

Ingénieurs commerciaux de haut niveau

Si vous avez une expérience informatique de 3 ans minimum, l'habitude des contacts commerciaux et de larges capacités, venez rejoindre une équipe commerciale performante.

Votre rémunération sera à la mesure de ces postes d'envergure.

Pour nous contacter appelez Claudette Renault au 347-68-78 ou adressez lui votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à MDS France S.A. Tour Gamma B, 197 rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12.



IL

a filiale française - 3500 personnes + 1 milliard F.C.A. - du leader mondial dans la fabrication de câbles isolés et appareillages pour le transport de l'énergie et de la communication recherche pour l'un de ses Groupes

INGÉNIEUR
ENSAM ou ÉQUIVALENT + SUPELEC
INSA LYON, ESIEE ou ENSEIHT

Il prendra en charge, sous l'autorité du Directeur du Groupe, l'étude, la conception et le suivi de produits industriels à usage électrique.

Ce poste implique de nombreuses relations techniques et commerciales: il est donc nécessaire de posséder une grande aisance dans les contacts.

Le candidat retenu devra justifier d'une expérience industrielle d'au moins 5 ans (étude produits, fabrication, méthodes) et de la pratique courante de l'anglais.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue EST de PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81068/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

sous contrôle étranger, recherche, pour faire face à son expansion soutenue particulièrement dans les financements d'opérations de négoce et sur le marché des eurosyndications:

AUDIT INTERNE

Chargé du contrôle interne de toute la banque (comptabilité, informatique, services divers), de la mise en place et du bon fonctionnement des méthodes et procédures, avec l'aide d'une équipe de collègues qualifiés. Ce poste, nouvellement créé, sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, IEP...) âgé d'au moins 30 ans, bilingue français/anglais, ayant déjà une expérience similaire d'au moins 5 ans, acquise dans un organisme financier traitant, de préférence, des opérations internationales. (Réf. 2115)

CAMBISTE
Francs et devises

Travaillant avec une équipe de 4 personnes, il aura pour mission principale de développer le marché monétaire notamment avec le Moyen-Orient. Agé d'environ 30 ans, le candidat retenu aura obligatoirement une expérience d'au moins 4 ans et sera parfaitement bilingue français/anglais. (Réf. 2116)

ADJOINT CHEF SERVICE
Caisse-Portefeuille

Il assurera la gestion des dépôts de la clientèle (80% étrangère) ainsi que le bon fonctionnement du service (6 personnes) en collaboration avec le chef du service qu'il aidera à finaliser l'informatisation. Ce poste sera confié à un jeune diplômé, ayant 3 à 4 ans d'expérience et habitué aux contacts avec une clientèle sélective. (Réf. 2117)

Pour chacun de ces postes, situés à Paris, adressez un curriculum vitae à Bernard Mangon (en joignant la référence) et en précisant le niveau de rémunération souhaité.

SEARCH

17, rue de La Rochefoucauld 75009 PARIS

LEADER MONDIAL
EN INGENIERIE,
INFORMATIQUE ET
TELECOMMUNICATIONS.

Recherche

**CONTRÔLEUR
DE GESTION**
HEC-ESSEC, SUP DE CO...

2 ans d'expérience minimum, si possible d'AUDIT.

Il a pour mission le suivi d'affaires internationales. Anglais courant.

Envoyer C.V. et prétentions
SES, 30 Quai de Dion Boutron
92806 PUTEAUX
Préciser réf. sur enveloppe
06 L.M.

Société Française d'Ingénierie
(France et Export)
de tout premier plan.
Nous recherchons pour notre département
« Bâtiments » des
« Bâtiments », des
« Bâtiments ».

Leur mission consiste à intervenir sur des projets
d'habitat (immeubles à usage de bureaux, logements sociaux et administratifs, bâtiments du secteur industriel).

Jeunes ingénieurs diplômés leur expérience de quelques années au sein de sociétés d'ingénierie ou de bureaux d'études d'entreprises les sera amenés à intervenir sur des problèmes de construction.

« Bâtiments » (ET/ou de CONSTRUCTION) dans le secteur bâtiment la maîtrise de l'ANGLAIS est nécessaire.

Une expérience C.A.D. sera appréciée.

Les postes sont basés à proximité de la Défense.

Ad. C.V. photo et prétentions sous réf. 81068/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

CHEF DE PROJET
INFORMATIQUE

avec expérience bancaire
INTERSTET
27, rue Dardelle-Cassanova
75001 PARIS Cedex 01

Vous êtes diplômé expert comptable ou informaticien ayant solide expérience audit, comptabilité aux comptes ou expertise comptable.

Nous sommes un important cabinet de révision et de conseil en fort développement avec bureaux en province et sur l'USA.

Recherchez pour missions Paris et province

UN CHEF DE GROUPE

Formation grande école de commerce pour encadrer missions de haut niveau.

2 CHEFS DE MISSIONS

8 ans d'expérience min. pour supervision dossiers sur les plans comptable, fiscal et social.

Recommandation intéressante et motivante.

Envoyer C.V. et photo à SEFRIO 66 av. Kléber, 75116 PARIS.

AGENT DE TRANSIT
TRANSPORTS ET DOUANES

Envoyer C.V. et photo à SEFRIO 66 av. Kléber, 75116 PARIS.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

filiale du Groupe Crédit Agricole, chargée du développement des moyens de paiement, sous instructions (a/e)

chargé de relations interbancaires

Diplômé(e) d'une Grande Ecole ou de l'université, vous avez une première expérience bancaire réussie.

Au sein d'une petite équipe, et en relation avec l'ensemble du Groupe Crédit Agricole, la profession bancaire et la clientèle:

- vous étudiez l'évolution technique et économique des moyens de paiement;

- vous participez directement aux négociations interbancaires et à la mise en œuvre des nouveaux systèmes de recouvrement.

Adressez C.V. photo, et prétentions sous référence A 17 à CNCA - Section des Ressources - 75010 Paris Bercy

GROUPE INDUSTRIEL NATIONALISÉ recherche

JEUNES JURISTES
D'ENTREPRISE

ayant au moins 2 ans d'expérience de l'application du droit des sociétés commerciales.

Postes à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 35461 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.



DIALOGUER SELON CONTESSE

c'est savoir écouter pour identifier les besoins et savoir suggérer les moyens de la communication sociale.

Nous en parlons aussi sur un autre mode: 12 pages de BD pour vous faire sourire. Vous les recevrez sur un simple coup de fil au

296.14.00

CONTESSE PUBLICITE

LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

HF

vous lisez une publicité de recrutement !...

De qui émane-t-elle ? quel a été le processus de son déclenchement ? quelle est la cible visée ? qui l'a conçue, rédigée, mise en page ? quelle a été la démarche suivie pour son insertion dans la presse ? Une activité que vous ne connaissez peut-être pas, mais qui pourrait être la vôtre si vous aimez tout ce qui concerne la communication et la fonction Personnel.

Un sens commercial aigu et des idées à revendre c'est ce qui vous caractérise en plus de votre aptitude à écouter, analyser et rédiger avec créativité.

30 ans environ, de formation littéraire ou diplômé d'une École de Commerce, vous êtes certainement celle ou celui qui est attendu (e) par une agence bien connue dans le monde de la "P.A."

Basé en très proche banlieue Parisienne, vous serez responsable d'une clientèle existante et à développer. Face à vous le Chef d'Entreprise, la Direction du Personnel ou tout autre "Recruteur": contactez-les, séduisez-les, décidez-les et fidélisez-les.

Si cette publicité de recrutement vous motive, à vous de nous convaincre en écrivant (avec photo) sous réf. E.B. 07/84 à NORAY CONSULTANTS, 28, rue de l'Échiquier, 75010 Paris - Téléphone 346.12.28 (réponse et discrétion garanties).

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son expansion GIRAUVIONS DORAND INDUSTRIES

pour renforcer ses équipes d'étude électronique dans la simulation faisant appel à des techniques de pointe vidéo, recrute :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

DIPLOME
Responsable d'une équipe chargée de la conception et de la réalisation de projets.

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

TITULAIRES D'UN DUT OU BTS ELECTRONIQUE

Pour ces postes, on demande plusieurs années d'expérience dans le domaine des techniques vidéo associées au micro processeur (logiciel et matériel).

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE

Envoyer C.V. et prétentions à :
G.D.I. 5, rue Jean Macé - 92180 SURESNES

Le C.I.R.C.E. Centre de Calcul national du C.N.R.S. (Matériaux type IBM et BULL) URGENT recrute

ANALYSTES ou ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour la mise en place et divers développements sur un nouveau ordinateur Bull sous MULTICS.

Les postes sont à pourvoir dans les domaines des Télécommunications et Réseaux, systèmes d'Exploitation, Assistance Technique.

Une expérience sur matériel Bull sera appréciée.

Diplôme min. : Doctorat d'Etat, Ecole d'Ingénieurs, Métrique, Diplôme C.N.T. National Français.

Adresser C.V. et prétentions en précisant les centres d'intérêt au Secrétaire du C.I.R.C.E. - BP 65 - 91405 ORSAY Cedex.

SECRÉTAIRES DE DIRECTION QUI SOUHAITEZ DEVENIR ENSEIGNANTES

Vous avez le niveau BTS de secrétariat, 5 ans ou moins d'expérience récente dans différentes entreprises commerciales en qualité de secrétaire de direction, une parfaite maîtrise de la méthode Prévert-Delunay, 25 ans ou moins.

Vous êtes très disponibles : vous pouvez devenir formatrice dans l'un des centres parisiens de l'AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) :

Contrats à durée déterminée pour Vincennes ou contrats à durée indéterminée pour postes itinérants avec déplacements fréquents indémnisés.

Dans le cadre des contrats à durée déterminée, votre formation aux méthodes d'enseignement sera assurée par nos soins et rémunérée. Pour les autres contrats, une solution individuelle sera recherchée.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très complet à :
C.F.P.A., Paris-Commerce,
6, place du Commerce, 75015 PARIS. **AFPA.**

URGENT ASSOCIATION NATIONALE ET CULTURELLE

UN COMPTABLE GESTIONNAIRE RESPONSABLE DU PERSONNEL

Ecrire sous le n° T 066.746 M
Régie-Presses
7, rue de Montesson, Paris-7.

Un expert comptable PARIS-17

Pour missions courtes conseils PME, analyses économiques, organisation recherche

UN ASSISTANT DEBUTANT DECS complet

UN ASSISTANT CONFIRME

1 certificat supérieur ou 2 ans d'expérience de cabinet de surveillance et/ou relation.

Expérience micro-informatique formation économique appréciée.

Ecrire avec C.V. complet et prétentions au n° 27.522 6 J.R.P., 38, rue de l'Arche 75008 Paris, qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

REPRÉSENTATION GÉNÉRALE

pour des accessoires d'auto (engins, pneus, produits sur les pneus) CHENONCHES

La personne de distribution, qui fournit déjà les conseils spécialisés d'accessoires d'auto, est recherchée comme négociant en gros.

Nous confions en exclusivité la distribution de nos produits aux accessoires d'auto pour MERCEDES et BMW HANSEN LOPACK

Hofersacker 18
2000 HAMBURG 11,
WEST GERMANY
Tél : 33-60-88
Téléc : 2 183 574
signe distinctif SETE D.

formation professionnelle

DE JUIN A SEPTEMBRE 84

Prépare-vous aux CARRIÈRES INFORMATIQUES dans les SESSIONS D'ÉTÉ DU

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Tél. 206-24-63/241-63-63.
Parfait pour professionnels.

ET NON CARRÉ BLANC SUR FOND BLANC POUR LE LOGO DE LA CUISINE MODERNE, ÉLEGANTE, NON ?

CREER SELON CONTESSE

c'est manier alchimie des mots, graphisme et typographie pour faire de l'annonce l'expression d'une différence.

Nous en parlons aussi sur un autre mode : 12 pages de BD pour vous faire sourire. Vous les recevrez sur un simple coup de fil au

296.14.00

CONTESSE PUBLICITE

LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction du Personnel (à St Germain en Laye)

un(e) Cadre d'Etudes Informatiques à mi-temps

Il sera chargé :

- d'assurer le suivi des chaînes paie-prêt et absences, mettre à jour les schémas comptables de la paie et des prêts...
- d'écrire des programmes spécifiques
- d'être le relais des utilisateurs.

Le poste conviendrait à un(e) jeune informaticien(ne) de 25 à 30 ans possédant un niveau d'études supérieures, maîtrise ou équivalent et ayant 3 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion.

Il(e) devra avoir le goût des contacts pour jouer le rôle d'intermédiaire et de formateur des utilisateurs.

Connaissances requises : techniques de programmation COBOL, APL apprécié, environnement IBM.

Envoyer C.V. photo, prétentions sous réf. IAM 71 à :
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Buse

RESPONSABLE D'ETUDES RADIOLOGIE

Société en rapide expansion, fabricant et commercialisant des équipements de radiologie médicale et dentaire

RECHERCHE

INGENIEUR

5 ans d'expérience minimum, pour prendre la responsabilité du bureau d'études, Mission essentielle dans un poste de responsabilité.

Expérience radiologie moyenne fréquence souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions au service de Personnel, TROPHY RADIOLOGIE, 106, rue de la Jarry, 94300 VINCENNES.

Déclassement assuré.

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche

UN CAMBISTE

- 25 ans max.
- 2 à 4 ans d'expérience.
- Bilingue français/anglais.
- Libre 1^{er} septembre 1984.
- Salaire selon trafic en vigueur sur le marché.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE-PRESS, sous n° T 06.750 M,
7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

TRAITEMENTS DE SURFACES technico-commercial

Paris et Région Parisienne

Spécialisés dans le traitement des surfaces, nous intervenons, notamment pour résoudre les problèmes industriels d'usure, de grippage, de corrosion et d'isolement.

Pour poursuivre notre développement nous recherchons un véritable professionnel de la vente de produits ou services industriels. La connaissance du tissu industriel de la Région Parisienne et l'expérience de ce type de négociation sont nécessaires. Une formation BTS Mécanique est souhaitée.

Le salaire et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser un candidat dynamique et accrocheur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. LM 0784 à notre Conseil

EORSI 13, Place Kossouth 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE 86 Avenue de la République, recherche

CADRE DE GESTION FINANCIÈRE

CHARGE :

- de l'élaboration des prévisions de trésorerie, et du suivi journalier des flux et de l'optimisation des placements.

Age 30 ans minimum.

Formation DECS - BP Banque ou DUT Finances-Comptabilité. Expérience professionnelle 5 ans dans poste similaire.

Libre rapidement. Emploi stable. Avantages sociaux. Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser C.V., prétentions et photo si référence 96688 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

MODE D'INGÉNIEUR de PARIS recherche

UN COLLABORATEUR

pour son Centre de Traitement de l'Information (niveau BTS ou DUT), débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Env. C.V. et photo à : L.S.E.P., 21, rue d'Assas, 75270 PARIS Cedex 06.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée "MIGRATIONS (L.M.) S.P. 221 - 08 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée "FRANCE-CARIBIENS (L.M.) S.P. 402 - 08 PARIS.

automobiles divers

BMW SÉRIE 3-5-7

23 et 24 peu rodés, garantis. Auto Paris-XV. 532-88-85. 65, r. de Montesson, Paris-15.

BANQUE NATIONALE recherche pour PARIS

GESTIONNAIRE D'OBLIGATIONS

Le candidat sera :

- à assurer la gestion des fonds communs de placement d'obligations,
- à développer une clientèle institutionnelle en liaison avec notre réseau d'exploitation.

Une expérience de 3 à 4 ans dans le milieu bancaire ainsi que des études supérieures seront appréciées.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la réf. 49954 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

secrétaires

FÉDÉRATION SPORTIVE RECHERCHE

DACTYLO

Sélectés à l'informatique

Libre 1-8. Adresser C.V., photo et prétentions à : Fédération Française de Tennis, 25, bd des Battoirs, PARIS-20.

ASSISTANTE NIVEAU BAC + 2

Société de Services spécialisée dans le conseil aux entreprises recherche une assistante pour lui confier la gestion de budgets.

Nous souhaitons rencontrer des candidates vivaces, sachant s'exprimer dans un travail autonome, sans des relations commerciales téléphoniques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 215 à DEPS, 140, rue de Courcelles 75017 Paris, qui transmettra.

traduction demande

Traducteur qualifié, économiste sociologue et polytechnicien de formation, très expérimenté dans les langues espagnole, russe, S.F.T. Tél. : 634-22-06.

perdu - trouve

Hotel MALLAVI a perdu son passeport n° 31. Si vous le trouvez, l'envoyer à : 103, avenue de la République, 75008 PARIS. S'il est gardé l'argent qui s'y trouve.

CE JEUNE MATHÉMATICIEN étudie toutes propositions

adressées lui ouvrant un avenir professionnel.

Env. C.V. 2.703 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Halles, 75008 Paris.

J.F., 30 ans, exp. licence d'ingénieur, d'ail. ch. press. pour la

Env. sous le n° T 066.778 M

RÉGIE-PRESS
7, rue de Montesson, Paris-7.

ESSEC

Expérience plus de 15 ans, propose à P.M.E. de prendre en charge l'ensemble des questions administratives et financières.

Env. C.V. 2.703 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Halles, 75008 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

MARAIN, GD LIV. + CHÈRE
Belle POUTRE, refait et
480.000 F. Tél. 528-88-04.

16^e arrdt

ITE ST-CLAUD, refait 64
sud, refait. 2 P. 11 ch.
480.000 F. Tél. 522-85-38.

5^e arrdt

CONTESSÉ, petit
studio, bon état, 11 ch. 1^{er} de
Propriétaire. 287-88-88.

6^e arrdt

PROX. SEINE, 170 m²
2^e ét. 11 ch. 1^{er} de
2. 500.000 F.

7^e arrdt

2. RUE DE BRENN, dans bel
imm. ancien, 12 ch. 1^{er} de
chambre, 48 m², 340.000 F.
Tél. 528-88-44 - 528-87-88.

8^e arrdt

RUE LE PELETIER
Angle Victor, de imm. récent
12 ch. 1^{er} de 345.000 F.
Téléphone : 282-03-50.

9^e arrdt

IL MANSART 7^e, asc. Dble
14 ch. 1^{er} de 345.000 F. Tél.
P. 588.000 F. Tél. 384-01-98

10^e arrdt

BON X GD 5/6 P.
12 ch. 1^{er} de 385.000 F.
Vente 328-01-20.

11^e arrdt

TOLMAZ, 2 P., entrée, cuisine,
bain, 11 ch. 1^{er} de 280.000 F. Tél. : 528-88-04.

15^e arrdt

15^e RUE DE LAURE, 3 P.
dble, w.c., ch. 1^{er} de 400.000 F. Tél. 577-88-88.

16^e arrdt

STUDIO 12 ch. 1^{er} de 280.000 F. Tél. : 528-88-04.

17^e arrdt

27, RUE CASTAGNARY
BEAU LIVING Dble + chère
marbre, maron. 14 h 30/18 h.

18^e arrdt

MAIRIE DE 18^e
53, RUE DU SIMPLON
Belle vue de STANDBY
Prix conven. possible
STUDIO : à part de 354.100 F.
2 P. à part de 385.000 F.
3 P. à part de 417.000 F.
Bureau de vente ouvert tous
jours et samedi de 14 h à 18 h.
CROQUIS (11) 575-82-78.

20^e arrdt

PRE-LACHAIE, imm. récent
stand. gd 3 P., ref. 1^{er} de 400.000 F. Tél. 580-88-08.

91 - Essonne

PART. A PART
VIRY-CHATILLON
A VENDRE 73 (70 m²)
YVE EXCEPT. SUR LAC

94 - Val-de-Marne

CHARENTON
SUR LE BOIS, BNM, 1980
appt triple (50 m²) 2 chères
de br. balcon, parking
Téléphone : 574-73-50.

95 - Val-d'Oise

ENGHIEN - LAC
CASINO, VERDURE, CALME
ET CENTRE, 82 m², 970.000 F.
Téléphone : 637-34-63.

ENGHIEN - LAC

CASINO, VERDURE, CALME
ET CENTRE, 82 m², 970.000 F.
Tél. : 637-34-63.

ACHAT OR

80 F le GR.

Plomb, bijoux, orfèvrerie...
Jusqu'au 14 juillet
en déduction de tout achat

FRANCIS JAVIT
Centre commercial Maine-Montparnasse, 75015 PARIS.
Tél. : 538-68-52.

COMPTOIR D'ITALIE

12, av. de Fontainebleau
94270 La Fontaine-Clément.
Tél. : 608-51-55.

DEMANDES D'EMPLOIS

F. 28 ans, nat. française et
britannique, form. universitaire
française et anglaise (Audio-
visuel et Droit, niv. 3^e cycle),
exp. prof. : économiste de la
communication (édition, radio,
audiovisuel), personnalité, it-
guar et esprit de synthèse, al-
lément s'exprimer à l'écrit dyna-
mique, organisée et performante
dans poste d'écrit.

Env. C.V. 3.587 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Halles, 75008 Paris.

APPARTEMENTS NEUFS

3-3-4 PIÈCES
STANDING
Ventes sur place vendredi
Judi, vendredi, 15 h 30
samedi, 11 h à 18 h, et 14 juil.
OFF. Grand, Fontenay-François.

M. MARCADI, 4 P.

et ch. 3.600 F. plus ch.
Imm. Marcadi. 282-01-82.

locations non meublées offres

Paris

SAINT-AMBROISE

bon imm., 2^e ét., cuisine, 11
ch. 1^{er} de 1.100 F. 1^{er} de
dom. 1.200 F. 1^{er} de 1.300 F.
Tél. 573-87-80.

VICTOR-HUGO, REPAIT 3 P.

3 P. cuisine, de br. serv.
et ch. 4.200 + ch. 247-12-10.

PROX. ST-MAUR 12, RUE DES BULETS

3-3-4 PIÈCES
STANDING
Ventes sur place vendredi
Judi, vendredi, 15 h 30
samedi, 11 h à 18 h, et 14 juil.
OFF. Grand, Fontenay-François.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour séjours européens cherchez
villes, pavillons pour CADRES
Tél. 580-88-66 - 282-87-02.

locations meublées demandes

Paris

Pour louer cadres meublés
en semaine, 15 jours ou plus
ETI RECHERCHEUR de
villes appa. des cadres me-
ublés sur les villes de Paris, ex-
trav. 504-48-21, p. 780.

OFFICE INTERNATIONAL

recherche pour en direction
Bonne appa. de 100 m²
4 p. et plus. 285-11-01.

bureaux

Ventes

RARE AV. FOCH MÈRE
part. 40 bureaux, meublés
à louer. 12 ch. 1^{er} de 1.200 F.
Placements possibles 12 ch.
Bonne sous le n° T 013.220 M
Régie-Presses, 7, rue de Montesson, Paris-7.

BON XVP

Prox. V. BUREAUX DE
GRANDE QUALITÉ. Prox. 12
ch. 1^{er} de 1.200 F.
Bonne sous le n° T 013.220 M
Régie-Presses, 7, rue de Montesson, Paris-7.

Locations

ARTISAN 100 F. R.C. 180 F.
Construction RAP. 2.000 F.
S.D.M. 21, r. de Fécamp (12)
340-24-54, S. 370-54-56.

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de SARL
Déclaration et tous services
Permis de construire
355-17-80.

CHAMPS-ÉLYSÉES

Bureau équipé avec services
de votre siège social
Tél. 580-88-08.

ACTE 58-66-80

PANNE-ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLE

Rechercher, louer
Tél. (1) 727-18-88.

VOTRE SÈGE SOCIAL

R.C. 160 F. S.A.R.L. 200 F.
S.D.M. 21, r. de Fécamp (12)
340-24-54, S. 370-54-56.

Votre siège social

ON SIEGE SOCIAL

Location, bureaux, secr. 1500
et création TTES ENTREPRISES
ASPAC S.A. 293-60-50.

locaux commerciaux

Locations

BOULEVARD PTE ST-CLAUD
imm. récent, 350 m² DE BUREAU
et 2 bureaux, hall de réception
et asc. 350 m² et
6.400 m² de locaux, tous multi-
pièces. Paris 18
400.000 F/m² + charges.
ROUSSELS, 580-88-08.

fonds de commerce

Ventes

Vds. cession excellentes
affaires radio, T.V., discom-
puter, parf. 370 m² de
constr. C.A. T.T.C.
6.400 m² de locaux, tous multi-
pièces. Paris 18
400.000 F/m² + charges.
ROUSSELS, 580-88-08.

propriétés

URGENT CAUSE DÉPART EXCEPTIONNEL

QUEST PROCHE PARIS
magnifique propriété
sur les bords de la Seine.
2.100.000 F.
Tél. RLS. 200-88-13.

BRUNOY, belle prop. de style

très bon état, 10 p., 300 m².
Pars 1200 m² résidentiel.
ALGRAIN, 285-00-59.

Nég. DOUARD, maison 4 P.

et ch. 10 p., 300 m².
dominant rivière, terrain 100 m².
1.200 m² P. 480.000 F.
Téléphone : 328-28-80.

terrains

Potable vend 11.000 m²
terrain région parisienne
(92) 1.100 F. m².
INTERMÉDIAIRE S'ABSTENIR.
Ecr. s/réf. 11.591 F.
F. LUCIAUX
BP 226, 75063 PARIS
Cedex 02, qui transmettra.

viagers

Ecole LOUIS, 38, bd Voltaire
PARIS-XV. Tél. 355-61-55.
Spécialiste Viagers. Expérience
décennale.

Libé-est-Cor, près BLOIS

maison plain-pied, 4 p. et ch.
Excellent état + garage.
105.000 F. + 3.800 F. par
mois. Cruz. 286-19-00.

Libé, près Saut-Cour, 2 P.

ch. 10 p., 300 m².
450.000 F. 11/13 ans Cruz
8, rue La Boétie, 286-19-00.

51, quai P. 11, ch. 1^{er} de 400.000 F.

51, quai P. 11, ch. 1^{er} de 400.000 F. + 3.500 F. Occupé
free 77 ans. CRUZ 286-19-00.

Libé-est-Cor, près BLOIS

maison plain-pied, 4 p. et ch.
Excellent état + garage.
105.000 F. + 3.800 F. par
mois. Cruz. 286-19-00.

Libé, près Saut-Cour, 2 P.

ch. 10 p., 300 m².
450.000 F. 11/13 ans Cruz
8, rue La Boétie, 286-19-00.

51, quai P. 11, ch. 1^{er} de 400.000 F.

51, quai P. 11, ch. 1^{er} de 400.000 F. + 3.500 F. Occupé
free 77 ans. CRUZ 286-19-00.

SPORTS

AU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Exercice de style

Le groupe Renault a réuni le meilleur temps, lundi 2 juillet, au cours de la troisième étape, contre la montre par équipe. Les coureurs de l'équipe Renault ont été les premiers à franchir la ligne d'arrivée, à Valenciennes, dans la dernière étape du Tour de France.

De notre envoyé spécial

qui oblige les hommes à se livrer totalement, à unir leurs forces et à bien articuler leur action. C'est l'épreuve technique par excellence.

Ce travail d'artiste réservé aux athlètes du vélo exige une organisation exemplaire et ne tolère pas l'erreur. D'ailleurs, en raison d'un frottement, le robuste Néerlandais Oosterboek, un pilier de la formation Raleigh, a perdu douze minutes en 40 kilomètres et a été éliminé. Sa disparition a sans doute coûté la victoire à son équipe. Vincendeau a subi le même sort.

Un ordinateur de bord

Le groupe Renault formé autour de Fignon, Lemond et Madet, est passé maître dans ce genre d'épreuve. Il a terminé au complet à l'issue d'un sprint de 51 kilomètres.

qui a duré une heure et trois minutes. Pas d'incident. Pas de fausse note. Pourtant, il n'a battu le Raleigh Panasonic que de 4 secondes et ceux-ci n'ont précédé les Kwantum (Zotemelk, Rasm, Kuiper) que de quelques centimètres de seconde.

Détail remarquable : à une époque où il n'est question que de bicyclettes futuristes, les concurrents du contre la montre utilisent des vélos normaux, légers mais classiques. Seul l'Américain Greg Lemond dispose d'un petit ordinateur fixé sur le guidon qui le renseigne en permanence sur la vitesse instantanée, la moyenne générale, le temps de passage, ainsi que la distance restant à parcourir.

Nous sommes décidément les témoins d'un curieux Tour de France. Malgré son caractère exceptionnel - Bernard Hinault a été relégué à 55 secondes, - cette étape athlétique a eu moins d'importance que les bonifications distribuées à tout bout de champ depuis le départ de Paris. Un tel paradoxe résulte d'un système si compliqué que les commissaires eux-mêmes ont du mal à se retrouver dans leurs calculs. A l'arrivée à Valenciennes, ils ont d'abord remis le maillot jaune à Van den Haute qui venait de gagner l'étape. Vérification faite, ils se sont aperçus que le leader était en réalité Van der Poel. Un flamand peut en cacher un autre.

JACQUES AUGENDRE

RÉSULTATS

Troisième étape par équipe
LOUVROIL - VALENCIENNES
1. Renault-Elf, les 51 kilomètres en 1 h 35 min 54 s; 2. Panasonic-Raleigh, 1 h 36 min 58 s; 3. Kwantum-Hallen-Deceol, 1 h 37 min 58 s; 4. Peugeot-Shell-Michellie, 1 h 44 min 26 s; 5. Carrera-Inoxpa, 1 h 44 min 26 s.

VALENCIENNES - BETHUNE

1. Fierdi Van den Haute, les 83 kilomètres en 2 h 19 min 38 s (moyenne : 35,81 km/h); 2. Dejonghe, 2 h 21 min 23 s; 3. Van der Poel; 4. Vandermaden; 5. Kwantum; 6. Rasm; 7. Van Vliet; 8. Van den Bruele; 9. J. Ph.; 10. Andesson; 11. Castaing.

Classement général : 1. Jacques Hengraef (Pay-Bel), 11 h 38 min 15 s; 2. Van der Poel (Pay-Bel), 11 h 41 min 15 s; 3. Madet (Fr.), 11 h 42 min 15 s; 4. Fierdi Van den Haute (Bel.), 11 h 43 min 15 s; 5. Fierdi Van den Haute (Bel.), 11 h 43 min 15 s.

QUARANTE-SIX ATHLÈTES FRANÇAIS ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉS POUR LOS ANGELES

La commission nationale du sport de haut niveau, réunie lundi 2 juillet à Paris et présidée par M. Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a désigné quarante-six athlètes - trente-deux hommes et quatorze femmes - pour représenter la France aux Jeux olympiques de Los Angeles, qui auront lieu du 29 juillet au 2 août prochains.

ROMMES
Sprint : Bruno Marie-Rosa, Antoine Richard, Marc Casperici, Jean-Jacques Bonnamy, Patrick Barré, Herman Pazzo.
Relais 4x400 m : Yann Quecquer, Jacques Fellon, Didier Dubois, Hector Lhuissier, Aldo Ciani.
800 m : Philippe Depont.
1.500 m : Pascal Thiébaud, Alex Gonzalez.
3.000 m : Joseph Mahmoud, Pascal Dubacker.
110 m haies : Stéphanie Caristan, Franck Chevillier.
400 m haies : Gérard Brunel, Franck Joud.
Marathon : Jacky Berberger, Alain Lazzar.
20 km et 50 km marche : Gérard Leblond, Martial Fossler, Dominique Gueby.
Hauteur : Franck Verzy.
Perche : Pierre Quinao, Thierry Vigneron, Serge Ferrera.
Marteau : Walter Clouff.
Javelot : Jean-Paul Lakafia.
Décathlon : William Moti.

DAMES
Sprint : Marie-France Laval, Liliane Gascho, Rose-Almée Bascou, Raymond Nalge, Christelle Belteux, Marie-France Labat.
3.000 m : Amélie Sergent.
100 m haies : Laurence Elloy, Michèle Chardonnat, Marie-Noëlle Savigny.
Hauteur : Maryse Ewange-Epée, Brigitte Rougeron.
Pentathlon : Chantal Beaumont, Florence Picaut.

AU TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

Les raquettes parlent

Grande journée de tennis sur gazon, lundi 2 juillet, pour les huitièmes de finale des championnats de Wimbledon. Trois joueurs ont éliminé des têtes de série : John Sadri, Pat Cash, Paul Annacone, vainqueurs respectivement de Vitas Gerulaitis, Kevin Curren et Johan Kriek. Les numéros 1, 2 et 3 mondiaux, McEnroe, Lendl, Connors, ont fait pour leur part des démonstrations. C'était la promesse de quarts de finale explosifs, mercredi 4 juin.

Gerulaitis, Kevin Curren et Johan Kriek. Les numéros 1, 2 et 3 mondiaux, McEnroe, Lendl, Connors, ont fait pour leur part des démonstrations. C'était la promesse de quarts de finale explosifs, mercredi 4 juin.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - Un caricaturiste avait résumé, lundi matin, l'atmosphère qui avait entouré les huitièmes de finale entre John McEnroe et Bill Scanlon, « belle » des tournois de Wimbledon et de Flushing Meadows 1983. Le juge de chaise disait au New-Yorkais et au Texan : « Gentlemen, soyez la plus grande correction ! », puis il ajoutait, comme sur un ring de boxe : « Soignez, dehors ! ». Les deux Américains se débattaient cordialement. Les déclarations faites à la veille de leur rencontre laissaient entendre qu'il y aurait de l'orage dans l'air au court numéro 1 où ils devaient s'affronter.

Outre l'animosité notoire entre les numéros 1 et 17 mondiaux, le fait que le Scanlon ait toujours sérieusement accroché McEnroe au cours de leurs onze matches précédents, arrachant trois victoires, avait fait pressentir la première explosion du champion du monde, qui n'avait pas connu le moindre écart pendant la première semaine, se sachant sous haute surveillance. Mais il n'y eut pas d'explosion de la bombe à retardement américaine. En fait, on a assisté à un feu d'artifice tennistique.

Maître et élève

Comme il l'avait annoncé au début du tournoi, McEnroe s'est contenté de « laisser parler les raquettes ». Un langage de maître à élève : Scanlon n'a presque jamais été en mesure de retourner le service du champion en titre, qui, lui, a renvoyé les engagements du Texan sous des angles impossibles.

RECORD DU MONDE DU 10 000 MÈTRES

Le Portugais Fernando Mamede a battu, lundi 2 juillet, à Stockholm, le record du monde du 10 000 mètres en 27 min. 13 s. 81.

L'ancien record était détenu par le Kényan Henry Rono qui avait couvert la distance, en 1978 à Vienne (Autriche), en 27 min. 22 s. 4.

(Publicité)

Comment devenir Suisse en neuf mois

(et le rester pendant trente ans au moins)

Par les temps qui courent, il est bien agréable d'être Suisse.

De faire partie d'une communauté qui approuve le secret bancaire, qui refuse la semaine de 40 heures et qui apprécie les entreprises qui gagnent de l'argent. De vivre dans un pays superbe, où la réputation touristique n'est plus à faire. De pouvoir compter chaque année les grèves sur les doigts d'une main. De...

Par exemple, qu'il a fallu des hommes. Des dirigeants de valeur tant pour le pays que pour ses entreprises. Ce que l'on nommerait aujourd'hui des managers de talent, bien formés, durs à la tâche, animés d'un farouche esprit de réussite. Des gens qui possèdent ces qualités et cette mentalité suisses. Car, être Suisse, c'est d'abord un esprit.

Devenir Suisse

Cet esprit, vous pouvez l'acquérir. Et devenir « Suisse » en neuf mois. Simplement en suivant le

IMPORTANT - Administration de l'Entreprise est un programme de formation polyvalente en gestion d'entreprise, d'une durée de neuf mois à plein temps, donnant accès à un « Diplôme de formation de base en gestion d'entreprise ». L'ECADE est une institution indépendante d'enseignement privé fondée en 1960.

Etre Suisse

La vérité est bien plus simple. Etre Suisse, ce n'est pas seulement disposer du célèbre passeport rouge à croix blanche. C'est aussi partager quelques qualités et une certaine mentalité, où il est encore question d'effort, de réalisme, d'esprit d'entreprise, de profit...

Savez-vous qu'un siècle dernier, la Suisse était un pays si pauvre que son gouvernement étudiait des possibilités d'émigration massive vers le Nouveau Monde? Ne croyez-vous pas qu'il a fallu plus que de la chance pour faire aujourd'hui de la Confédération un des Etats les plus prospères du globe?

La force du programme Administration de l'Entreprise de l'ECADE, c'est simplement ceci : vous aider à développer et utiliser pleinement des qualités et une mentalité d'entreprise. En plus, Administration de l'Entreprise est un programme complet de gestion, concret, pratique, réaliste. Où vous vivrez réellement la vie d'entreprise, pour être immédiatement opérationnel une fois votre diplôme en poche.

Saisissez maintenant votre chance d'être admis

Chaque année, l'ECADE accueille 40 stagiaires dans le programme Administration de l'Entreprise. En prouvant votre détermination et votre envie réelle de « devenir Suisse », vous pouvez encore obtenir une place pour la session 1984/1985 (octobre à juin).

Il vous suffit de nous adresser quelques lignes justifiant votre désir d'être admis, accompagnées d'une brève présentation de vous-même (vos diplômes nous intéressent, vos motivations nous passionnent). Sachez nous convaincre : vous recevrez en retour, sans engagement, un dossier d'information et une formule d'admission.

Adressez vos messages à M^{me} F. Henry Direction administrative Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises ECADE Rue du Bugnon 4 CH-1005 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 221 511.

Sulka
CHEMISIER-TAILLEUR
SOLDES
2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

ÉTÉ

LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 3.7.84 A 00 GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 4.7.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 juillet à 0 heure et le dimanche 4 juillet à 24 heures.

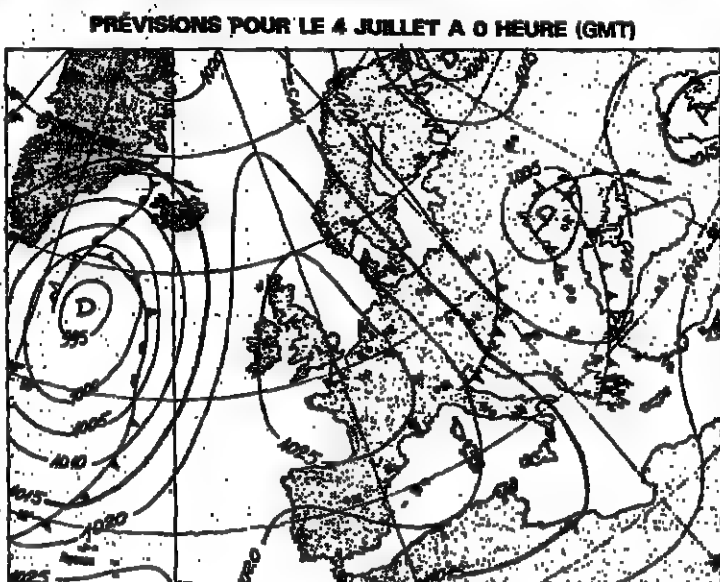
Une hausse de pression sensible sur la France amenant l'arrivée d'un solide anticyclone. Les zones de nuages seront progressivement rejetées vers la Belgique et l'Allemagne.

Mercredi, il fera beau sur la France, soleil d'été le matin pratiquement en toutes régions. Simplement quelques nuages de brumeux le matin dans le Sud-Ouest et des nuages passagers en bordure des frontières de l'Est et du Nord-Est. Il fera tout de même un peu frais pour la saison : 7 à 9 degrés sur la moitié nord, 12 degrés dans le Sud-Ouest et 15 degrés en bordure de Méditerranée.

Dans l'après-midi, ciel bleu et soleil mais toujours des températures légèrement au-dessous des normales : 17 degrés dans le Nord, 20 à 21 degrés sur l'Ouest, 23 degrés dans le Centre, 25 degrés en Aquitaine et 27 degrés sur la Méditerranée.

Sous de l'évolution pour le dimanche, l'anticyclone qui gagnera l'Europe occidentale protégera temporairement la France du nouveau couloir perturbé océanique et favorisera un réchauffement progressif. Toutefois, à partir de samedi, des masses d'air instable remonteront d'Espagne et provoqueront le retour d'un ciel nuageux orageux sur notre pays.

Prévisions pour le dimanche 4 juillet, la météo sera encore fraîche sur



PRÉVISIONS POUR LE 4 JUILLET A 0 HEURE (GMT)

La plupart des régions avec période des formations brumeuses sur le Centre, le Sud-Ouest, les côtes de la Manche, ainsi que des passages orageux de Nord-Est aux Alpes du Nord et à la Corse. Dans la journée, les périodes ensoleillées prédomineront et les températures maximales se rapprocheront des normales saisonnières. Les vents seront faibles en général, sauf près de la Méditerranée où les souffleront, modérément du secteur nord-est.

Vendredi, un beau temps plus chaud s'étend à la majeure partie du pays. Les températures diurnes pourront atteindre 25 degrés en de nombreuses régions, voire 28 à 30 degrés en Aquitaine, où on peut toutefois s'attendre à une évolution orageuse en fin de journée. Les vents s'orientent au Sud-Est près de l'Atlantique.

Samedi, l'activité orageuse se développera pour s'étendre le soir à une moitié ouest du pays, jusqu'au sud du Bas-

sin parisien et au Massif Central. Elle devrait épargner le Nord et le Nord-Est où le temps deviendra quand même plus chaud.

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer à Paris, le 3 juillet à 8 heures, de 1026,5 millibars, soit 769,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juillet; le second, le minimum de la nuit du 2 juillet au 3 juillet): Ajaccio, 26 et 14 degrés; Biarritz, 22 et 15; Bordeaux, 22 et 10; Bourges, 22 et 9; Brest, 20 et 9; Caen, 19 et 8; Clermont, 17 et 9; Clermont-Ferrand, 23 et 12; Dijon, 21 et 9; Grenoble-St-M.-H., 26 et 13; Grenoble-St-Georges, 23 et 11; Lille, 19 et 9; Lyon, 22 et 11; Marseille-Marguison, 28 et 18; Nancy, 21 et 9; Nantes, 23 et 17; Nice-Côte d'Azur, 32 et 18; Paris-Montsouris, 22 et 11; Paris-Orly, 23 et 10; Pau, 24 et 14; Perpignan, 27 et 19; Rennes, 23 et 9; Strasbourg, 21 et 11; Tours, 23 et 11; Toulouse, 25 et 12; Poitiers-Fitac, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 20 degrés; Amsterdam, 17 et 10; Athènes, 34 et 20; Berlin, 17 et 11; Rome, 20 et 10; Bruxelles, 18 et 9; La Ciotat, 36 et 23; Les Canaries, 24 et 19; Copenhague, 15 et 8; Dakar, 26 et 25; Djibouti, 35 et 20; Genève, 22 et 12; Istanbul, 29 et 15; Jérusalem, 29 et 17; Labenne, 26 et 15; Londres, 18 et 9; Luxembourg, 19 et 7; Madrid, 32 et 15; Moscou, 18 et 12; Nairobi, 24 et 13; New-York, 25 et 19; Palma-de-Majorque, 30 et 19; Rome, 28 et 19; Stockholm, 18 et 10; Toulon, 40 et 25; Tunis, 43 et 30.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JEUNESSE

AUTRICHIENS ET FRANÇAIS. — Le Bureau International de l'Union et de documentation (BILD), qui organise depuis de nombreuses années des échanges de jeunes Français et Autrichiens, avec différentes activités linguistiques et de loisir, lance une initiative en direction de l'Autriche. Une rencontre de jeunes scolaires français et autrichiens sera organisée à Schladming, du 7 au 28 août. Le prix total, voyage compris, est de 4350 F.

* BILD : 90, rue de la Liberté, 75006 Paris. Tél. : 387-35-50.

TOURISME

LE CLUB MÉDITERRANÉE

OUVRIERA SON PREMIER VILLAGE EN CHINE A LA FIN DE 1985

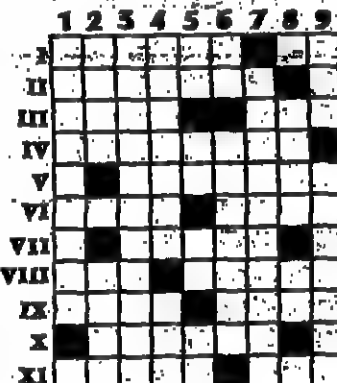
Aux termes d'un accord signé entre les autorités de la République populaire de Chine et le Club Méditerranée, l'entreprise de M. Trignou va ouvrir dans ce pays son premier village de vacances à la fin de l'année 1985. D'une capacité de 280 lits et de 140 chambres, il sera situé dans la zone de développement de Shenzhen, à la limite de la frontière avec Hongkong, plus exactement sur le site de Sai-Mai-Sha, dans la province de Canton.

Selon le protocole d'accord rédigé entre la Banque de Chine, l'Agence de développement de Shenzhen et Tris-Lease International Ltd, un groupe bancaire franco-chinois (de Hongkong), le financement de ce projet est évalué à environ 60 millions de francs, un montant un peu inférieur à un autre projet plus ambitieux, négocié depuis de nombreux mois entre les deux parties.

Toutefois, précise-t-on au Club Méditerranée, cet accord ouvre la voie à de nouvelles implantations en Chine qui viendront s'ajouter au « réseau » actuel de cet organisme de loisirs qui compte actuellement 165 villages et hôtels dans le monde entier. Il se répartit en 98 villages, 3 villages annexes, 58 résidences de vacances et 6 hôtels de tourisme. Le Club Méditerranée, qui emploie actuellement un peu plus de 18 000 personnes, inaugure en ce début de juillet un nouveau village de vacances de 600 lits au Mexique.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3745



HORIZONTALEMENT

I. C'est dans son lit que l'on se livre aux plus doux transports. Copulatives. — II. Paradoxe pour certains animaux se déplaçant ventre à terre. — III. Signe précurseur ou temps futuriste. Adresse internationale. — IV. Sorte de perche ayant une méfiance marquée pour la saule. — V. Parle de culture. — VI. C'est parfois capter les canards qui peuvent engendrer les pions. Nom de deux philosophes et économistes anglais. — VII. Populaire, elle ne jouit pas d'une grande popularité. — VIII. Se trouve à droite ou se trouve, tout simplement. Se marient beaucoup mieux quand elles sont riches. — IX. Fière défilant. L'un porte maillot, l'autre le faux col. — X. Impalpable. — XI. Faire beaucoup de pas pour rien. Elève chef des personnes sans élévation.

VERTICALEMENT

I. Bon bac. — 2. Possessif. Affluent de la Moselle (en version germanique). — 3. Semer le son dans les sillons dans l'espoir de récolter du blé. — 4. Un sacré estampeur. La robe est de velours. — 5. Ouvert dans le milieu. Personnel. La cité des mille et un lustres. L'Irlande à l'ouest et l'Ebre au centre. — 6. Participe passé. Sans intérêt pour qui pêche en eau trouble. — 7. Mouvement militaire bien connu du Béarnais. — 8. Que peuvent toncher la main et l'esprit. Première tranche d'emprunt. — 9. Répétition ou l'on rit jaune. Avec elle, que de lettres se perdent !.

Solution du problème n° 3744

Horizontalement

I. Poche. SI. — II. Ophites. — III. Néb. — IV. Tom. Stais. — V. Omb. Ad. — VI. Nantais. — VII. NN. Cob. Al. — VIII. Jén. Omb. — IX. Cl. — X. Ru. Rén. — XI. Dessert.

Verticalement

1. Pontonniers. — 2. Opiomane. — 3. Chemin. Na. — 4. Hic. Sitat. — 5. Etes. So. — 6. Se. Tambours. — 7. Stade. Paie. — 8. Ose. Céder. — 9. Impertinent.

GUY BROUTY.

Décès

— Marseille. Puyvert. M^{me} Suzanne Bonischot, ses enfants, petits-enfants, ses frères, M. et M^{me} Robert Bonischot et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Bonischot et leur fils, Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de

docteur Roger BONISCHOT, survenu à l'âge de soixante ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, le samedi 30 juin, dans l'intimité familiale.

— M^{me} J. Bréjoux, M. et M^{me} J.-P. Bréjoux, ont le deuil de faire part du décès de

Jean BRÉJOUX, professeur honoraire, survenu le 29 juin 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

21, rue Laharpe, 33110 Le Bouscat. La Fosse-d'Enu. Fontainevert 17100 Salles.

— M^{me} Geneviève Bergonier, sa sœur, Docteur Jean-Antoine Crozier et M^{me}, née Marie-Françoise Durand, M^{me} Albert-Jacques Mosby et M^{me}, née Catherine Crozier, M. Luc Crozier et M^{me}, née Joëlle Levis d'Hautefort, M. Marc Crozier et M^{me}, née Evelyn Fabre, ses enfants, Pierre, Yves, Cécile, Benoît, Paul, Julie et Camille, ses petits-enfants, M. et M^{me} Louis Crozier, sa belle-sœur et belle-mère, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Pierre CROZIER, née Marguerite-Marie Bergonier, survenu le 1^{er} juillet 1984, dans sa soixante-seizième année, et prient d'assister à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le jeudi 5 juillet 1984, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, 13, rue de la République.

11, rue Lachaux, 78120 Rambouillet.

— M^{me} André Descombes-Declère, M. et M^{me} Guy Descombes-Declère, M. et M^{me} Bernard Descombes-Declère, M. et M^{me} Bernard Descombes-Declère, Stéphane, Eric, Sandrine, Frédéric, Julien, Laure, Bertrand et François, Les familles Gaudin et Poutel, ont le deuil de faire part du décès de leur épouse, père, grand-père, beau-frère et oncle,

André DESCORBES-DECLÈRE, survenu le 30 juin 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale de Vence, le 5 juillet, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vence dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue des Arves, 06140 Vence, 2, rue de la Maison-Blanche, 75013 Paris.

— M. Hubert de Givenchy, M. Jean-Claude de Givenchy, Le personnel des sociétés Givenchy, ont le deuil de faire part du décès de

M. Roland FORET, administrateur en ancien directeur financier.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 juillet 1984, à 14 h 30, à Besançon, en la basilique Saint-Étienne.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Roger LANFANT de METZ, survenue au Havre, le 27 juin 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jean Padovani, née Guinini, M. et M^{me} André Raymond, M. et M^{me} Michel Lesieur, Le docteur et M^{me} Pierre Padovani, Vassini, Bruno, Jérôme, Florence, Mathieu et Vincent, Les familles Padovani, Cardin, Guinini et Giorgi, leurs parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès, survenu le 27 juin 1984 à L'Île-Rousse, de

M. Jean PADOVANI, professeur honoraire, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 28 juin 1984, à 17 heures, en l'église de L'Île-Rousse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, avenue Paul-Doumer, 20220 L'Île-Rousse, 27, rue Armand-Carrel, 75019 Paris.

— M^{me} Jeanne Sains, sa sœur, M. et M^{me} Pierre Sains, M. et M^{me} Raymond Sains, M. et M^{me} Lucien Sains, ses fils et belles-filles, Catherine, Juliette, Marnel, Anne, Henri, Pascale et Marc, ses petits-enfants, M^{me} Catherine Sains, sa sœur, Les familles Sains, Père et Dumes, Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de

M. Henri SAJUS, professeur en retraite, survenu le 25 juin 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 28 juin, en la cathédrale de Lescar.

— M. et M^{me} Edouard Desbordes, leurs enfants, petits-enfants, Et toute la famille, dans la tristesse de la séparation, ont le deuil de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M^{me} Germaine VIALARET, survenue le 29 juin 1984, à Agde.

Les obsèques ont eu lieu samedi 3 juillet, à 11 heures, en l'église de Saint-Germain (12100).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, impasse du Hoggar, 34300 Agde.

Anniversaires

— Le 4 juillet 1984 est le jour du douzième anniversaire de la mort du

docteur H. DESCOMBES.

Pensez affectueusement à lui.

— Une pensée pleine de sollicitude pour le vingtième anniversaire de la mort de

Gaby MORLAIX, le 4 juillet 1984.

Messes anniversaires

— Une messe en souvenir de

Roland et Jeanne BESNEUX, rappelés à Dieu le 6 juillet, ainsi qu'à l'intention des défunts de la famille sera célébrée le 6 juillet 1984, à 11 h 45, en l'abbaye Sainte-Marie de Paris, 5, rue de la Source, 75016 Paris (métro Jussieu).

ROBLLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. 64, rue La Boétie - 563-12-86

VENTE au Palais de Justice à CRETEIL, le jeudi 12 juillet 1984 à 9 h 30

UN ENSEMBLE IMMOBILIER

Comprendant bâtiment divisé en divers locaux occupés par un pavillon d'habitation libre

8, 10, 12 et 14, rue Pierre-Curie et 33, rue Baudin à IVRY-SUR-SEINE (94)

MISE A PRIX : 500.000 FRANCS

S'adresser à M^{me} Yves Tournelle, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Clichy. Tél. : 874-45-85 ; M^{me} A. CHEVRIER, syndic à PARIS, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée.

VENTE au Palais de Justice à EVRY (Seine-et-Marne) le MARDI 10 JUILLET 1984 à 14 h

UN PAVILLON sis à MEREVILLE (91)

sur des Mesures n° 4

MISE A PRIX : 100 000 F

Consignation préalable indisp. par chèque certifié, en espèces. Rem. M^{me} TRUXILLO & ARON, Avs. ass. 4, bid de l'Europe à EVRY (079-39-45).

VENTE au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 9 JUILLET 1984 à 14 h

APPARTEMENT, CAVE & PARKING

rue de Castagnary, numéro 60

à PARIS 15^e

MISE A PRIX : 125 000 FRANCS

S'adr. à M^{me} Bernard de SARIAC, avocat 70, av. Marceau, 75008 PARIS. Tél. : 720-82-38 - S.C.P. SCHMIDT, DAVID, avocats - M^{me} FERRERI, syndic.

Vu au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 12 JUILLET 1984 à 14 h

UN APPARTEMENT

de 3 p., principal - libre

AU PERREUX S/MARNE (Val-de-Marne)

6, Villa du Trocadéro

Mise à prix : 90 000 F

M^{me} Yves TOURAILLE, avocat à PARIS-P., 48, rue de Clichy. Tél. : 874-45-85 ; M^{me} A. PERNOT, Syndic à PARIS 14^e, rue de Rivoli.

Vu au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 12 JUILLET 1984 à 14 heures - En cinq lots

5 TERRAINS dont 2 constructibles

EN BORD DE MER à St-GILDAS-de-RHUYS (56)

MISES A PRIX

1^{er} lot : 2 481 mètres carrés : 150 000 Francs (construct.)

2^e lot : 900 mètres carrés : 3 000 Francs

3^e lot : 663 mètres carrés : 3 000 Francs

4^e lot : 620 mètres carrés : 3 000 Francs

5^e lot : 831 mètres carrés : 50 000 Francs (construct.)

Maître Yves TOURAILLE, Avt à PARIS-P., 48, rue de Clichy, 874-45-85

M^{me} P. MIZON, syndic, 60, boulevard de Sébastopol

Vu au Palais de Justice de PARIS - JEUDI 12 JUILLET 1984 à 14 h

En six lots

APPARTEMENTS à PARIS 4^e

rue Geoffroy-l'Anglais n° 7 & 9

1^{er} lot - 1 chambre, cuis. cave - Mise à prix : 25 000 F.

2^e lot - 1 chambre, cuis. cave - Mise à prix : 25 000 F.

3^e lot - 1 chambre, cuis. cave - Mise à prix : 25 000 F.

4^e lot - 1 chambre, déb. - Mise à prix : 15 000 F.

5^e lot - 1 chambre - Mise à prix : 15 000 F.

6^e lot - 1 chambre - Mise à prix : 25 000 F.

S'adr. à M^{me} LUC RAVAZ, Avocat, 63, rue de l'Université, PARIS-P.

& tous avocats près les TGI de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL.

Vu au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 12 juillet 1984 à 14 heures

en un lot

UN ENSEMBLE INDUSTRIEL

d'une contenance totale au sol de 7191 mètres carrés, compris : bâtiment à usage de tannerie, entrepôt, bureaux, magasin, atelier et maison de gardien.

Reculé - La Tasserie - à

SAINT-MARTIN-D'AUBIGNY (50)

AVEC L'OBLIGATION DE REPRENDRE LES CONTRATS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ DOFAN

MISE A PRIX : 300 000 FRANCS

S'adr. pr. vs. rns. à M^{me} T. BURC, Avt à Paris 17^e, 1, rue Georges Berger, tél. : 766-21-03 - M^{me} Yvonne PAVEC, syndic à Paris 3^e, 100, rue Quincampoix, tél. : 274-23-24 - M^{me} Serge PINON, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, tél. : 325-49-93 - A ts avts près les TGI de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL & NANTERRE - Au Greffe des Créances du TGI de PARIS où le cahier des charges est déposé.

ET SUR PLACE POUR VISITER

LA NÉGOCIATION SUR L'ADAPTATION DES CONDITIONS D'EMPLOI

- Seule la CGT s'oppose au projet actuel de « réanimation » des commissions paritaires.
- Les ENCA représenteraient 471 000 emplois supplémentaires selon une étude réalisée pour le CNPF

Rude négociation sur l'adaptation des conditions d'emploi ! Les partenaires sociaux ont besoin d'une nouvelle réunion - dans le cadre d'un « groupe de travail » qui se réunira le 6 juillet - pour se mettre d'accord sur un simple texte de « réanimation » des commissions paritaires de l'emploi, en application de l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 et de l'avenant du 21 novembre 1974 (1). Pour améliorer la concertation et l'information sur l'emploi, les partenaires sociaux étaient, comme l'a fort bien expliqué M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, convenus en 1969 de mettre en place des commissions paritaires professionnelles, mais elles étaient « souvent très loin du terrain ». En 1974, afin d'améliorer l'outil, des commissions paritaires interprofessionnelles régionales étaient créées, mais elles enregistraient bientôt la même reproche et restaient lettre morte.

Pour procéder à un bon lever de rideau de la négociation sur la flexibilité, syndicats et patrons avaient donc décidé de dynamiser ou - plus exactement - de faire vivre ces structures en les adaptant au paysage de 1984 et en leur donnant un rôle plus prospectif. L'affaire n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire. Le 2 juillet, lors d'une réunion qui a duré trois heures, trois textes - l'un du CNPF, l'autre de la CFDT, le troisième de la CGC - ont été discutés. La CFDT a demandé que les commissions paritaires régionales se voient assigner de nombreuses tâches parmi lesquelles les évolutions liées à l'introduction des nouvelles technologies, l'insertion des jeunes et les projets de compression d'effectifs dans les branches ou les entreprises. Elle a proposé dans un premier temps de mettre en place des commissions dans le Nord, en Bretagne, dans la région Midi-Pyrénées et dans les Pays de la Loire. Pour « mettre en pratique les textes », la CGC a suggéré « à titre expérimental » l'instauration de deux commissions, l'une au niveau du bassin d'emploi, l'autre de la région. « Lorsque l'entreprise est en difficulté, précise son projet, et que des licenciements sont envisagés, une fois que le comité d'entreprise aura délibéré, l'on procédera à une saisine concertée des deux instances afin que celles-ci examinent tant le problème - au niveau régional - des licenciements

qu'un texte commun n'ait pu, dès le 2 juillet, être élaboré, la CFDT et la CGC ont jugé la réunion plutôt positive. La CFDT a souligné la nécessité de « dégager la volonté politique de mettre en œuvre des dispositions arrêtées depuis longtemps », préconisant d'abord des expériences limitées en nombre (Nord, Rhône-Alpes, Lorraine, Provence-Côte-d'Azur). FO a insisté pour obtenir un système souple : « Nous avons proposé, a indiqué M. Faesch, qu'il y ait possibilité de subdiviser les commissions régionales en autant de commissions qu'il y a d'ASSEDIC (soit cinquante) ». Dans un tel schéma, les ASSEDIC assureraient le « soutien logistique » aux commissions paritaires, tant pour les salles de réunion que pour la réalisation de certains travaux et la prise en charge sur la dotation de gestion - ce qui serait « supportable » - des pertes de salaires des représentants des salariés. « On verra en marchant ce qu'il conviendra de corriger et on corrigera », a précisé M. Faesch en prenant l'exemple du Creusot, qui pourrait être intéressé par une commission paritaire au niveau du bassin d'emploi.

Le schéma de réanimation qui devrait être adopté le 6 juillet - sans qu'il s'agisse ni d'un accord déposé au ministère des Affaires sociales ni d'un avenant, mais plutôt d'un « procès-verbal » - réaliserait sans doute la synthèse entre le projet du CNPF et les suggestions de FO. M. Yvon Chotard, en sa qualité de secrétaire de la réunion du 2 juillet, a indiqué que dans plusieurs régions - sans que la liste soit trop limitative - des expériences seront engagées d'ici à la fin de l'année, pouvant en outre servir de référence aux autres régions. Il a donné son accord, pour accroître l'efficacité des commissions paritaires, à la création de sous-commissions au niveau des ASSEDIC, lesquelles doivent juger s'il convient ensuite de descendre encore au niveau des bassins d'emploi. Le secrétariat des commissions sera assuré par le patronat. Leur rôle, leurs missions nouvelles pourront être définies dans leur définition au cours de négociation. Quant aux salaires perdus par les représentants des salariés siégeant aux commissions, demande sera faite au régime d'assurance-chômage de les rembourser « dans des conditions et limites qui seront arrêtées par la commission paritaire nationale ».

Ce premier terrain de convergence ne sera cependant pas le cadre d'une manifestation d'unanimité. La CGT, qui a fait preuve

d'une fermeté qui est un signe de son attitude future, quelques jours après les élections européennes, s'est nettement démarquée de ses partenaires syndicaux, en signifiant qu'elle ne ratifierait vraisemblablement pas le « procès-verbal » du 6 juillet. « Cette réunion a été assez mal de la suite des discussions », a affirmé M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui a estimé qu'elle ne ratifierait vraisemblablement pas le « procès-verbal » du 6 juillet. « Cette réunion a été assez mal de la suite des discussions », a affirmé M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui a estimé qu'elle ne ratifierait vraisemblablement pas le « procès-verbal » du 6 juillet. « Cette réunion a été assez mal de la suite des discussions », a affirmé M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui a estimé qu'elle ne ratifierait vraisemblablement pas le « procès-verbal » du 6 juillet.

« Des réservoirs d'emplois »

Sans attendre la poursuite des discussions le 10 septembre prochain, le CNPF est revenu à la charge sur les emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA). Au cours d'une conférence de presse le 3 juillet, M. Yvon Gattaz a voulu démontrer qu'il existe des « réservoirs d'emplois » actuellement « étouffés » par l'excès de réglementation. Pour le président du CNPF, « il faut comprendre que ces sont les marchés - c'est-à-dire les clients - qui commandent l'emploi. Une entreprise doit pouvoir adapter ses effectifs, en fonction des commandes et de leur diminution. Sinon elle est condamnée à mort. Donner aux entreprises la certitude de pouvoir adapter rapidement leurs effectifs, c'est supprimer un frein à l'investissement. M. Gattaz s'est même évertué à démontrer que le CNPF faisait preuve d'une certaine modération. « Sachant la résistance des syndicats pour tout ce qui touche aux droits acquis », en ne proposant pas de supprimer les commandes, il a souligné que le CNPF faisait preuve d'une certaine modération. « Sachant la résistance des syndicats pour tout ce qui touche aux droits acquis », en ne proposant pas de supprimer les commandes, il a souligné que le CNPF faisait preuve d'une certaine modération.

plus de 3 % des effectifs actuels, dans les entreprises de 1 à 5 salariés (hypothèse jugée basse, car l'étude ne concerne pas les 1,6 million d'entreprises individuelles n'ayant pas actuellement de salariés). Pour les entreprises de plus de 5 salariés, cette mesure produirait 221 000 embauches. Il est à remarquer que plus la taille de l'entreprise augmente, plus l'augmentation moyenne attendue des effectifs diminue (+13 % pour les entreprises de 6 à 9 salariés, +8 % de 10 à 49, +7 % de 50 à 199, +1 % pour les plus de 2 000 salariés). Au total 367 000 embauches interviendraient « au plus tard dix-huit mois après l'entrée en vigueur du nouveau dispositif » (dont 37 000 dans les entreprises de plus de 200 salariés).

La mesure « effet de seuil » aboutirait à 83 000 emplois nouveaux - dont 58 000 venant des entreprises de 8 ou 9 salariés, - 35 000 étant créés la première année et 28 000 l'année suivante. Cette mesure, commente le CNPF, « ne prendrait son effet véritable que si les contraintes liées à la liberté de licencier étaient levées ». Quant à l'exonération partielle de charges sociales (moins de 5 % sur un total de charges sociales assises sur les salaires « de plus de 45 % » et ne s'appliquant qu'aux nouveaux embauchés), elle aurait une portée beaucoup plus limitée ne suscitant la création que de 21 000 emplois nouveaux exclusivement dans les entreprises de moins de 20 personnes (2 sur 100 prévoyant d'embaucher en cas d'exonération).

En définitive, M. Yvon Gattaz a indiqué que « les ENCA représenteraient 471 000 emplois, dont plus de 400 000 seraient créés dès la première année d'application ». Ces emplois supplémentaires, a ajouté le président du CNPF, « ne seraient pas créés que si les dispositions nouvelles ont une durée d'application suffisante : trois ans au minimum ». Il a également estimé que les chefs d'entreprise ayant des difficultés pour se placer dans une situation réellement différente, il pouvait en résulter « une sous-évaluation des embauches potentielles », celle-ci lui paraissant plus déterminante qu'une éventuelle surestimation venant d'une expression d'intentions d'embauches plutôt valorisante. A ce point de l'étude, le CNPF choisit l'interprétation la plus optimiste, ce qui est un pari, ajoutant qu'une première vague de 471 000 emplois aurait « des effets induits », notamment à travers la distribution des salaires. Une relance par les ENCA ? L'enquête ne prend pas en compte le degré de syndicalisation des entreprises interrogées. Or une société peut-elle attendre le même effet d'un allègement des contraintes administratives suivant qu'elle doit faire face ou non à d'autres « contraintes », provenant de syndicats puissants ?

MICHEL NOBLECOURT.

« Mariniers : le mécontentement s'amplifie. - Les marins qui avaient organisé des barrages de péniches sur la Saône la semaine dernière n'avaient toujours pas cessé leur mouvement le 2 juillet. A Saint-Jean-de-Loire (Côte-d'Or), le pilote d'une vedette et un marinier ont échangé des coups de feu et une jeune touriste allemande a été blessée et a dû être hospitalisée à Dijon. Le marinier et le capitaine de la vedette ont été placés en garde à vue à la gendarmerie de Saint-Jean-de-Loire. Avant de lever éventuellement leurs barrages, les marins attendent le résultat des négociations entamées à Paris avec le ministère des transports, ainsi qu'une décision imminente d'EDF pour transporter 18 000 tonnes de charbon de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) à Creil, en région parisienne. Ils craignent que la SNCF n'obtienne la totalité de ce marché.

AGRICULTURE

Nouvelle condamnation à une peine de prison ferme pour M. Jean-Jacques Riou

M. Jean-Jacques Riou, vice-président du CDJA du Finistère, a été condamné, lundi 2 juillet, à deux mois de prison ferme par le tribunal de grande instance de Quimper. Le leader syndicaliste, qui venait d'être condamné par le tribunal de grande instance de Brest pour la mise à sac de la sous-préfecture, était cette fois poursuivi à la suite des incidents survenus lors de la manifestation du 22 avril 1983 à Châteaulin. Il était inculpé de violences et voies de fait n'ayant pas entraîné d'incapacités ainsi que de complicité de violences et voies de fait et de complicité de destruction de véhicules appartenant à l'Etat.

M. Jean-Jacques Riou devra verser 38 000 F de dommages et intérêts. En outre, il a été condamné à 10 000 F d'amende pour des dégradations commises en décembre 1983, sur un camion transportant de la viande importée du Danemark.

A Quimper, le procureur de la République avait requis une peine de quinze jours ferme. L'ensemble des condamnations prononcées à l'encontre du leader syndicaliste s'élevait à quelque cinq mois de prison ferme assortis de lourdes peines d'amendes. Ces jugements devraient être examinés par la cour d'appel de Rennes à l'automne.

PLAN D'URGENCE POUR CREUSOT-LOIRE

Le gouvernement charge M. Louis Gallois de coordonner les efforts des pouvoirs publics

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a annoncé, mardi 3 juillet, qu'il avait chargé M. Louis Gallois, directeur général de l'industrie, de « coordonner les efforts des pouvoirs publics » en vue de mettre sur pied un plan d'urgence pour Creusot-Loire. M. Gallois s'appuiera en particulier sur le comité interministériel de restructuration industrielle, qui avait été chargé du dossier dans les semaines précédant le dépôt de bilan.

Sur le plan industriel, le ministre précise que « des contacts immédiats auront lieu avec les opérateurs industriels susceptibles d'assurer une reprise » de Creusot-Loire dont l'activité, rappelle-t-il, « continue sous la responsabilité du tribunal de commerce ».

D'autre part, le ministre indique que « les dispositions sociales vont être prises en relation avec les conséquences sur l'emploi ».

Les organisations syndicales, les représentants des sous-traitants et les élus concernés seront « reçus dès cette semaine » au ministère. Enfin, « des mesures d'accompagnement économique sont préparées pour les régions les plus concernées », notamment la Saône-et-Loire et la Loire. Le point sur ces décisions sera fait le 13 juillet.

[M. Louis Gallois, né le 26 janvier 1944, est ancien élève de l'Ecole des hautes études commerciales et de l'ENA. Administrateur civil, il a notamment, attaché financier à l'ambassade de France à Tokyo de 1976 à 1978, puis haut fonctionnaire au ministère de l'économie et des finances. En mai 1981, il est nommé directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, jusqu'à sa nomination, en septembre 1982, à la direction générale de l'industrie.]

La CGT et la PCF préconisent la nationalisation en cas de blocage

Une journée d'action aura lieu le jeudi 5 juillet au Creusot (Saône-et-Loire) sur l'initiative de la fédération de la métallurgie CGT afin d'« associer les populations concernées » à la lutte pour le redressement de Creusot-Loire. La CFDT, d'ores et déjà, a annoncé qu'elle s'associerait à cette manifestation, marquée, notamment, par un défilé de bus amenant des délégations CGT de tous les établissements du groupe. L'intersyndicale (CGT, CFDT, CGC) demande également la tenue d'un comité d'entreprises extraordinaire, ainsi qu'une réunion tripartite avec la direction et les pouvoirs publics.

Par ailleurs, à l'usine de Chalons-sur-Saône, une grève de vingt-quatre heures a eu lieu le lundi 2 juillet, les salariés refusant toutefois l'occupation de l'établissement proposée par la CGT et la CFDT.

Dans un communiqué commun, le bureau confédéral et la fédération de la métallurgie CGT estiment que « la seule solution cohérente est le maintien de l'ensemble du groupe ». En cas de blocage persistant de la part du patronat, « une mesure légitime » s'imposerait alors, selon la CGT : « Les pouvoirs publics devraient prendre le contrôle de

l'ensemble des sociétés du groupe Empain-Schneider et procéder à leur nationalisation ».

C'est une déclaration similaire qu'a faite, lundi au Creusot, M. André Lajoinie, député de l'Allier, membre du secrétariat du bureau politique du PCF. « Si les actionnaires de Creusot-Loire continuent de refuser de faire leur devoir, a-t-il dit, le gouvernement a les moyens de les y contraindre. Notamment en leur disant : « Ou vous prenez vos responsabilités, ou la loi souveraine du Parlement vous exproprie ».

M. Bergeron : pas de nationalisation

De son côté, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, qui avait été reçu mardi matin par M. Fabius, avait déclaré à l'issue de cet entretien que le gouvernement « n'a pas l'intention de nationaliser Creusot-Loire ».

Solo M. Bergeron, « une telle mesure ne résoudrait pas les problèmes posés, mais aurait, au contraire, des prolongements psychologiques, politiques et économiques inopportuns, surtout dans les circonstances actuelles ».

La rigueur et la confiance

(Suite de la première page.)

Il n'y a plus de mystère dans tout cela. Le scepticisme a fini par céder devant l'évidence. La cause est entendue.

C'est si peu de gauche, ou de droite, que les grands chefs d'entreprises du monde ont abandonné l'obsession du prix pour celle de la qualité. Ce « zéro-défaut », en langage industriel, exige, avec la technologie la plus poussée, la qualification humaine la plus élevée, à tous les niveaux. Là doit s'appliquer la rigueur.

La question a été évoquée aux assises socialistes par un partisan loyal du pouvoir et de sa politique, M. Jean Poperen : « Nous avons eu raison de demander la rigueur. Et nul ne le conteste plus... Encore faut-il que les gens de ce pays comprennent quelle est la finalité de la rigueur. La question se pose. Il serait dangereux d'imaginer qu'elle puisse longtemps encore rester sans réponse. »

Dangereux car l'effort, demandé à tous, ne sera supporté que s'il est visiblement créateur. Si l'on commence réellement à voir que les robots, les micro-processeurs, viennent muscler nos usines, et que les nouveaux outils scientifiques, irriguent tous les lieux de travail, créent un environnement permanent de promotion, couvrant nos régions d'un tissu de fertilité humaine, seule créatrice de nouvelles richesses.

Cette politique-là déploie sa puissance créatrice partout où l'on branche les activités industrielles ou tertiaires sur les grands pôles de connaissance, de formation, de perfectionnement. C'est celle de la « ressource humaine », évoquée tout récemment encore, à Pittsburgh, par François Mitterrand.

Et c'est bien la finalité impérative de toute rigueur, dont les fruits doivent être consacrés à l'effort de qualification des hommes, dans toutes les métiers, nécessaire au renouveau des équipements comme de l'emploi. Quand la rigueur se contente d'être sa propre finalité, elle laisse la question de Jean Poperen sans réponse. D'où le stérilité.

Creusot-Loire a perdu ses marchés dans le monde non pas en raison de prix trop élevés - ils ne l'étaient pas, - mais par manque de précision

dans les délais, de fiabilité des systèmes livrés, et des carences dans la maintenance. Sous-qualification, à tous les niveaux. Manque de rigueur.

Si Citroën et Renault, protégés des Japonais sur le marché intérieur, se font déborder par nos frontières extérieures, ce n'est pas en raison de leur qualité, mais par leurs défaillances. Sous-qualification. Manque de rigueur.

Limiter l'effort de rigueur aux salaires et aux effectifs aboutit en somme à un contresens qui explique nos défaites : le culte du chômage - pris pour signe de courage, pour la rigueur même.

Un autre responsable d'Etat, lui aussi rigoureux et peu suspect d'hérésie, apporte sa réponse à la question de la « rigueur sans finitude ». M. Pierre Bérégovoy déclarait ainsi le semaine dernière : « Mieux vaut prévenir le chômage que d'avoir à le financer : c'est une vérité économique tout autant qu'humaine. Le bon usage de l'argent public commande de consacrer en priorité à la qualification des travailleurs. Il s'agit donc de développer un programme général de formation, de tous les travailleurs. C'est aussi le premier besoin des entreprises. »

Ce qui paraît, en dépit d'efforts d'assainissement incontestables, laisser le pouvoir impuissant à reconstruire l'emploi, c'est finalement une demi-rigueur. On s'est contenté de viser des équilibres de chiffres, bien aléatoires, en oubliant de cultiver la capacité des hommes, pour leur emploi. Soit finitude, pourtant, d'une politique vertueuse, qui répond à la question. Et permet, enfin, l'indispensable confiance.

J.-J. SERVAN-SCHREIBER.



Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, jouez la bonne carte :

une solide formation de base en gestion, concrète, pratique, efficace, appréciée des entreprises.

Celle que vous propose le programme de formation polyvalente en gestion

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de méthodes et moyens pratiques, concrets et réalistes, en faisant appel uniquement à des praticiens des affaires comme enseignants.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1984, car vous pouvez être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis.

Un dossier d'information existe à votre intention. Vous l'obtiendrez sans engagement en nous adressant votre carte ou en nous téléphonant.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

De Dietrich

L'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1984 a statué sur les comptes et les résultats de l'exercice 1983. Les résolutions présentées par le conseil d'administration ont été approuvées.

La mise en paiement du dividende a été fixée au 10 juillet prochain pour un montant net de 25 francs (avoir fiscal 12,50 francs) contre présentation du coupon n° 34.

Au cours de cette réunion, M. Gilbert de Dietrich, président directeur général, a tenu à faire part de la situation à ce jour de la société dans l'allocation suivante :

Mesdames, Messieurs, En cette année où nous célébrons le tricentenaire de notre société, nous aurons souhaité vous présenter un chiffre d'affaires et des résultats en progression par rapport à ceux de l'exercice précédent. La conjoncture économique, une vive concurrence et les contraintes de toute nature qui ont pesé sur l'exploitation de notre maison ne nous ont malheureusement pas permis d'atteindre ces objectifs.

Je me réjouis de vous voir si nombreux aujourd'hui et je vous invite avec tous les membres de notre personnel et leurs familles à participer dimanche prochain à la journée « Portes ouvertes » que nous organisons dans le cadre de notre tricentenaire.

Après la reconstitution de notre outil de travail au lendemain de la seconde guerre mondiale, nous avons mis en œuvre - là où cela s'avérait nécessaire - de très importants programmes d'investissements. Au cours des dix dernières années, nous avons tout particulièrement mis nos efforts vers des installations automatisées. Les capacités de production ont été fortement augmentées, les conditions de travail largement améliorées, assurant ainsi à nos productions compétitivité et qualité.

En vue de poursuivre cette politique d'investissements - seul gage de notre développement futur - votre conseil vous a proposé pour l'exercice écoulé une nouvelle réduction du dividende.

En cette période de rigueur et d'incertitude où il est demandé à l'ensemble de notre personnel une limitation dans l'évolution de sa rémunération, votre vote exemplaire témoigne du souci des actionnaires de préserver d'abord les ressources d'auto-financement de la société.

Alors que nous constatons une conjoncture plus favorable dans les pays de la Communauté économique européenne, la France semble pour l'instant être à l'écart de cette évolution.

Les objectifs que nous nous sommes fixés pour l'exercice en cours assurent à nos différentes divisions une activité comparable à celle de l'année dernière.

La forte progression des facturations de notre division ferroviaire et mécanique correspond à des livraisons de commandes destinées à l'exportation et qui devraient se poursuivre en 1985.

La division équipement chimique enregistre pour sa part une légère reprise des investissements de l'industrie chimique en France comme à l'étranger. Son carnet de commandes lui permet d'envisager une activité soutenue d'ici la fin de l'exercice.

L'augmentation à fin mai de 22 % des facturations de la division équipement thermique provient du succès rencontré en France et à l'exportation de nos nouvelles chaudières en fonte et facilitera la réalisation de ses programmes de vente.

Les enregistrements de notre division équipement ménager dépassent à ce jour les prévisions mensuelles établies pour l'exercice. Le chiffre d'affaires réalisé par cette division à fin mai vient confirmer notre place de leader sur le marché des appareils à cuisson.

L'année dernière à pareille époque, je vous avais informés de contacts entre notre société et la Compagnie européenne pour l'équipement ménager (CEPEM), filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE). Ces contacts avaient pour objet d'examiner l'intérêt économique d'un rapprochement industriel avec cette société pour la production et la commercialisation d'appareils de cuisson et de chauffage.

À la suite du rachat de la CEPEM par le groupe Thomson grand public, nous sommes convenus avec les dirigeants de cette dernière de surseoir à ce projet.

À fin mai 1984, le chiffre d'affaires de 833 millions de francs que nous avons réalisé marque une progression de 26 %, alors que les exportations ont augmenté de 81 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES	1983	1983/1982	1984	1984/1983
- Division équipement ménager	288,8	+ 5	303,4	+ 5
- Division équipement thermique	155,5	+ 3	190,2	+ 22
- Division équipement chimique	64,4	- 8	72	+ 12
- Division ferroviaire et mécanique	150,2	+ 9	262,7	+ 75
- Activités forestières	4,4	+ 35	4,7	+ 7
	663,3	+ 4	833	+ 26

Dont exportations	1983	1983/1982	1984	1984/1983
- Division équipement ménager	24,2	+ 17	24,6	+ 1
- Division équipement thermique	19,7	+ 60	26,6	+ 35
- Division équipement chimique	41,3	- 7	44,4	+ 7
- Division ferroviaire et mécanique	13,2	- 21	83,4	+ 63
- Activités forestières	1,5	+ 49	1,5	+ 7
	99,9	+ 5	180,5	+ 81

Fort de notre confiance dans l'avenir de notre maison, conscients de la nécessité de poursuivre le renouvellement de notre outil de travail et de nos gammes de produits, nous engageons en 1984 un programme d'investissements de 35 millions de francs, nous permettant ainsi de maintenir notre compétitivité et la qualité de nos fabrications.

Avant de clore cette assemblée, je voudrais vous faire part du décès le 3 mai 1984 de M. Auguste Kern dont la soudaine disparition a tout particulièrement ému notre société.

Entré dans notre maison en 1949, M. Kern, membre du comité de direction depuis 1965, exerçait dans notre société d'importantes fonctions dans les domaines budgétaires et financiers.

SLIVARENTE

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs à Forte Rentabilité Société d'Investissement à capital variable - Sica -

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 26 juin 1984 sous la présidence de M. ROCHE a approuvé les comptes de l'exercice 1983/1984.

Revenus distribuables : F 427 420 842,73
Revenu global par action : F 20,93 composé d'un dividende net de F 19,21 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt de F 1,72).
Mise en paiement dès le 27 juin 1984 contre remise du coupon n° 30.

RODAMCO

LES ACTIFS NETS ONT AUGMENTÉ DE 56 % EN 1983-1984, DÉPASSANT AINSI 1 MILLIARD DE FLORINS

Pendant l'exercice clos le 29 février 1984, les fonds propres de la société immobilière Rodamco ont passé de la contrevalence de FF 1.897 millions à FF 3.154 millions. Cela est largement dû à l'augmentation du capital émis pour satisfaire notamment aux demandes des investisseurs institutionnels et à l'augmentation de la réserve de la réévaluation (+ FF 123 millions).

La valeur intrinsèque de l'action Rodamco (FF 126,71 à la fin février dernier) a augmenté de 10,2 %.

Les investisseurs américains se sont révélés, contribuant, dans une large mesure, à ce résultat. Un ajustement à la baisse de la valeur du portefeuille européen n'a pas été jugé nécessaire cette année.

La totalité des actifs nets investis s'élève à FF 2.794 millions, dont FF 2.565 millions en investissements immobiliers directs, principalement bureaux et magasins, et FF 230,4 millions en actions de fonds immobiliers. La répartition géographique des actifs a été élargie par achats de titres.

Le financement du portefeuille immobilier a été réalisé par recours à l'emprunt pour 24 % seulement, tandis que la moyenne des taux d'emprunt en cours est inférieure au niveau actuel du marché.

L'afflux considérable de capitaux nouveaux, qui s'est poursuivi depuis le début de l'exercice en cours, permet d'augmenter la liquidité. L'acquisition de nouveaux programmes immobiliers est envisagée aux États-Unis, en Allemagne et aux Pays-Bas ; des études sont en cours pour des investissements en Australie. Une augmentation des participations des fonds immobiliers est également envisagée.

Rodamco est optimiste pour 1984, avec une légère amélioration du résultat net d'exploitation, une nouvelle revalorisation du portefeuille américain, ainsi qu'une stabilisation de la valeur des intérêts immobiliers en Europe.

scac

L'assemblée générale réunie le 29 juin 1984 sous la présidence de M. Poulenc a approuvé l'ensemble des comptes de la société arrêtés au 31-12-1983 et décidé la mise en distribution d'un dividende limité au statutaire, soit 5 F net par titre (7,50 F par titre avec fiscal comprise).

Le président a par ailleurs indiqué que le résultat consolidé pour l'année 1983 ressortait pour la part SCAC à 14,2 millions contre 40,5 millions l'année précédente, confirmant la baisse de rentabilité observée au niveau de la société mère.

Sur le premier semestre 1984, l'activité Auxiliaire de transport enregistre une amélioration sensible de ses résultats. L'évolution de Bricomart et Agence de voyages reste favorable, le négoce de Combustibles est satisfaisant, bien qu'il ait subi l'année précédente, qui avait en tous points été excellente ; par contre, le négoce de Matériaux continue de rencontrer de très graves difficultés, et le résultat d'ensemble de la société au 30 juin 1984 n'atteindra pas le point d'équilibre.

Au cours du conseil d'administration qui a immédiatement suivi l'assemblée générale, comme il en avait exprimé l'intention lors du conseil du 27 avril, M. Philippe Poulenc a remis son mandat de président-directeur général à la disposition du conseil. Le conseil a par ailleurs pris acte de la démission de M. Roger Mayet de ses fonctions d'administrateur-directeur général.

Sur proposition de M. Philippe Poulenc, M. Jacques Dupuydauby a été nommé président-directeur général. Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

Le conseil a nommé M. Philippe Poulenc président d'honneur.

M. Jacques Dupuydauby a indiqué qu'il proposait au conseil d'administration qu'il se tiendra le 19 septembre la nomination de M. Christian Blanchard en qualité de directeur général.

SAGA (HOLDING)

L'assemblée générale ordinaire de Saga (Holding) s'est réunie, sous la présidence de M. Philippe Giffard, le 27 juin 1984, au siège social de la société.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice de 4,5 millions de francs, à comparer avec 4 millions de francs de résultats bénéficiaires réalisés en 1982. Elle a décidé la distribution d'un dividende identique au précédent, soit 2,50 francs, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 1,25 francs.

La date de distribution de ce dividende a été fixée au 9 juillet 1984.

L'assemblée a renouvelé le conseil d'administration de la société.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée générale a reconduit M. Philippe Giffard dans ses fonctions de président.

SAGA TRANSPORT

L'assemblée générale ordinaire de Saga Transport s'est réunie le 28 juin 1984, sous la présidence de M. Michel Centes Saint-Martin.

Au cours de cette réunion, l'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1983. Elle a, notamment, adopté les propositions du conseil d'administration ayant pour objet d'apurer définitivement la situation des pertes cumulées d'une filiale de travaux publics et de bâtiment en République Centrafricaine dont les résultats avaient déjà pesé lourdement sur les exercices précédents.

Cette décision explique que le résultat de l'exercice 1983 se traduise par une perte de 18,6 millions de francs - au lieu de 7,4 millions en 1982.

Dans son allocution, le président a souligné que ces dispositions, jointes aux mesures de simplification et de réorganisation interne ainsi qu'à l'appui financier apporté par le groupe Suez, doivent permettre à la société d'aborder l'avenir dans des conditions d'efficacité et de rentabilité sensiblement améliorées. A cet égard, les résultats des cinq premiers mois de l'exercice 1984, dans une conjoncture nationale et internationale toujours marquée, sont encourageants et laissent espérer le retour à une situation bénéficiaire dès cette année.

Enfin, l'assemblée a renouvelé le mandat de tous les membres du conseil, à l'exception de celui de la société « Centes », démissionnaire, et a nommé M. Jean-Luc Finois et Patrick Fosselle.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a reconduit M. Michel Centes Saint-Martin dans ses fonctions de président et a nommé M. Jean-Luc Finois à la vice-présidence.

M. Michel Fismeyer et M. Jacques Peitier ont été confirmés dans leurs fonctions de directeur général et de directeur général adjoint.

TOTAL

LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES EN 1983

Assemblée générale du 29 juin 1984

L'assemblée générale ordinaire de la CFP, réunie le 29 juin 1984 sous la présidence de M. René Guérin de Lillio, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1983. Toutes les résolutions ont été adoptées.

Dans son allocution, le président a indiqué que les résultats du premier semestre 1984 devraient pouvoir confirmer le redressement amorcé au second semestre 1983. Pour le secteur du raffinage et de la distribution, il a souligné que les progrès réalisés doivent être poursuivis ; il convient notamment que, dans les pays à prix contrôlés, l'application des formules administratives ne soit pas faussée par des considérations étrangères aux données du marché. Dans le secteur de la production, un effort très important d'investissements sera réparti sur les années à venir, notamment pour le développement des gisements de la mer du Nord.

M. Guérin de Lillio a rappelé qu'en raison de l'importance de la limite d'âge cette assemblée était la dernière qu'il présiderait. Un nouveau président de la Compagnie Française des Pétroles devra être nommé d'ici octobre, le cinquième dans toute l'histoire de la CFP.

La brochure « La Compagnie Française des Pétroles et le groupe TOTAL en 1983 » est disponible, en français ou en anglais, sur demande au Service diffusion, 3, rue Michel-Ange, 75781 Paris Cedex 16, France.

Faits marquants en 1983

● EXPLORATION : l'effort d'exploration a été réorienté vers les zones et les pays où se trouvent réunies à la fois des probabilités élevées de découverte d'hydrocarbures et des conditions contractuelles et fiscales favorables à l'amortissement des dépenses d'exploration.

● DÉVELOPPEMENT : les investissements consacrés au développement des découvertes et au maintien des productions sont restés à un niveau élevé ; ils ont concerné essentiellement les productions de la mer du Nord, du Moyen-Orient et d'Indonésie, ainsi que les productions nouvelles d'Angola, du Cameroun et de France. La valorisation des nouveaux réservoirs en Argentine et en Angola dépendra dans une large mesure des conditions contractuelles et fiscales. Quant à la Chine, un préinvestissement vient d'y être décidé.

● URANIUM : TOTAL a poursuivi ses activités d'exploration et de production en France, en Australie, en Amérique du Nord et en Nigéria. Le groupe a couvert 15 % de la consommation française, qui représente environ 7,5 millions de tonnes d'équivalent-pétrole.

● CHARBON : TOTAL, avec des pourcentages divers, a été intéressé à la production de près de 4 millions de tonnes de charbon en Afrique du Sud et aux États-Unis. Dans ce dernier pays, l'association dans le groupe détiend 90 % a acquis des réserves de l'ordre de 250 millions de tonnes, permettant d'envisager une production d'une dizaine de millions de tonnes par an vers la fin de la décennie.

● RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT : en 1983, deux nouveaux centres de recherches, « Exploration » et « Forage-Production », ont été inaugurés en France. Le groupe TOTAL souligne ainsi l'importance qu'il attache à disposer d'outils scientifiques et techniques performants pour accompagner ses activités d'opérateur et de fournisseur d'énergie dans la compétition internationale.

● RÉSULTATS ET DIVIDENDE : le bénéfice net de la CFP (maison-mère) s'élève en 1983 à 524 millions de francs contre 441 en 1982 et le montant des bénéfices distribués à 437 millions de francs (contre 409). Le revenu global de l'action ressort à 24 F (dividende et avoir fiscal). Mise en paiement du dividende : 6 juillet 1984.

● NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR : l'assemblée a nommé M. Pierre Giraudet comme administrateur pour une période de six années.

Des chiffres sur le groupe	1982	1983
Ressources		
Pétroles (millions de tonnes)	44	43
Gaz (milliards de m3)	5,4	5,7
Résultats (consolidés, en milliards de francs)		
Chiffre d'affaires	131	139,8
- en France	55	55
- à l'étranger	76	84,8
Marge brute d'autofinancement	6,4	6,1
Bénéfices	8,2	6,8
Investissements nets		

Le Crédit coopératif élargit sa gamme de produits de placements collectifs en créant une Sica à moyen et long terme : Obliscoop-Sicav.

Cette Sica s'adresse particulièrement à ses sociétaires : associations groupements institutionnels, associations, caisses de retraite et autres investisseurs institutionnels.

Ses objectifs principaux seront :

- La protection des actifs contre l'inflation.
- La recherche de la plus-value dans la distribution d'un dividende.
- Le respect des contraintes réglementaires d'un certain nombre d'organismes.

A ces fins, le portefeuille sera exclusivement composé d'obligations françaises et pour une part importante de fonds d'Etat.

Les fondateurs sont :

- Caisse centrale de Crédit coopératif.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Banque française de Crédit coopératif.
- Fonds de garantie du Crédit maritime mutual.
- Fédération nationale de la Mutualité française.
- Mutuelle d'Orly (la Fraternelle).
- Mutuelle générale des PTT.
- Union nationale des caisses chirurgicales mutualistes.
- Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres.
- Caisse de congés payés des SCOP.
- Mutuelle d'assurances des instituteurs de France.
- Société mutuelle d'assurance des collectivités locales.
- Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés.
- Union nationale inter-fédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

BANQUE PRIVEE DE GESTION FINANCIERE

ALLOCATION DU PRÉSIDENT GILLES BRAC DE LA PÉRIÈRE PRÉSIDENT DE LA BPGF AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 29 JUIN 1984

L'exercice 1983 amorce une nouvelle page de l'histoire de notre établissement, à partir d'un chiffre porteur d'avenir : 16,5 millions de bénéfices par rapport à 75 millions de francs de fonds propres.

Ce résultat a été permis par une double confiance dans les destinées de notre maison : celle de nos clients et celle de nos collaborateurs ; je leur exprime ma vive gratitude et une reconnaissance.

Am moment où je prononce ces paroles, un processus touche à sa fin : l'ancienne BPGF s'efface, une autre BPGF prend son essor. Elle porte avec elle au moins trois pages de réussite :

- Son savoir actionnariat - dont la majorité est à 51 % étrangère - assure son caractère privé et indépendant.

La qualité de son nouveau tour de table accrout ses chances : étendue des réseaux, ouverture internationale.

PARIBAS - qui nous a aidés à réunir les nouveaux actionnaires - interviens pour 20 % dans son capital ; l'Amsterdam-Rotterdam Bank - NY - qui était déjà présente dans l'ancienne BPGF - renforce sa participation dans la nouvelle en prenant 18 % du capital.

Du côté français, le groupe Maison Familiale et le groupe Wibaux ; du côté étranger, Cobeco et Albert Frères groupes industriels et financiers, qui se sont déjà diversifiés vers des activités financières - prennent chacun 10 % de capital. Des personnes physiques, proches de l'industrie, aux confins de la gestion de patrimoine et des affaires, complètent le tour de table.

- La BPGF travaillera au carrefour des marchés financiers français et étrangers pour satisfaire sa clientèle d'institutionnels, d'entreprises et d'épargnants.

Elle interviendra dans l'ingénierie financière qui conditionne la vie de l'entreprise et son développement, et dans les produits financiers nouveaux, indispensables aux besoins de sa clientèle institutionnelle.

Ces activités exigent un professionnalisme, fait d'expérience, d'expertise et d'éthique.

- La BPGF restera à l'échelle humaine, ce qui permet : efficacité, agilité, rapidité d'exécution, discrétion et créativité. Son premier conseil d'administration a fixé les relations entre les actionnaires et la Banque dans une charte qui définit la vocation de la « maison financière » BPGF.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 juillet

Flottement

Les séances se suivent et se ressemblent. La journée de mardi ne s'est guère distinguée de la précédente, en ce sens que les courants d'affaires sont restés assez peu fournis. Les cours, quant à eux, ont évolué de façon plus irrégulière, mais sans s'écarter beaucoup de leurs niveaux précédents. Les baisses ont été cependant un peu plus nombreuses de sorte qu'à la clôture l'indice instantané s'établissait à 1 130,07 (- 0,01 % au-dessus de son niveau précédent après avoir monté de 0,04 %, puis baissé de 0,12 %).

Le flottement était très net. Quelle attitude prendre ? Cette réflexion revient dans toutes les conversations sur les bords de la corbeille. Le marché est confronté à deux incertitudes : l'évolution des taux d'intérêt d'abord. A ce sujet, la confusion est totale et Wall Street est incapable d'y voir clair.

Autre facteur d'incertitude : la politique de rigueur. Sera-t-elle maintenue contre vents et marées ? M. F. Delors veut-il quitter le gouvernement à l'occasion d'un remaniement dont on commence à parler beaucoup ? Probablement, mais la conviction manque. Dans ces conditions, mieux vaut s'abstenir et observer. N'est-ce pas la conduite adoptée à l'étranger ?

La devise-tire n'a pas suivi le dollar dans sa course. Au contraire, elle s'est même un peu affaiblie, passant de 9,71 F à 9,78 F, contre 9,72 F-9,83 F.

L'or s'est effondré à Londres, où son cours a été fixé à 369,75 dollars l'once (- 0,25 dollar).

Calme plat à Paris, où le lingot et le napoléon ont reproduit leurs cours précédents, respectivement de 102 300 F et de 615 F.

Le volume des transactions n'a guère varié non plus : 8,08 millions de francs, contre 8,10 millions de francs.

NEW-YORK

Tassement

Quotidien à l'étranger, la réaction de Wall Street, en ce début de semaine, n'a pas été une révélation d'une véritable tendance de fond. A deux reprises par le manque d'affaires, le marché s'est d'abord tassé, puis s'est redressé un peu à l'approche de la clôture, sans parvenir à regagner tout le terrain perdu. Finalement, l'indice des industries devait s'établir à 1 130,07 (- 2,32 points), après une hausse momentanée à 1 120,25. Ce résultat peut paraître satisfaisant, mais le bilan général de la journée l'a été bien moins. Sur 1 953 valeurs traitées, 901 ont baissé, 623 ont monté et 429 sont restées stables. L'évolution des taux d'intérêt continue d'être un sujet de préoccupation pour les opérateurs. Mais pour l'instant, on observe le plus strict attentisme.

Trois raisons à cela. C'est cette semaine que le Trésor va procéder à des opérations de refinancement, 5,5 milliards de dollars (contre 4 milliards jeudi). Le déroulement de ces opérations sera scruté de très près par les investisseurs sur le marché monétaire qui son impact en Bourse. Or cette semaine sera caractérisée par le chômage observé, mercredi 4 juillet, pour la fête de l'Indépendance. Ajoutons à cela les dernières statistiques économiques et la confusion qu'elles ont introduite dans les esprits. L'expansion va-t-elle se poursuivre et les taux vont-ils monter ou se contracter.

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOGNOVÉ. - Associée à Epica et Natio Fonds Avenir, Bognové, société financière d'innovation (SFI), crée sous l'égide de la Société Générale, à Paris, la firme Computer Vision Film. Constituée en 1983, cette dernière est spécialisée dans la création et le traitement d'images par ordinateur et dans la production vidéo de haute qualité avec effets spéciaux.

UBS. - L'Union de banques suisses a repris la majorité des actions de la Banque Rotschild SA, de Saint-Gall, avec effet du 30 juin dernier, parant ainsi « d'acier » l'aventure de son établissement de renom qui était confronté aux problèmes de succession, explique l'UBS. Fondée en 1936, la Banque Rotschild spécialisée dans le prêt personnel, continue également son activité dans les secteurs titres et changes.

INDICES QUOTIDIENS
(Indices base 100 : 29 oct. 1983)
Cote de Paris : 111,7
Cote de New York : 87,7
Cote de Londres : 178,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet 3 mois : 11,5/8
Cote de New York : 115,7/8
Cote de Londres : 178,3

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 236,45 / 236,25

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

Obligations convertibles

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

Actions au comptant

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

3 JUILLET

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

Étrangers

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours du 30 juin	Cours du 3 juillet
Alcoa	117 1/4	117 1/8
Amstar	43 3/4	43 3/4
Boeing	100 1/2	100 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Deere	48 1/2	48 1/2
Eastman	89 1/4	89 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	52 1/2	52 1/2
IBM	165 1/2	165 1/2
Intel	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	117 1/2	117 1/2
McDonald's	100 1/2	100 1/2
Merck	100 1/2	100 1/2
Microsoft	100 1/2	100 1/2
Motorola	100 1/2	100 1/2
Oracle	100 1/2	100 1/2
Rockwell	100 1/2	100 1/2
Sony	100 1/2	100 1/2
Texas Instruments	100 1/2	100 1/2
Walt Disney	100 1/2	100 1/2
Westinghouse	100 1/2	100 1/2
Yale	100 1/2	100 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

1. L'ÉCOLE (suite) : « Les pasteurs et le troupeau », par Maurice Duverger ; « Merci, monsieur Mauroy », par Jacques Barrot ; « Une autre voie », par Robert Ballion.
2. L'ÉCOLE (suite) : « Les pasteurs et le troupeau », par Maurice Duverger ; « Merci, monsieur Mauroy », par Jacques Barrot ; « Une autre voie », par Robert Ballion.
3. L'ÉCOLE (suite) : « Les pasteurs et le troupeau », par Maurice Duverger ; « Merci, monsieur Mauroy », par Jacques Barrot ; « Une autre voie », par Robert Ballion.

ÉTRANGER

1. EUROPE : YUGOSLAVIE : les autorités estiment que la situation est en voie d'apaisement au Kosovo.
2. GRÈCE : légère amélioration des relations avec l'Albanie.
3. DIPLOMATIE : Le bilan de la présidence française au conseil européen.
4. PROCHE-ORIENT : La guerre du Golfe.
5. AMÉRIQUES : L'Épilogue d'une conspiration dans l'État du Jammu-et-Cachemire.

POLITIQUE

1. L'opposition empêche le débat sur la presse à l'Assemblée nationale.
2. La mort de Raoul Salan.

SOCIÉTÉ

1. Recherche et culture, un point de vue de Jack Lang.
2. FAITS DIVERS : défection à l'école.

CULTURE

1. CINÉMA : Biennale à La Rochelle.
2. MUSIQUE : Festival du Marais.
3. COMMUNICATION : Grève à Val-Martin.

SPORTS

1. La Tour de France cycliste.
2. Le tournoi de Wimbledon.

ÉCONOMIE

1. SOCIAL : les négociations sur l'adaptation des conditions d'emploi ; l'affaire Crouzet-Louis.
2. AFFAIRES : Maitre et le Soutenu emportent la première tranche du miroir d'Orlando en Floride.

RADIO-TÉLÉVISION (13)

ÉTÉ (24-25)

Histoire d'amour, par Konk ; Vie associative ; Méthodologie ; Mots croisés.

Amusements classés (14 à 23) ; Carnet (25) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (29).

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1984 a été tiré à 456 873 exemplaires

LE MONDE
diplomatique
JUILLET 1984
LES DÉMOCRATES AMÉRICAINS SUR LA CORDE RAIDE
L'AFRIQUE DU SUD MARQUE DES POINTS
EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

A B C D E F G

Au Portugal

Une émission de TF1 sur les prisons alimente la polémique à propos de l'arrestation de M. Oteio de Carvalho

De notre correspondant

Lisbonne. — Les accusations contre la justice portugaise formulées lors de la dernière émission de « 7 sur 7 » (dimanche 1^{er} juillet, sur TF1) ont provoqué une très forte irritation. Intervenant à la télévision, lundi, le bâtonnier de l'Ordre des avocats s'est insurgé en effet contre les affirmations selon lesquelles la magistrature portugaise serait « archaïque et corrompue » et la plupart des avocats « incompétents et voleurs ».

De son côté, le directeur de la prison de Coimbra a démenti qu'un traitement spécial soit réservé à des prisonniers étrangers. « Il y a dans la prison de Coimbra trois ressortissants français, un Allemand, deux Italiens, un Uruguayen, dix Capverdiens, un Brésilien et un Espagnol, qui, a-t-il souligné, travaillent comme les autres et mangent à la même table ». La référence dans « 7 sur 7 » au cas d'un couple français qui aurait été condamné sévèrement pour un crime qui, selon la loi française, « ne mériterait qu'une légère peine avec sursis » a été également contestée. Selon les autorités portugaises, ce couple a commis douze crimes, tous très graves.

Soulignant la présence dans le même programme de M. Le Pen, le ministre portugais de la justice, M. Machado, a considéré que les propos tenus « ne sont qu'une ré-

ponse politique des milieux français les plus réactionnaires face à la prochaine adhésion du Portugal à la CEE ». Enfin, le ministre des affaires étrangères, M. Gama, a demandé à l'ambassadeur du Portugal à Paris d'obtenir toutes les informations sur le programme en question. Pour sa part, l'ambassadeur de France à Lisbonne a exprimé ses « regrets » et sa « totale solidarité avec les magistrats et les avocats offensés ».

Le retentissement de l'émission diffusée par TF1 s'explique aussi par des raisons de politique intérieure. En effet, l'affaire intervient au moment même où une vive polémique sur le fonctionnement de la police et les relations entre le gouvernement et la justice, agite les milieux politiques. A l'origine de cette polémique se trouve l'arrestation du lieutenant-colonel Oteio de Carvalho, soupçonné d'appartenir à un réseau terroriste appelé Les forces populaires du 25 avril.

Gardé au secret depuis le mercredi 20 juin, le stratège de la révolution aux ciseaux, n'a toujours pas pu recevoir la visite de sa femme. Il ne s'est entretenu avec son avocat qu'une seule fois et en présence d'un policier qui a écouté toute la conversation. Devant les protestations, le juge chargé du procès s'est vu contraint de reconnaître que l'agent de police avait mal interprété ses instructions. Il devait bien être présent, mais discrètement, à distance, pour ne rien entendre.

Cependant, des doutes s'accroissent sur la culpabilité de M. Oteio de Carvalho. Visiblement embarrasés, les membres du gouvernement les plus directement concernés, comme les ministres de l'Intérieur et de la justice, attribuent la responsabilité de cette arrestation au seul juge d'instruction. « C'est une affaire de justice qui nous échappe totalement », aurait expliqué M. Soares lors du déjeuner offert au président Mitterrand mercredi dernier.

JOSE REBELO.

[Néofrancisme purgant actuellement des peines de prison au Portugal, Natché Meyer, René-Marie Courval, Joseph Dubois et Georges Vigier, ont été arrêtés en 1981 en Algarve. Accusés d'usage de faux documents, possession d'armes, vol de voitures et cambriolages, ils ont été condamnés à des peines allant de neuf ans et cinq mois à quatre ans et six mois de prison. Hervé, Francis et Gilles Rebellé ont été aussi arrêtés en Algarve au janvier 1983, sous l'accusation de trafic de drogue. Le jugement rendu deux mois plus tard — six ans et deux mois de prison pour les deux premiers et quatre ans et deux mois pour le troisième — a été annulé. Un nouveau procès vient d'être ouvert. Placé sous le régime de la prison préventive depuis octobre 1983, Yves Boivin répond également de trafic de drogue. Ses homologues Laboucinne a été condamné en décembre 1981, c'est-à-dire moins d'un an après son arrestation, à quatorze ans de prison. Selon l'accusation, il était le responsable de plusieurs hold-up commis dans le sud de pays, notamment dans deux déléguations du ministère des finances et dans une agence bancaire.]

L'Affaire des doubles rideaux indiens

En coton importé des Indes, adaptés à toutes tringles : chemin de fer, armoire bois ou cuivre, deux tois, 125 X 270, le bas surfilé, la pare

420 F

Volage terpi et lin blanc ou crème : très élégant, fermée 300 X 250 :

160 F

55, rue de Sévres-V^e (face Bon Marché), 548.41.13 ou 163, Faub. Saint-Antoine-X^e, 343 01 08.

SEVRES-TISSUS ET NOUVELLE BOUTIQUE

58, Gde-Rue à Juvisy, 921.05.95

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 690 F

COSTUMES

MESURE A partir de 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION

3 000 pièces Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 742-70-61. Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

La mort du général Salan

LES PREMIÈRES RÉACTIONS

« M. JEAN-MARIE LE PEN : « Le général Salan fut le symbole de la fidélité aux lois de la patrie et de la République. Il eut à cœur de maintenir l'honneur du soldat dans le respect de la parole donnée au nom de la France. »

« M. JACQUES ROSEAU, porte-parole du RECOURS (rapatriés d'Algérie) : « Les Français d'Algérie n'oublieront jamais le courage et l'abnégation du général Salan qui, arrivé au fait des honneurs, n'hésita pas à tout sacrifier par fidélité à la parole donnée en mai 1958 sur le Forum d'Alger. »

« LE COLONEL ANTOINE ARGOU : « Il eut le courage, à plus de soixante ans, d'entrer dans la clandestinité (...). L'historien dira qu'il avait raison, car, si l'Algérie n'avait pas été bradée, bien des choses auraient changé pour la France et pour l'Occident tout entier. »

« LE GÉNÉRAL EDMOND JOUHAUD : « Il est resté fidèle à la parole donnée le 13 mai pour que le drapeau français continue à flotter sur la terre française d'Algérie (...). Nous avons lutté dans la clandestinité, nous avons passé de longues années dans la solitude des prisons du régime. J'ai beaucoup de peine. »

LE TRIBUNAL DE COMMERCE ACCORDE A BOUYGUES LA REPRISE PARTIELLE DES ACTIVITÉS D'AMREP

Le tribunal de commerce de Paris a accepté, lundi 2 juillet, la proposition présentée par le groupe Bouygues d'une reprise partielle des activités de la société AMREP, principale entreprise française et troisième mondiale du secteur parapétrolier en règlement judiciaire depuis le 30 mai. En attendant le rachat définitif des actifs correspondants, Bouygues reprendra en location-gérance les activités concernées. Sur les 3 000 salariés employés en France par l'AMREP et ses filiales, la solution proposée par Bouygues ne concernera effectivement qu'environ 1 200 personnes, le groupe délaissant une partie des activités des sociétés qu'il reprend.

Le groupe de bâtiment travaux publics ne reprendra que quatre éléments : l'activité offshore d'AMREP, soit pour l'essentiel les chantiers de Cherbourg et de la Clyde en Ecosse ; les activités maintenance au sein de la division DMT de l'Union industrielle d'entreprise, au sein de la société Camom, et au sein de la société Petrom ; Technigaz, filiale de l'AMREP spécialisée dans le traitement et le transport de gaz liquéfié, qui a obtenu un contrat d'un milliard de francs en Corée du sud ; et la participation (de 34 %) que détient AMREP dans la société Doris (compagnie générale pour les développements opérationnels des richesses sous-marines). En outre Bouygues reprendra les participations d'AMREP dans un certain nombre de filiales diverses françaises (Delong Erent) et surtout étrangères (Congo Industrie, UIE Cameroun, UIE Grande-Bretagne).

Sur l'ensemble des effectifs français d'AMREP (3 000 personnes, dont 2 400 environ seulement sont concernées par les procédures judiciaires un certain nombre de sociétés sont restées en dehors du règlement judiciaire), la solution retenue par le tribunal de commerce ne règle que d'environ la moitié. Le reste représente environ 1 200 personnes : 300 appartenant à des filiales distinctes (ECM) non reprises par Bouygues et font l'objet de propositions actuellement discutées, et 900 font partie des sociétés concernées par l'offre de Bouygues, dont l'activité n'intéresse pas ce dernier : Filiales et chantiers à l'étranger et, en France, le bureau d'études (Safetec) ainsi que les activités d'entretien de moteurs Diesel, de tôlerie chaudière et de fabrication d'engins de forage, de l'UIE, situées à Montpellier, Toulouse et Bordeaux. En outre, il semble que des solutions de reprises partielles de ces activités soient actuellement à l'étude avec les syndicats. Il paraît néanmoins inévitable qu'une partie du personnel sera reprise par le groupe Bouygues dans le cadre de la licence.

Sur le vif

Les parents trinquent

Ce qui est super aux Etats-Unis, c'est que, les trois quarts du temps, ce n'est pas l'Etat qui fait la loi, c'est la nation. Je m'explique. La plupart des nouvelles réglementations décidées en haut lieu ont été imposées par le bas. Par des associations de profs, de féministes, de vieux, d'anciens combattants ou de mères en colère.

En colère et en larmes. Parce que leur gosse a été victime d'un accident de la route. A dix-sept ans, ou dix-huit, ou vingt. Non, mais c'est vrai, c'est terrifiant. Vous lui versiez un jus d'orange à la table du petit déjeuner et vous le retrouvez à l'heure du dîner dans un tiroir de la morgue. Ou alors, avec beaucoup de chance, on vous le rendra pour les vacances dans un fauteuil roulant.

Comment ça arrive, ces catastrophes-là ? Ne cherchez pas. C'est parce que le même boit. Et ce n'est pas d'hier. Savez-vous à quel âge, en moyenne, on prend son premier verre outre-Atlantique ? Douze-trois ans ? Vous n'y êtes pas, pas du tout. Huit-neuf ans, quand on rentre seul, la clé autour du cou, après l'école, à la maison. C'est inimaginable, n'est-ce pas ?

Alors, le mois dernier, les mères en ont eu marre. Elles ont exigé des mesures interdisant la vente de l'alcool aux moins de vingt et un ans. Cette prohibition partielle est déjà de règle dans

certaines Etats. Les autres sont absolument libres d'obtenir ou pas. Voilà Reagan bien embêté. D'abord, le trop d'Etat, il est contre. Il n'aime pas. Ensuite, rien n'oblige les gouverneurs à s'incliner devant le président.

Seulement, à quatre mois des élections, ce n'est peut-être pas le moment de se mettre les femmes à dos. Reagan, elles ne l'apprécient déjà pas tellement, et, pour peu que Mondale ne paye une vice-présidence — vous savez qu'il en est fortement question — côté républicain, ça risque de faire bobo le 6 novembre.

Pour se tirer de ce mauvais pas, savez-vous ce qu'ils ont trouvé à Washington ? Ils vont faire chanter les Etats récalcitrants. S'ils s'obstinent à servir à boire aux jeunes, on leur coupe les vivres. Plus un sou de subvention pour la construction et l'entretien de leurs autoroutes.

De toute façon, moins il y aura de routes, moins on risquera de s'y tuer. Vous me direz : on pourrait aussi relâcher l'âge du permis de conduire. On y pense. L'ennui, c'est que la encore la décision devrait venir de l'Etat fédéral. Et elle risque de ne pas être très populaire. Sur la plan politique : bonjour les dégâts ! Alors, en attendant ? Eh bien, les enfants boivent et les parents trinquent.

CLAUDE SARRAUTE.

N'AYANT PU CHANTER A SCEAUX

Joan Baez repartira d'écue pour les Etats-Unis

Après huit concerts en compagnie de Bob Dylan et de Santana en Allemagne fédérale et en France (Nice, Nantes) et après avoir annulé sa participation au spectacle du parc de Sceaux dimanche 1^{er} juillet, Joan Baez repart pour les Etats-Unis, ce mardi 3 juillet, avec le désagréable sentiment d'avoir été un peu un jouet dans les mains du show-business.

« Je ne voulais pas faire ma rentrée cette année, dit Joan Baez, mais on m'a présenté l'opération comme une réunion de Bob Dylan, Carlos

Santana et Joan Baez, comme un concert à égalité pour nous trois. Au premier spectacle, j'ai chanté après Santana, et Carlos et son groupe sont venus à la fin de mon « tour » me rejoindre et on a fait quelques chansons ensemble. Alors, la machine Dylan s'est mise en route. Le directeur de la tournée a demandé à Santana de passer après mon propre récital et de ne « jamer » qu'avec Dylan. Et il y a eu toute une série d'humiliations, de bagarres et de compromis.

« Bob Dylan lui-même n'y est pour rien. J'ai découvert qu'il ne voulait pas chanter avec moi. J'ai passé une journée formidable avec lui. Il a été très drôle. Mais il vit sur une autre planète. Je ne sais pas ce qu'il a dans la tête. S'il était un peu de ce monde, il m'aurait sans doute aidée.

« Aujourd'hui, j'ai complètement récupéré. Mais ça été dévastant... » — C.F.

LA HAUSSE DU DOLLAR SE POURSUIT : 8,62 F

Poussée à la hausse par la lente ascension des taux d'intérêt aux Etats-Unis, notamment l'euro-dollar à six mois, qui frôle 13 %, la devise américaine est passée de 2,970 DM à 2,91 DM et de 8,58 F à 8,62 F, mardi 3 juillet.

Fabricant importateur vend directement sur stock entrepôt Paris (12^e) : 174-176, rue de Charanton - Tél. : 341-58-59

100 CANAPÉS CONVERTIBLES DÉHOUSABLES de 1500 à 2500 F

PARIS (17^e) 179, Boulevard Malesherbes Tél. : 227-51-45

DEAUVILLE 66, rue du Général-Leclerc Tél. (31) 98-11-97

Offre valable dans la limite des stocks disponibles - Urvains dans toute la France

Criquet DE STEINER

Convertible à sommier à lattes de bois, se fait en dimensions : 80 x 190, 140 x 190, 180 x 190, tissu ou cuir

CAPÉLOU 37, Av. de la République - PARIS 11^e - INSTITUTEUR Miro Perrier - Tél. : 357-46-35

NRJ SUPERSTAR

NRJ creuse encore l'écart. Sondages Ipsos mars/mai 84 : NRJ première à Paris, première en région parisienne. 1.034.000 personnes à l'écoute la veille. Presque 4 fois plus que la radio classée deuxième. Merci à nos super-auditeurs !



De radio spécialisée en Disco 1974 Paris Beau

مركز التحصيل